RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU : FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2018

Volume 2

COMPTES PUBLICS

2017-2018

Québec

COMPTES PUBLICS 2017-2018

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2018

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Finances Québec

Comptes publics 2017-2018 – Volume 2

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Novembre 2018

ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)
© Gouvernement du Québec, 2018

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 7

DÉFINITIONS 10

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS 19

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS 21

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES 29

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 30

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS 32

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES 40

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES 42

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 44

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES 45

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE 49

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE 61

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE 73

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION 89

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE 101

CONSEIL EXÉCUTIF 117

CULTURE ET COMMUNICATIONS 133

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 147

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION 159

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 173

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES 193

FAMILLE 203

FINANCES 217

FORÊTS, FAUNE ET PARCS 233

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION 245

JUSTICE 255

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE 273

REVENU 283

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX 285

SÉCURITÉ PUBLIQUE 301

TOURISME 313

TRANSPORT, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS 321

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE 333

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE 349

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE 352

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE 358

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES 369

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

Fonds de développement des territoires 374

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Fonds relatif à certains sinistres 376

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Fonds Avenir Mécénat Culture 378

Fonds du patrimoine culturel québécois 379

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État 382

Fonds vert 383

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

Capital Mines Hydrocarbures 386

Fonds du développement économique 387

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique 390

Fonds pour l'excellence et la performance universitaires 391

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

Fonds de transition énergétique 394

Fonds des ressources naturelles 395

Fonds d'information sur le territoire 396

FAMILLE

Fonds de soutien aux proches aidants 398

Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance 399

Fonds pour le développement des jeunes enfants 400

FINANCES

Fonds de financement 402

Fonds des générations 403
Fonds du centre financier de Montréal 404
Fonds du Plan Nord 405
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers 406
Fonds relatif à l'administration fiscale 407

FORÊTS, FAUNE ET PARCS
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier 410

JUSTICE
Fonds Accès Justice 412
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels 413
Fonds des registres du ministère de la Justice 414
Fonds du Tribunal administratif du Québec 415
Fonds relatif aux contrats publics 416

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux 418
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie 419

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Fonds des services de police 422

TOURISME
Fonds de partenariat touristique 424

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS
Fonds aérien 426
Fonds de gestion de l'équipement roulant 427
Fonds de la sécurité routière 428
Fonds des réseaux de transport terrestre 429

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome 432
Fonds de développement du marché du travail 433
Fonds de la capitale nationale et de sa région 434
Fonds des biens et des services 435
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 436
Fonds du Tribunal administratif du travail 437
Fonds québécois d'initiatives sociales 438

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX 440

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2018 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2017-2018.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu[1]; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation du budget de dépenses.

[1] Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2016-2017 ont été reclassées pour les rendre conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2017-2018*. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 8 et 9 du *Budget de dépenses 2017-2018 – Crédits des ministères et organismes*.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :
- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds consolidé du revenu, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par portefeuilles. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2017-2018*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Internet du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◊ *Crédits autorisés*
Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◊ *Crédits permanents*
Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◊ *Crédits votés*
Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES [1]

◊ *Rémunération*
Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◊ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◊ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

◊ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial.

◊ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◊ *Immobilisations en ressources informationnelles*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes directement encourues pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Immobilisations tangibles*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes directement encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

◊ *Prêts, placements, avances et autres*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services, de l'inscription de stocks et de paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES [1]

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations en ressources informationnelles », « Immobilisations tangibles » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

◊ Transfert ─ *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.

◊ Transfert ─ *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion,* « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◊ Transfert ─ *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

◊ Transfert ─ *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire, est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

◊ Transfert ─ *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert ─ Rémunération », « Transfert ─ Fonctionnement », « Transfert ─ Capital » et « Transfert ─ Intérêt ».

◊ Affectation à un fonds spécial ─ *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.

◊ Affectation à un fonds spécial ─ *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

◊ Affectation à un fonds spécial ─ *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

◊ Affectation à un fonds spécial ─ *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

◊ Affectation à un fonds spécial ─ *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux sont constitués des :

◊ Immobilisations qui comprennent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles en ressources informationnelles.

◊ Prêts et placements qui comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général du fonds consolidé du revenu, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et mise de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets.

Partie A

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2018

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2018 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 28 septembre 2018

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	- CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	- AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			= EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	139 326	134 713			4 612	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	103 393	98 260			5 133	
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 942 818	1 926 643			16 175	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	889 445	883 288			6 157	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 049 194	820 620			228 575	
Conseil exécutif	421 557	410 066	440		11 051	
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	795 364	785 647			9 717	
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	321 388	293 159			28 229	
Économie, Science et Innovation	1 102 038	927 919	50 000		124 119	
Éducation et Enseignement supérieur	18 395 393	18 170 338	14 365		210 690	
Énergie et Ressources naturelles	100 563	100 563				
Famille	2 561 237	2 536 832	2 021		22 384	
Finances (excluant le service de la dette)	297 089	239 687	500		56 902	
Forêts, Faune et Parcs	618 268	614 379			3 888	
Immigration, Diversité et Inclusion	227 540	220 389			7 151	
Justice	957 534	922 069	310		35 155	
Relations internationales et Francophonie	142 235	124 612			17 623	
Santé et Services sociaux	37 394 550	36 705 175	1 824		687 552	
Sécurité publique	1 575 371	1 575 337			34	
Tourisme	212 899	212 899				
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	710 764	700 734			10 029	
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 413 291	4 410 302			2 989	
	74 371 256	72 813 632	69 460	-	1 488 164	-
Culture et Communications (service de la dette)	3 456	3 456				
Finances (service de la dette)	7 822 000	7 194 093			627 907	
Total	**82 196 712**	**80 011 181**	**69 460**	**-**	**2 116 071**	**-**
Votés	55 959 026	54 929 938	69 460		959 628	
Permanents	26 237 686	25 081 243			1 156 443	
Total	**82 196 712**	**80 011 181**	**69 460**	**-**	**2 116 071**	**-**
Dépenses	81 815 143	79 760 404	69 460		1 985 279	
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres	145 886	89 906			55 980	
Immobilisations tangibles	134 610	89 585			45 026	
Immobilisations en ressources informationnelles	101 073	71 286			29 786	
Total	**82 196 712**	**80 011 181**	**69 460**	**-**	**2 116 071**	**-**

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	139 286		40						**139 326**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	103 258						135		**103 393**
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 880 259		2 092		60 462		5		**1 942 818**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	879 193		10 289		(151)		115		**889 445**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 293 348				(1 272 599)		28 446		**1 049 194**
Conseil exécutif	425 032				(4 841)		1 366		**421 557**
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	686 972				108 392				**795 364**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	180 247		30		141 103		8		**321 388**
Économie, Science et Innovation	917 109				184 929				**1 102 038**
Éducation et Enseignement supérieur	18 019 703				136 277		239 413		**18 395 393**
Énergie et Ressources naturelles	74 121		733		25 697		11		**100 563**
Famille	2 544 293		16 000		945				**2 561 237**
Finances (excluant le service de la dette)	202 016				95 073				**297 089**
Forêts, Faune et Parcs	478 764		10 277		129 226				**618 268**
Immigration, Diversité et Inclusion	312 067		45 942		(130 469)				**227 540**
Justice	941 482		2 916		6 044		7 092		**957 534**
Relations internationales et Francophonie	139 100				2 541		594		**142 235**
Santé et Services sociaux	36 765 584				289 752		339 214		**37 394 550**
Sécurité publique	1 447 414		2 514		55 233		70 209		**1 575 371**
Tourisme	147 721				65 178				**212 899**
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	710 761						3		**710 764**
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 285 288		7 250		107 208		13 545		**4 413 291**
	73 573 016		98 083		-		700 157		**74 371 256**
Culture et Communications (service de la dette)	3 456								**3 456**
Finances (service de la dette)	7 822 000								**7 822 000**
Total	**81 398 472**		**98 083**		-		**700 157**		**82 196 712**
Votés	55 878 239		80 787						**55 959 026**
Permanents	25 520 233		17 296				700 157		**26 237 686**
Total	**81 398 472**		**98 083**		-		**700 157**		**82 196 712**
Dépenses	80 257 986		98 013		758 986		700 157		**81 815 143**
Investissements :									
Prêts, placements, avances et autres	843 786				(697 900)				**145 886**
Immobilisations tangibles	185 212		480		(51 081)				**134 610**
Immobilisations en ressources informationnelles	111 488		(410)		(10 005)				**101 073**
Total	**81 398 472**		**98 083**		-		**700 157**		**82 196 712**

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	VOTÉS (1)	+ PERMANENTS (1)	+ VOTÉS AU COURS D'ANNÉES ANTÉRIEURES		= TOTAL
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an (1)	
Assemblée nationale		139 286			**139 286**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	51 097	52 161			**103 258**
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 880 259				**1 880 259**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	879 193				**879 193**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 870 355	422 993			**2 293 348**
Conseil exécutif	423 927	1 105			**425 032**
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	686 962	10			**686 972**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	180 212	35			**180 247**
Économie, Science et Innovation	917 080	29			**917 109**
Éducation et Enseignement supérieur	16 819 605	1 200 098			**18 019 703**
Énergie et Ressources naturelles	74 111	10			**74 121**
Famille	2 331 074	219		213 000	**2 544 293**
Finances (excluant le service de la dette)	192 513	9 502			**202 016**
Forêts, Faune et Parcs	453 660	25 105			**478 764**
Immigration, Diversité et Inclusion	312 057	10			**312 067**
Justice	707 048	234 434			**941 482**
Relations internationales et Francophonie	138 991	110			**139 100**
Santé et Services sociaux	21 181 801	15 583 784 (2)			**36 765 584**
Sécurité publique	1 419 633	27 781			**1 447 414**
Tourisme	147 712	10			**147 721**
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	710 726	35			**710 761**
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 279 768	5 520			**4 285 288**
	55 657 783	17 702 233	-	213 000	**73 573 016**
Culture et Communications (service de la dette)	3 456				**3 456**
Finances (service de la dette)	4 000	7 818 000			**7 822 000**
Total	**55 665 239** (3)	**25 520 233**	**-**	**213 000**	**81 398 472**
Dépenses	54 535 278	25 509 708		213 000	**80 257 986**
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	843 686	100			**843 786**
Immobilisations tangibles	181 862	3 350			**185 212**
Immobilisations en ressources informationnelles	104 413	7 075			**111 488**
Total	**55 665 239**	**25 520 233**	**-**	**213 000**	**81 398 472**

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2017-2018.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 7 261 000 k$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi n°1 sur les crédits, 2017-2018 (L.Q. 2017, chapitre 5)	16 721 312 k$
Loi n°2 sur les crédits, 2017-2018 (L.Q. 2017, chapitre 8)	38 943 927 k$
	55 665 239 k$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS (1)	=	TOTAL
Assemblée nationale					40		**40**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Affaires municipales et Occupation du territoire	2 092						**2 092**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	10 289						**10 289**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Conseil exécutif							
Culture et Communications (excluant le service de la dette)							
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques			30				**30**
Économie, Science et Innovation							
Éducation et Enseignement supérieur							
Énergie et Ressources naturelles	733						**733**
Famille					16 000		**16 000**
Finances (excluant le service de la dette)							
Forêts, Faune et Parcs	10 277						**10 277**
Immigration, Diversité et Inclusion	45 942						**45 942**
Justice	2 916						**2 916**
Relations internationales et Francophonie							
Santé et Services sociaux							
Sécurité publique	1 288				1 227		**2 514**
Tourisme							
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports							
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7 250						**7 250**
Total	**80 787**		**30**		**17 267**		**98 083**
Votés	80 787						**80 787**
Permanents			30		17 267		**17 296**
Total	**80 787**		**30**		**17 267**		**98 083**
Dépenses	80 787				17 227		**98 013**
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres							
Immobilisations tangibles			30		450		**480**
Immobilisations en ressources informationnelles					(410)		**(410)**
Total	**80 787**		**30**		**17 267**		**98 083**

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			+ DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS [1]	= TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	**Immobilisations tangibles**	**Immobilisations en ressources informationnelles**		
Assemblée nationale	26	2 045	2 337	130 305	**134 713**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		53	2 120	96 087	**98 260**
Affaires municipales et Occupation du territoire		164	1 084	1 925 395	**1 926 643**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		7 109	3 788	872 392	**883 288**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	12	8	1 921	818 678	**820 620**
Conseil exécutif	1	18	676	409 372	**410 066**
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	1	355	892	784 399	**785 647**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	14	19 832	7 644	265 669	**293 159**
Économie, Science et Innovation	8	25	1 017	926 869	**927 919**
Éducation et Enseignement supérieur	86 457		5 406	18 078 475	**18 170 338**
Énergie et Ressources naturelles		207	4 425	95 930	**100 563**
Famille	1	1	6 121	2 530 710	**2 536 832**
Finances (excluant le service de la dette)			695	238 992	**239 687**
Forêts, Faune et Parcs	8	13 762	680	599 930	**614 379**
Immigration, Diversité et Inclusion		38	3 910	216 441	**220 389**
Justice	39	794	10 694	910 543	**922 069**
Relations internationales et Francophonie	2 611	880	389	120 733	**124 612**
Santé et Services sociaux		18	1 361	36 703 796	**36 705 175**
Sécurité publique	9	11 903	11 258	1 552 167	**1 575 337**
Tourisme				212 899	**212 899**
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	719	32 348	4 869	662 798	**700 734**
Travail, Emploi et Solidarité sociale	1	26		4 410 276	**4 410 302**
	89 906	89 585	71 286	72 562 855	**72 813 632**
Culture et Communications (service de la dette)				3 456	**3 456**
Finances (service de la dette)				7 194 093	**7 194 093**
Total	**89 906**	**89 585**	**71 286**	**79 760 404**	**80 011 181**
Votés	89 881	87 516	67 500	54 685 041	**54 929 938**
Permanents	26	2 069	3 786	25 075 363	**25 081 243**
Total	**89 906**	**89 585**	**71 286**	**79 760 404**	**80 011 181**

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et l'excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	95	135 327
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	986	98 586
Affaires municipales et Occupation du territoire	13 904	1 929 526
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	22 339	884 964
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	287	678 816
Conseil exécutif	1 004	409 623
Culture et Communications	5 802	792 485
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	310	282 680
Économie, Science et Innovation	4 845	908 796
Éducation et Enseignement supérieur	188 429	17 972 322
Énergie et Ressources naturelles	27 025	99 265
Famille	18 246	2 541 387
Finances	31 011 389	7 375 802
Forêts, Faune et Parcs	43 554	609 393
Immigration, Diversité et Inclusion	545 327	220 481
Justice	234 228	924 873
Relations internationales et Francophonie	225	123 630
Revenu	48 877 411	
Santé et Services sociaux	44 227	36 708 207
Sécurité publique	47 603	1 571 321
Tourisme		212 899
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	46 664	684 997
Travail, Emploi et Solidarité sociale	943 823	4 410 571
Total	**82 077 724**	**79 575 952**
Crédits votés utilisés		54 685 041
Crédits permanents utilisés		25 075 363
Total des dépenses nécessitant des crédits		**79 760 404**
Amortissement des immobilisations		143 913
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		3 595
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(49 423)
Variation à la baisse de provisions		(282 562)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits		**(184 452)**
Total		**79 575 952**

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS +	TAXES À LA CONSOMMATION +	DROITS ET PERMIS +
1	49	Assemblée nationale			
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	73	Affaires municipales et Occupation du territoire			4 692
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			16 605
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	117	Conseil exécutif			
7	133	Culture et Communications			1 426
8	147	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques			
9	159	Économie, Science et Innovation			2 236
10	173	Éducation et Enseignement supérieur			2
11	193	Énergie et Ressources naturelles			1 727
12	203	Famille			17 076
13	217	Finances	7 506 418		
14	233	Forêts, Faune et Parcs			40 435
15	245	Immigration, Diversité et Inclusion			53 577
16	255	Justice			3 670
17	273	Relations internationales et Francophonie			
18	283	Revenu	28 963 698	19 163 918	43 223
19	285	Santé et Services sociaux			8 454
20	301	Sécurité publique			36 432
21	321	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports			41 890
22	333	Travail, Emploi et Solidarité sociale			28 083
		Total	**36 470 115**	**19 163 918**	**299 529**

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir la section 4 de la partie A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises, excluant une somme de 433 000 k$ affectée au Fonds des générations. De cette quote-part, des dividendes de 4 126 131 k$ ont été versés au fonds général.

REVENUS DIVERS	+	REVENUS[(1)] PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2018	TOTAL DES REVENUS 2017	
95				**95**				**95**	139	1
986				**986**				**986**	1 898	2
9 212				**13 904**				**13 904**	14 440	3
5 734				**22 339**				**22 339**	19 842	4
287				**287**				**287**	361	5
1 004				**1 004**				**1 004**	2 526	6
4 376				**5 802**				**5 802**	8 713	7
310				**310**				**310**	121	8
2 609				**4 845**				**4 845**	3 818	9
35 630				**35 632**		152 798		**188 429**	180 063	10
25 298				**27 025**				**27 025**	26 776	11
1 170				**18 246**				**18 246**	18 919	12
267 438		4 659 342		**12 433 198**		18 578 191		**31 011 389**	29 411 260	13
3 119				**43 554**				**43 554**	45 249	14
1 496				**55 074**		490 253		**545 327**	444 491	15
201 620				**205 289**		28 939		**234 228**	230 445	16
225				**225**				**225**	1 575	17
706 572				**48 877 411**				**48 877 411**	46 638 431	18
6 006				**14 460**		29 768		**44 227**	50 507	19
13 028				**49 460**		(1 858)		**47 603**	51 122	20
4 620				**46 510**		154		**46 664**	52 821	21
122 173				**150 256**		793 567		**943 823**	944 493	22
1 413 008		**4 659 342**		**62 005 912**		**20 071 812**		**82 077 724**	**78 148 008**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		ASSEMBLÉE NATIONALE			
1	52	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
2	52	Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
3	54	Services statutaires aux parlementaires			
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**–**
		PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
4	64	Le Protecteur du citoyen			
5	64	Le Vérificateur général			
6	64	Administration du système électoral			
7	66	Le Commissaire au lobbyisme			
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**–**
		AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
9	76	Développement des territoires			149 675
10	76	Modernisation des infrastructures municipales			404 555
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
12	78	Administration générale			
13	78	Promotion et développement de la région métropolitaine			175 523
14	78	Commission municipale du Québec			
15	80	Habitation			438 250
16	80	Régie du logement			
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**1 168 003**
		AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			440 609
18	92	Organismes d'État			444 355
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**884 964**
		CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
19	104	Soutien au Conseil du trésor			
20	106	Soutien aux fonctions gouvernementales			
21	106	Commission de la fonction publique			
22	108	Régimes de retraite et d'assurances			
23	110	Fonds de suppléance			
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**–**

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
		8 820				**8 820**	7 201	1
		54 555				**54 555**	56 171	2
		71 953				**71 953**	71 235	3
–		**135 327**		–		**135 327**	**134 607**	
		16 935				**16 935**	15 103	4
		29 675				**29 675**	28 321	5
		47 657				**47 657**	41 018	6
		3 257				**3 257**	3 180	7
		1 061				**1 061**	723	8
–		**98 586**		–		**98 586**	**88 344**	
						149 675	115 502	9
						404 555	393 114	10
		687 128				**687 128**	601 101	11
		50 074				**50 074**	51 534	12
						175 523	166 407	13
		3 220				**3 220**	2 847	14
						438 250	425 976	15
		21 100				**21 100**	20 574	16
–		**761 523**		–		**1 929 526**	**1 777 055**	
						440 609	395 130	17
						444 355	450 713	18
–		–		–		**884 964**	**845 842**	
		63 462				**63 462**	60 429	19
		220 309				**220 309**	386 536	20
		3 825				**3 825**	3 615	21
		391 220				**391 220**	356 824	22
								23
–		**678 816**		–		**678 816**	**807 404**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		CONSEIL EXÉCUTIF			
24	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
25	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
26	122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
27	122	Affaires autochtones			
28	124	Jeunesse			
29	124	Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
30	124	Affaires maritimes			
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**-**
		CULTURE ET COMMUNICATIONS			
31	136	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec		54 030	
32	136	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		709 542	
33	138	Charte de la langue française		25 457	
		Total du portefeuille	**-**	**789 029**	**-**
		DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
34	150	Protection de l'environnement			277 866
35	150	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			4 814
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**282 680**
		ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION			
36	162	Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation			618 667
37	164	Interventions relatives au Fonds du développement économique			62 540
38	164	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			208 958
39	166	Condition féminine			
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**890 165**
		ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
40	176	Administration		183 918	
41	178	Soutien aux organismes		137 722	
42	178	Aide financière aux études		756 931	
43	180	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		9 901 564	
44	180	Enseignement supérieur		5 530 181	
45	182	Développement du loisir et du sport		84 742	
46	182	Régimes de retraite		1 377 265	
		Total du portefeuille	**-**	**17 972 322**	**-**
		ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
47	196	Gestion des ressources naturelles			99 265
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**99 265**

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
		707				**707**	783	24
		86 983				**86 983**	82 118	25
		11 997				**11 997**	11 418	26
		261 592				**261 592**	256 112	27
		38 412				**38 412**	37 999	28
		8 777				**8 777**	8 358	29
		1 156				**1 156**	1 488	30
-		**409 623**		**-**		**409 623**	**398 276**	
				3 456		**57 486**	62 348	31
						709 542	613 367	32
						25 457	24 321	33
-		**-**		**3 456**		**792 485**	**700 036**	
						277 866	153 172	34
						4 814	5 703	35
-		**-**		**-**		**282 680**	**158 875**	
						618 667	562 012	36
						62 540	291 815	37
						208 958	188 913	38
18 630						**18 630**	10 760	39
18 630		**-**		**-**		**908 796**	**1 053 501**	
						183 918	174 928	40
						137 722	90 608	41
						756 931	718 910	42
						9 901 564	9 387 056	43
						5 530 181	5 388 299	44
						84 742	81 126	45
						1 377 265	1 219 624	46
-		**-**		**-**		**17 972 322**	**17 060 551**	
						99 265	66 860	47
-		**-**		**-**		**99 265**	**66 860**	

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		FAMILLE			
48	206	Planification, recherche et administration			
49	206	Mesures d'aide à la famille			
50	208	Condition des aînés			
51	208	Curateur public			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FINANCES			
52	222	Direction du Ministère			
53	222	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
54	224	Service de la dette			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
55	236	Forêts			447 555
56	236	Faune et Parcs			161 838
		Total du portefeuille	-	-	**609 393**
		IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION			
57	248	Immigration, Diversité et Inclusion		220 481	
		Total du portefeuille	-	**220 481**	-
		JUSTICE			
58	260	Activité judiciaire			
59	260	Administration de la justice			
60	262	Justice administrative			
61	262	Accessibilité à la justice			
62	262	Autres organismes relevant du ministre			
63	264	Poursuites criminelles et pénales			
64	264	Indemnisation et reconnaissance			
		Total du portefeuille	-	-	-
		RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE			
65	276	Affaires internationales			123 630
		Total du portefeuille	-	-	**123 630**
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
66	288	Fonctions de coordination	125 970		
67	288	Services dispensés à la population	26 162 780		
68	292	Office des personnes handicapées du Québec	12 128		
69	292	Régie de l'assurance maladie du Québec	10 407 328		
		Total du portefeuille	**36 708 207**	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
59 798						**59 798**	58 656	48
2 393 826						**2 393 826**	2 398 175	49
20 275						**20 275**	34 776	50
67 489						**67 489**	64 690	51
2 541 387		**-**		**-**		**2 541 387**	**2 556 297**	
		171 588				**171 588**	59 072	52
		59 543				**59 543**	55 004	53
				7 144 670		**7 144 670**	7 539 829	54
-		**231 132**		**7 144 670**		**7 375 802**	**7 653 904**	
						447 555	359 922	55
						161 838	126 414	56
-		**-**		**-**		**609 393**	**486 335**	
						220 481	168 885	57
-		**-**		**-**		**220 481**	**168 885**	
		129 907				**129 907**	118 403	58
		311 738				**311 738**	274 418	59
		14 303				**14 303**	14 484	60
177 096						**177 096**	176 478	61
		25 557				**25 557**	24 350	62
		142 228				**142 228**	128 755	63
124 045						**124 045**	123 884	64
301 141		**623 732**		**-**		**924 873**	**860 772**	
						123 630	116 810	65
-		**-**		**-**		**123 630**	**116 810**	
						125 970	120 215	66
						26 162 780	24 825 881	67
						12 128	11 758	68
						10 407 328	10 431 859	69
-		**-**		**-**		**36 708 207**	**35 389 714**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		SÉCURITÉ PUBLIQUE			
70	304	Sécurité, prévention et gestion interne			
71	304	Sûreté du Québec			
72	306	Organismes relevant du ministre			
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**-**
		TOURISME			
73	314	Promotion et développement du tourisme			212 899
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**212 899**
		TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS			
74	324	Infrastructures et systèmes de transport			621 315
75	324	Administration et services corporatifs			63 681
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**684 997**
		TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
76	336	Mesures d'aide à l'emploi			842 183
77	336	Mesures d'aide financière			
78	338	Administration			
79	338	Travail			
80	340	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			77 360
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**919 543**
		TOTAL AU 31 MARS 2018	**36 708 207**	**18 981 832**	**5 875 539**
		TOTAL AU 31 MARS 2017	**35 389 714**	**17 925 924**	**5 506 356**

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
		833 496				**833 496**	685 755	70
		691 966				**691 966**	692 891	71
		45 860				**45 860**	42 804	72
–		**1 571 321**		–		**1 571 321**	**1 421 450**	
						212 899	147 093	73
–		–		–		**212 899**	**147 093**	
						621 315	574 068	74
						63 681	59 531	75
–		–		–		**684 997**	**633 599**	
						842 183	840 088	76
2 949 953						**2 949 953**	2 965 306	77
515 907						**515 907**	500 276	78
		25 168				**25 168**	20 813	79
						77 360	67 114	80
3 465 860		**25 168**		–		**4 410 571**	**4 393 597**	
6 327 019		**4 535 228**		**7 148 126**		**79 575 952**		
6 333 001		**4 221 436**		**7 543 376**			**76 919 807**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1	52	Assemblée nationale	96 844	38 454	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	63 389	24 051	
3	76	Affaires municipales et Occupation du territoire	54 327	23 339	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	121 466	62 322	453
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	640 446	35 521	
6	120	Conseil exécutif	93 824	16 488	(173)
7	136	Culture et Communications	44 671	30 753	
8	150	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	87 432	39 853	1
9	162	Économie, Science et Innovation	61 785	60 946	(5 898)
10	176	Éducation et Enseignement supérieur	94 268	86 980	37 512
11	196	Énergie et Ressources naturelles	41 155	26 777	3
12	206	Famille	82 209	71 279	(29)
13	222	Finances	45 300	95 024	(8 303)
14	236	Forêts, Faune et Parcs	131 954	99 272	(806)
15	248	Immigration, Diversité et Inclusion	77 817	51 214	
16	260	Justice	413 299	200 979	8 007
17	276	Relations internationales et Francophonie	53 220	26 060	
18	288	Santé et Services sociaux	69 212	48 771	
19	304	Sécurité publique	694 911	373 117	8
20	314	Tourisme			
21	324	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	97 101	351 724	28
22	336	Travail, Emploi et Solidarité sociale	185 316	87 544	19 022
		Total	**3 249 948**	**1 850 469**	**49 826**
		Crédits votés	2 641 276	1 693 822	18 294
		Crédits permanents	608 671	107 730	60 352
		Total des dépenses nécessitant des crédits	**3 249 948**	**1 801 552**	**78 647**
		Amortissement des immobilisations		143 913	
		Consommation de frais payés d'avance		25	
		Consommation de stocks			
		Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
		Variation à la baisse de provisions		(95 022)	(28 821)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits	**-**	**48 916**	**(28 821)**
		Total	**3 249 948**	**1 850 469**	**49 826**

TRANSFERT +	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
30			**135 327**	134 607	1
11 145			**98 586**	88 344	2
1 749 520	102 339		**1 929 526**	1 777 055	3
700 722			**884 964**	845 842	4
(20 665)	23 514		**678 816**	807 404	5
299 485			**409 623**	398 276	6
713 605		3 456	**792 485**	700 036	7
155 394			**282 680**	158 875	8
723 529	68 434		**908 796**	1 053 501	9
17 728 561	25 000		**17 972 322**	17 060 551	10
24 440	6 891		**99 265**	66 860	11
54 040	2 333 889		**2 541 387**	2 556 297	12
99 110		7 144 670	**7 375 802**	7 653 904	13
86 314	292 658		**609 393**	486 335	14
91 450			**220 481**	168 885	15
287 729	14 860		**924 873**	860 772	16
41 249	3 102		**123 630**	116 810	17
36 439 091	151 134		**36 708 207**	35 389 714	18
184 145	319 140		**1 571 321**	1 421 450	19
88 172	124 727		**212 899**	147 093	20
236 143			**684 997**	633 599	21
2 971 240	1 147 448		**4 410 571**	4 393 597	22
62 664 451	**4 613 134**	**7 148 126**	**79 575 952**	**76 919 807**	
45 712 543	4 613 124	5 981	**54 685 041**	52 084 872	
17 107 032	10	7 191 568	**25 075 363**	24 837 302	
62 819 575	**4 613 134**	**7 197 549**	**79 760 404**	**76 922 174**	
			143 913	146 929	
			25	25	
3 595			**3 595**	12 348	
		(49 423)	**(49 423)**	(41 181)	
(158 719)			**(282 562)**	(120 488)	
(155 124)	**–**	**(49 423)**	**(184 452)**	**(2 367)**	
62 664 451	**4 613 134**	**7 148 126**	**79 575 952**	**76 919 807**	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +
Entreprises du secteur privé		
Établissements de santé et de services sociaux	15 406 115	7 361 016
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	13 931 958	1 377 819
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif		
Personnes :		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		
Autres		
Organismes et entreprises du gouvernement	8 832 988	614 326
Total	**38 171 060**	**9 353 161**

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Occupation du territoire	18 413	5 254
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	36 568	9 074
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	25 488	(46 356) (3)
6	Conseil exécutif		2 093
7	Culture et Communications	89 344	108 959
8	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
9	Économie, Science et Innovation	16 733	8 040
10	Éducation et Enseignement supérieur	13 925 208	1 431 862
11	Énergie et Ressources naturelles		
12	Famille		
13	Finances	10 061	2 527
14	Forêts, Faune et Parcs		
15	Immigration, Diversité et Inclusion		
16	Justice	89 538	19 021
17	Relations internationales et Francophonie		
18	Santé et Services sociaux	23 884 545	7 729 217
19	Sécurité publique		5 405
20	Tourisme	18 109	19 902
21	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	42 128	51 533
22	Travail, Emploi et Solidarité sociale	14 925	6 631
Total		**38 171 060**	**9 353 161**

(1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.

(2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

(3) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

CAPITAL [2]		+		+		=			
Principal	**Autres**		**INTÉRÊTS**		**SUPPORT**		**TOTAL 2018**	**TOTAL 2017**	
7 478	6 458		845		1 304 083		**1 318 864**	1 173 311	
859 212	2 181		348 170		281 729		**24 258 424**	22 980 209	
1 023 625	75 469		393 997		105 094		**16 907 962**	16 204 585	
334 230	27 971		105 898		1 475 728		**1 943 826**	1 655 528	
71 038	122 870		41 023		1 935 230		**2 170 160**	1 856 901	
					2 877 308		**2 877 308**	2 901 435	
					2 069 763		**2 069 763**	2 169 298	
	1 905		2 322		1 158 239		**1 162 466**	1 074 970	
140 055	36 259		44 096		287 955		**9 955 678**	9 791 112	
2 435 639	**273 112**		**936 351**		**11 495 128**		**62 664 451**	**59 807 349**	
					30		**30**	8	1
					11 145		**11 145**	10 855	2
303 788	139 970		119 944		1 162 152		**1 749 520**	1 596 414	3
182	1 275		61		653 563		**700 722**	669 680	4
					203		**(20 665)**	62 672	5
10 149	7 716		1 710		277 817		**299 485**	290 681	6
146 119			39 666		329 516		**713 605**	617 309	7
4 109			1 221		150 063		**155 394**	30 802	8
35 037	46 329		4 799		612 590		**723 529**	664 206	9
995 162	39 317		391 033		945 981		**17 728 561**	16 832 705	10
1 843			345		22 252		**24 440**	3 998	11
					54 040		**54 040**	90 679	12
					86 522		**99 110**	29 836	13
19 213			5 544		61 557		**86 314**	45 070	14
					91 450		**91 450**	49 820	15
	347				178 823		**287 729**	288 395	16
					41 249		**41 249**	26 727	17
859 165	22 102		348 160		3 595 902		**36 439 091**	35 116 683	18
1 415					177 325		**184 145**	86 963	19
39 591			10 570				**88 172**	88 513	20
13 679	16 047		10 584		102 173		**236 143**	207 605	21
6 187	10		2 713		2 940 774		**2 971 240**	2 997 728	22
2 435 639	**273 112**		**936 351**		**11 495 128**		**62 664 451**	**59 807 349**	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ-RATION	+ FONCTION-NEMENT	+ CAPITAL	+ INTÉRÊT	+ SUPPORT	= TOTAL 2018	TOTAL 2017
Affaires municipales et Occupation du territoire					102 339	**102 339**	102 339
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		19 181	3 308	1 025		**23 514**	166
Économie, Science et Innovation					68 434	**68 434**	254 706
Éducation et Enseignement supérieur					25 000	**25 000**	25 000
Énergie et Ressources naturelles	4 990	1 107		794		**6 891**	6 729
Famille			27 564	11 387	2 294 937	**2 333 889**	2 313 596
Forêts, Faune et Parcs	58 266	77 459		2 367	154 566	**292 658**	226 949
Justice	10 506	3 182	176		995	**14 860**	17 361
Relations internationales et Francophonie	109	20			2 973	**3 102**	3 102
Santé et Services sociaux					151 134	**151 134**	160 590
Sécurité publique	253 534	59 071	6 534			**319 140**	324 633
Tourisme	10 963	4 822	4 784	1 298	102 861	**124 727**	58 580
Travail, Emploi et Solidarité sociale	162 851	84 925	10 615	616	888 441	**1 147 448**	1 107 672
Total	**501 219**	**249 766**	**52 982**	**17 487**	**3 791 679**	**4 613 134**	**4 601 424**

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+ CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		= TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Tangibles	Ressources informationnelles	
Assemblée nationale	96 844				607	**97 451**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	63 389				345	**63 735**
Affaires municipales et Occupation du territoire	54 327	18 413			625	**73 365**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	121 466	36 568			131	**158 165**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	640 446	25 488			673	**666 608**
Conseil exécutif	93 824				293	**94 116**
Culture et Communications	44 671	89 344			89	**134 105**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	87 432			2 148	947	**90 527**
Économie, Science et Innovation	61 785	16 733			417	**78 936**
Éducation et Enseignement supérieur	94 268	13 925 208			979	**14 020 455**
Énergie et Ressources naturelles	41 155		4 990		661	**46 806**
Famille	82 209				1 275	**83 484**
Finances	45 300	10 061				**55 361**
Forêts, Faune et Parcs	131 954		58 266		2	**190 222**
Immigration, Diversité et Inclusion	77 817				501	**78 318**
Justice	413 299	89 538	10 506		1 159	**514 502**
Relations internationales et Francophonie	53 220		109			**53 329**
Santé et Services sociaux	69 212	23 884 545				**23 953 757**
Sécurité publique	694 911		253 534	5	1 593	**950 044**
Tourisme		18 109	10 963			**29 072**
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	97 101	42 128			490	**139 719**
Travail, Emploi et Solidarité sociale	185 316	14 925	162 851			**363 093**
Total	**3 249 948**	**38 171 060**	**501 219**	**2 154**	**10 788**	**41 935 169**

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	95	139
	95	139
Total des revenus divers	**95**	**139**
Total des revenus autonomes	**95**	**139**
Total des revenus	**95**	**139**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	8 823	8 820	2	1	
Ne nécessitant pas de crédits					
	8 823	8 820	2	1	-
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	58 290	49 533	4 388	4 369	
Ne nécessitant pas de crédits		5 022			
	58 290	54 555	4 388	4 369	-
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	72 213	71 953	18	242	
Ne nécessitant pas de crédits					
	72 213	71 953	18	242	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**139 326**	**135 327**	**4 408**	**4 612**	**-**
Votés					
Permanents	139 326	130 305	4 408	4 612	
Ne nécessitant pas de crédits		5 022			
Total	**139 326**	**135 327**	**4 408**	**4 612**	**-**
Dépenses	130 468	135 327		163	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	108		26	82	
Immobilisations tangibles	3 685		2 045	1 640	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 065		2 337	2 728	
Total	**139 326**	**135 327**	**4 408**	**4 612**	**-**

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires**				
1. Secrétariat général						
Permanents(1)	2 437				1 817	619
2. Affaires juridiques et parlementaires						
Permanents(1)	6 386	2			4 724	1 659
Total	**8 823**	**2**	**-**	**-**	**6 541**	**2 279**

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale**				
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
Permanents(1)	11 252	6			8 079	3 167
2. Affaires administratives et sécurité						
Permanents(1)	47 038		2 045	2 337	27 585	10 701
Amortissement des immobilisations						
Total	**58 290**	**6**	**2 045**	**2 337**	**35 664**	**13 868**

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale.								
							1	
–	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**1**	**–**
Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque, aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires ainsi qu'aux activités pédagogiques.								
							1	
							4 369	
								5 022
–	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**4 369**	**5 022**

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Services statutaires aux parlementaires**				
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents(1)	14 975	18			1 178	13 697
Permanents(2)	15 728				15 646	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents(1)	28 753				25 921	2 782
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents(1)	3 345				2 539	806
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents(2)	9 412				9 354	
Total	**72 213**	**18**	**–**	**–**	**54 638**	**17 285**

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés						
Permanents	139 326	26	2 045	2 337	96 844	33 432
Amortissement des immobilisations						
Total	**139 326**	**26**	**2 045**	**2 337**	**96 844**	**33 432**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	96 844		96 844
Fonctionnement	33 432	5 022	38 454
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	30		30
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**130 305**	**5 022**	**135 327**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.								
							82	
							82	
	30						20	
							1	
							58	
-	**30**	**-**	**-**		**-**	**-**	**242**	**-**
	30						4 612	
								5 022
-	**30**	**-**	**-**		**-**	**-**	**4 612**	**5 022**

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	7 109			
	7 109	-	-	
Programme 2 - Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	59 964			
	59 964	-	-	
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	72 213			
	72 213	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	139 286			
Total	**139 286**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 714				**8 823**
–	–	–		1 714		–		**8 823**
		40		(1 714)				**58 290**
–	–	40		(1 714)		–		**58 290**
								72 213
–	–	–		–		–		**72 213**
		40						**139 326**
–	–	**40**		–		–		**139 326**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	49		
	49	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**49**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
				30						**30**	8
–		–		30		–		–		**30**	8
–		–		**30**		–		–		**30**	**8**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Support	49	30	8
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**49**	**30**	**8**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location d'espaces de stationnement	72	67
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	313	376
Divers	26	25
	411	468
Amendes et confiscations		
Contributions non conformes	328	1 089
Divers	9	16
	336	1 105
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	239	325
	239	325
Total des revenus divers	**986**	**1 898**
Total des revenus autonomes	**986**	**1 898**
Total des revenus	**986**	**1 898**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	16 790	15 971	209	610	
Permanents	446	414		32	
Ne nécessitant pas de crédits		550			
	17 236	16 935	209	641	-
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	30 856	29 189	467	1 199	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		486			
	30 856	29 675	467	1 199	-
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	50 656	46 275	1 472	2 908	
Ne nécessitant pas de crédits		1 382			
	50 656	47 657	1 472	2 908	-
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	3 451	3 202	24	224	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		55			
	3 451	3 257	24	224	-
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 195	1 034		161	
Ne nécessitant pas de crédits		27			
	1 195	1 061	-	161	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**103 393**	**98 586**	**2 173**	**5 133**	**-**
Votés	51 097	48 363	701	2 033	
Permanents	52 296	47 723	1 473	3 100	
Ne nécessitant pas de crédits		2 499			
Total	**103 393**	**98 586**	**2 173**	**5 133**	**-**
Dépenses	100 698	98 586		4 611	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	189		53	136	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 506		2 120	386	
Total	**103 393**	**98 586**	**2 173**	**5 133**	**-**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Le Protecteur du citoyen**				
1. Le Protecteur du citoyen	16 790			209	13 120	2 852
Permanents(1)	446				414	
Amortissement des immobilisations						
Total	**17 236**	**-**	**-**	**209**	**13 534**	**2 852**
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Le Vérificateur général**				
1. Le Vérificateur général	30 856		29	439	23 309	5 881
Amortissement des immobilisations						
Total	**30 856**	**-**	**29**	**439**	**23 309**	**5 881**
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Administration du système électoral**				
1. Gestion interne et soutien						
Permanents(1)	28 433		24	855	19 634	6 028
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la représentation électorale						
Permanents(1)	33				3	15
3. Activités électorales						
Permanents(1)	22 189			593	3 652	5 797
Amortissement des immobilisations						
Total	**50 656**	**-**	**24**	**1 448**	**23 290**	**11 840**
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.								
							610	
							32	
								550
–	–	–	–		–	–	**641**	**550**
L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit d'états financiers, l'audit de conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives et l'audit de performance, notamment celui se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable. Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics, aux organismes du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.								
							1 199	
								486
–	–	–	–		–	–	**1 199**	**486**
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.								
							1 891	
								758
							15	
	11 145						1 001	
								624
–	**11 145**	–	–		–	–	**2 908**	**1 382**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire au lobbyisme**				
1. Le Commissaire au lobbyisme	3 451			24	2 500	702
Amortissement des immobilisations						
Total	**3 451**	**–**	**–**	**24**	**2 500**	**702**
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie**				
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents(1)	1 195				756	278
Amortissement des immobilisations						
Total	**1 195**	**–**	**–**	**–**	**756**	**278**
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	51 097		29	672	38 929	9 434
Permanents	52 296		24	1 448	24 460	12 118
Amortissement des immobilisations						
Total	**103 393**	**–**	**53**	**2 120**	**63 389**	**21 552**

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	63 389		63 389
Fonctionnement	21 552	2 499	24 051
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	11 145		11 145
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**96 087**	**2 499**	**98 586**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.								
							224	
								55
–	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**224**	**55**
Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, ainsi que les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.								
							161	
								27
–	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**161**	**27**
							2 033	
	11 145						3 100	
								2 499
–	**11 145**	**–**	**–**		**–**	**–**	**5 133**	**2 499**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen			
Votés	16 790		
Permanents	446		
	17 236	-	-
Programme 2 - Le Vérificateur général			
Votés	30 856		
Permanents			
	30 856	-	-
Programme 3 - Administration du système électoral			
Votés			
Permanents	50 520		
	50 520	-	-
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyisme			
Votés	3 451		
Permanents			
	3 451	-	-
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Votés			
Permanents	1 195		
	1 195	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	51 097		
Permanents	52 161		
Total	**103 258**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								16 790
								446
–	**–**	**–**		**–**		**–**		**17 236**
								30 856
–	**–**	**–**		**–**		**–**		**30 856**
						135		**50 656**
–	**–**	**–**		**–**		135		**50 656**
								3 451
–	**–**	**–**		**–**		**–**		**3 451**
								1 195
–	**–**	**–**		**–**		**–**		**1 195**
								51 097
						135		**52 296**
–	**–**	**–**		**–**		**135**		**103 393**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	11 043		
Remboursement des dépenses électorales	103		
	11 145	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**11 145**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
				11 043						**11 043**	10 596
				103						**103**	260
-		-		11 145		-		-		**11 145**	10 855
-		-		**11 145**		-		-		**11 145**	**10 855**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Support	11 145	11 145	10 855
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**11 145**	**11 145**	**10 855**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 692	4 507
	4 692	4 507
Total des droits et permis	**4 692**	**4 507**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Amortissement des contributions reportées liées aux immobilisations	963	997
Divers	29	37
	992	1 034
Intérêts		
Assainissement des eaux	555	1 216
Divers	33	13
	588	1 229
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	141	76
Subventions d'années antérieures	7 492	7 593
	7 633	7 669
Total des revenus divers	**9 212**	**9 933**
Total des revenus autonomes	**13 904**	**14 440**
Total des revenus	**13 904**	**14 440**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des territoires					
Votés	149 675	149 675			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	149 675	149 675	-	-	-
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	405 156	404 555		601	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	405 156	404 555	-	601	-
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	687 128	687 128			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	687 128	687 128	-	-	-
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	59 716	46 252	1 080	12 384	
Permanents	5	5			
Ne nécessitant pas de crédits		3 818			
	59 720	50 074	1 080	12 384	-
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	175 523	175 523			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	175 523	175 523	-	-	-
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	3 433	3 218	16	200	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		3			
	3 433	3 220	16	200	-
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	438 250	438 250			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	438 250	438 250	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Régie du logement					
Votés	23 932	20 790	152	2 990	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		310			
	23 932	21 100	152	2 990	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 942 818**	**1 929 526**	**1 248**	**16 175**	**-**
Votés	1 942 813	1 925 390	1 248	16 175	
Permanents	5	5			
Ne nécessitant pas de crédits		4 131			
Total	**1 942 818**	**1 929 526**	**1 248**	**16 175**	**-**
Dépenses	1 938 058	1 929 526		12 663	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	510		164	346	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 250		1 084	3 166	
Total	**1 942 818**	**1 929 526**	**1 248**	**16 175**	**-**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des territoires**				
1. Soutien au développement des territoires	102 339					
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires	47 336					
Total	**149 675**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Modernisation des infrastructures municipales**				
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	285 398				3 312	563
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	119 758				100	17
Total	**405 156**	**–**	**–**	**–**	**3 411**	**580**
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**				
1. Compensations tenant lieu de taxes	481 635					
2. Aide financière aux municipalités	99 708					
3. Mesures financières du partenariat fiscal	105 785					
Total	**687 128**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme offre un soutien financier aux organismes oeuvrant au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des territoires.								
		102 339						
	47 336							
-	**47 336**	**102 339**	-		-	-	-	-
Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou des infrastructures collectives.								
	280 922						601	
	119 641							
-	**400 563**	-	-		-	-	**601**	-
Ce programme englobe des mesures de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux ainsi que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Il permet d'accorder diverses aides financières au milieu municipal et soutient les mesures prévues à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.								
	481 635							
	99 708							
	105 785							
-	**687 128**	-	-		-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Administration générale**				
1. Direction	3 471				2 105	340
Permanents(1)	5					5
2. Gestion	56 245		55	1 025	30 451	12 637
Amortissement des immobilisations						
Total	**59 720**	**-**	**55**	**1 025**	**32 556**	**12 981**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 5 Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la région métropolitaine**				
1. Secrétariat à la région métropolitaine	175 523					
Total	**175 523**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Commission municipale du Québec**				
1. Commission municipale du Québec	3 433		16		2 606	611
Amortissement des immobilisations						
Total	**3 433**	**-**	**16**	**-**	**2 606**	**611**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des plaintes. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.								
	720						307	
							12 077	
								3 818
-	**720**	**-**	**-**		**-**	**-**	**12 384**	**3 818**
Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.								
	175 523							
-	**175 523**	**-**	**-**		**-**	**-**	**-**	**-**
En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'enquête sur un manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité, de promotion de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie, de reconnaissance aux fins d'exemption des taxes, d'avis de conformité, de médiation et d'arbitrage, de tutelle, d'administration provisoire, d'enquête publique, d'organisation territoriale et de fixation de tarifs.								
							200	
								3
-	**-**	**-**	**-**		**-**	**-**	**200**	**3**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement		**Habitation**				
1. Société d'habitation du Québec	438 250					
Total	**438 250**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 8 Mission : Gouverne et justice		**Régie du logement**				
1. Régie du logement	23 932		93	59	15 754	5 036
Amortissement des immobilisations						
Total	**23 932**	**–**	**93**	**59**	**15 754**	**5 036**
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 942 813		164	1 084	54 327	19 204
Permanents	5					5
Amortissement des immobilisations						
Total	**1 942 818**	**–**	**164**	**1 084**	**54 327**	**19 208**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	54 327		54 327
Fonctionnement	19 208	4 131	23 339
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 749 520		1 749 520
Affectation à un fonds spécial	102 339		102 339
Service de la dette			
Total	**1 925 395**	**4 131**	**1 929 526**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à faciliter l'accès des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement, à favoriser l'amélioration de l'habitat, l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité et à soutenir l'amélioration en continu de l'habitation au Québec.								
	438 250							
–	**438 250**	**–**	**–**		**–**	**–**	**–**	**–**
En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un logement, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.								
							2 990	
								310
–	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**2 990**	**310**
	1 749 520	102 339					16 175	
								4 131
–	**1 749 520**	**102 339**	**–**		**–**	**–**	**16 175**	**4 131**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des territoires			
Votés	143 644		
Permanents			
	143 644	-	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Votés	438 856		
Permanents			
	438 856	-	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Votés	634 306		
Permanents			
	634 306	-	-
Programme 4 - Administration générale			
Votés	59 832		
Permanents			
	59 832	-	-
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Votés	143 891		
Permanents			
	143 891	-	-
Programme 6 - Commission municipale du Québec			
Votés	3 433		
Permanents			
	3 433	-	-
Programme 7 - Habitation			
Votés	434 459		
Permanents			
	434 459	-	-
Programme 8 - Régie du logement			
Votés	21 840		
Permanents			
	21 840	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 880 259		
Permanents			
Total	**1 880 259**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6 032				**149 675**
–	–	–		6 032		–		**149 675**
				(33 699)				**405 156**
–	–	–		(33 699)		–		**405 156**
				52 822				**687 128**
–	–	–		52 822		–		**687 128**
				(116)				**59 716**
						5		**5**
–	–	–		(116)		5		**59 720**
				31 631				**175 523**
–	–	–		31 631		–		**175 523**
				1				**3 433**
–	–	–		1		–		**3 433**
				3 792				**438 250**
–	–	–		3 792		–		**438 250**
2 092								**23 932**
2 092	–	–		–		–		**23 932**
2 092				60 462				**1 942 813**
						5		**5**
2 092	–	–		**60 462**		**5**		**1 942 818**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des territoires			
Communautés rurales branchées	3 267	818	
Fonds conjoncturel de développement	3 973	175	
Fonds d'appui au rayonnement des régions	29 895	2 544	
Villages branchés du Québec	4 311		
Autres	5 890	19	
	47 336	3 557	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	206		
Infrastructures municipales en milieu nordique	18 585		
Infrastructures Québec-Municipalités	127 257	1 186	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	98 347		
Programme d'infrastructures municipales d'eau	108		
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	50 051		
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec	53 701		
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada	49 599		
Autres	2 710		
	400 563	1 186	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	405		
Compensation financière pour les équipements antipollution	44		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	447 233		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales	34 401		
Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	1 221		
Mesures financières du partenariat fiscal	105 785		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	420		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 598		
Autres	96 020	2 711	
	687 128	2 711	-
Programme 4 - Administration générale			
Autres	720		
	720	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
		827		1 622						**3 267**	3 494
44		1 113		2 641						**3 973**	3 217
1 504		10 631		15 217						**29 895**	
		4 133		177						**4 311**	5 803
		3 728		2 143						**5 890**	649
1 547		20 432		21 800		-		-		**47 336**	13 163
		206								**206**	
		18 585								**18 585**	17 520
1 507		111 602		12 962						**127 257**	121 634
		97 627		720						**98 347**	108 068
		108								**108**	140
		50 051								**50 051**	41 598
2 329		48 019		3 354						**53 701**	49 898
277		48 275		1 047						**49 599**	49 599
		1 720		990						**2 710**	587
4 112		376 193		19 073		-		-		**400 563**	389 044
		405								**405**	510
		44								**44**	163
		447 233								**447 233**	434 642
94		34 307								**34 401**	33 159
		1 221								**1 221**	1 521
		105 785								**105 785**	105 782
		420								**420**	2 500
		1 598								**1 598**	1 565
		71 371		21 112		827				**96 020**	21 259
94		662 385		21 112		827		-		**687 128**	601 101
16		67		637						**720**	725
16		67		637		-		-		**720**	725

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole	82 000		
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	17 743		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 986		
Soutien aux célébrations du 375e anniversaire de Montréal			
Autres	52 794		
	175 523	-	-
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	52 652		
Aide au logement social, communautaire et abordable	361 615	170	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	316	226	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	23 667		
	438 250	396	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 749 520**	**7 849**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
		82 000								**82 000**	72 007
		2 224		15 520						**17 743**	16 860
											9 898
		22 986								**22 986**	22 827
											41 700
		48 182		4 612						**52 794**	3 115
-		155 391		20 131		-		-		**175 523**	166 407
		5 589		132		46 931				**52 652**	49 250
		94 619		146 525		120 302				**361 615**	351 340
				90						**316**	421
								23 667		**23 667**	24 965
-		100 208		146 747		167 233		23 667		**438 250**	425 976
5 770		**1 314 676**		**229 499**		**168 059**		**23 667**		**1 749 520**	**1 596 414**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	18 413	18 413	19 198
Fonctionnement	5 254	5 254	5 767
Capital	443 758	443 758	429 675
Intérêt	119 944	119 944	117 022
Support	1 162 152	1 162 152	1 024 753
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 749 520**	**1 749 520**	**1 596 414**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Support	102 339	102 339	102 339
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**102 339**	**102 339**	**102 339**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	86	53
	86	53
Autres		
Études de dossiers	577	584
Demande d'autorisation – Zone agricole	432	490
Commercialisation des grains	250	241
Mise en marché	119	88
Abattoir et atelier	286	289
Acte déclaratoire – CPTAQ	130	126
Pêche commerciale	73	77
Préparation ou mise en conserve du poisson	83	72
Restauration et ventes au détail d'aliments	14 354	13 707
Propriétaire ou gardien de chats ou chiens	133	66
Divers	82	75
	16 519	15 815
Total des droits et permis	**16 605**	**15 869**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	53	56
Location de terrains et bâtisses	225	311
Location de services de personnel	107	135
Location d'espaces de stationnement	50	48
Eau	94	70
Cale de halage	69	68
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	524	554
Autres aides à l'agriculteur	86	79
Analyse en laboratoire	1 138	1 097
Divers	124	112
	2 469	2 530
Intérêts		
Divers	35	71
	35	71
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	121	141
Subventions d'années antérieures	3 103	1 225
Divers	5	7
	3 229	1 373
Total des revenus divers	**5 734**	**3 973**
Total des revenus autonomes	**22 339**	**19 842**
Total des revenus	**22 339**	**19 842**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	444 401	428 230	10 678	5 493	
Permanents	115	115			
Ne nécessitant pas de crédits		12 265			
	444 515	440 609	10 678	5 493	-
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	444 930	444 048	218	664	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		307			
	444 930	444 355	218	664	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**889 445**	**884 964**	**10 896**	**6 157**	**-**
Votés	889 331	872 277	10 896	6 157	
Permanents	115	115			
Ne nécessitant pas de crédits		12 572			
Total	**889 445**	**884 964**	**10 896**	**6 157**	**-**
Dépenses	877 330	884 964		4 938	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	500			500	
Immobilisations tangibles	7 655		7 109	546	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 960		3 788	172	
Total	**889 445**	**884 964**	**10 896**	**6 157**	**-**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments**				
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	297 578		197		41 202	4 924
2. Institut de technologie agroalimentaire	24 912		540		18 811	2 287
3. Santé animale et inspection des aliments	63 363		1 564		26 117	15 304
4. Direction et services à la gestion	58 549		4 807	3 569	24 729	24 395
Permanents(1)	12					12
Permanents(2)	102					
Amortissement des immobilisations						
Total	**444 515**	**–**	**7 109**	**3 569**	**110 859**	**46 921**
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Organismes d'État**				
1. La Financière agricole du Québec	430 617					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 407			217	7 263	1 746
Amortissement des immobilisations						
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 906			2	3 344	1 077
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**444 930**	**–**	**–**	**218**	**10 607**	**2 824**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour objet le développement du potentiel et l'amélioration des performances technologiques liés à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires, tout en favorisant le respect de l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes dans ces domaines et à assurer la sécurité des aliments.								
356	247 329						3 570	
	2 634						639	
	20 142						236	
							1 049	
102								
								12 265
459	**270 105**	**–**	**–**		**–**	**–**	**5 493**	**12 265**
Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.								
	430 617							
							181	
								253
							483	
								59
								(5)
–	**430 617**	**–**	**–**		**–**	**–**	**664**	**307**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	889 331		7 109	3 788	121 466	49 733
Permanents	115					12
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**889 445**	**–**	**7 109**	**3 788**	**121 466**	**49 745**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	121 466			121 466
Fonctionnement	49 745	12 577		62 322
Créances douteuses et autres provisions	459	(5)		453
Transfert	700 722			700 722
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**872 392**	**12 572**		**884 964**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
356	700 722						6 157	
102								12 577
								(5)
459	**700 722**	**–**	**–**		**–**	**–**	**6 157**	**12 572**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Votés	435 114		
Permanents			
	435 114	-	-
Programme 2 - Organismes d'État			
Votés	444 078		
Permanents			
	444 078	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	879 193		
Permanents			
Total	**879 193**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
9 437				(151)				**444 401**
						115		**115**
9 437	–	–		(151)		115		**444 515**
852								**444 930**
852	–	–		–		–		**444 930**
10 289				(151)				**889 331**
						115		**115**
10 289	–	–		**(151)**		**115**		**889 445**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	15 778	804	
Amélioration de la santé animale	16 190	15 619	
Appui à la formation	6 399	11	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	11 979	5 745	
Appui au développement en région	44 439	33 497	
Appui au secteur de la transformation	7 670	317	
Prime-Vert	12 631	4 026	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	157 113	156 298	
Autres	1 089	342	
	273 288	216 658	-
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	430 617	384 976	
	430 617	384 976	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**703 906**	**601 634**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
1 439				13 331						**15 574**	16 194
571										**16 190**	15 142
4 884				1 078						**5 973**	5 652
386		126		4 735						**10 993**	10 628
88		388		10 135				2		**44 111**	13 927
39				7 214						**7 569**	7 070
103				8 421						**12 550**	15 281
				15						**156 313**	147 292
301		2		188						**833**	634
7 811		516		45 118		-		2		**270 105**	231 820
								45 641		**430 617**	437 860
-		-		-		-		45 641		**430 617**	437 860
7 811		**516**		**45 118**		-		**45 643**		**700 722**	**669 680**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	36 568	36 568	34 346
Fonctionnement	9 074	9 074	6 760
Capital	1 472	1 457	4 538
Intérêt	61	61	67
Support	656 731	653 563	623 969
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**703 906**	**700 722**	**669 680**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance – Organismes autonomes et fonds spéciaux	42	130
	42	130
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	244	230
	244	230
Total des revenus divers	**287**	**361**
Total des revenus autonomes	**287**	**361**
Total des revenus	**287**	**361**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Votés	65 530	61 968	1 922	1 641	
Permanents	14	14			
Ne nécessitant pas de crédits		1 480			
	65 545	63 462	1 922	1 641	-
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Votés	356 217	355 506	10	702	
Permanents	7 059	6 181		878	
Ne nécessitant pas de crédits		(141 378)			
	363 276	220 309	10	1 579	-
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 174	3 789	9	375	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		36			
	4 174	3 825	9	375	-
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	4 000	2 230		1 770	
Permanents	444 366	388 990		55 375	
Ne nécessitant pas de crédits					
	448 366	391 220	-	57 145	-
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	167 834			167 834	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	167 834	-	-	167 834	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 049 194**	**678 816**	**1 941**	**228 575**	**-**
Votés	597 756	423 493	1 941	172 322	
Permanents	451 438	395 185		56 253	
Ne nécessitant pas de crédits		(139 862)			
Total	**1 049 194**	**678 816**	**1 941**	**228 575**	**-**
Dépenses	1 046 214	678 816		227 536	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	125		12	113	
Immobilisations tangibles	400		8	392	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 455		1 921	534	
Total	**1 049 194**	**678 816**	**1 941**	**228 575**	**-**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Soutien au Conseil du trésor**				
1. Direction et administration	30 631	2		1 920	16 403	10 463
Permanents(1)	14					14
Amortissement des immobilisations						
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	15 744				12 261	3 483
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et d'infrastructures	9 454				9 187	267
4. Gouvernance en gestion des ressources informationnelles	5 430				4 978	452
5. Gouvernance en gestion des marchés publics	4 270				4 135	135
Total	**65 545**	**2**	**–**	**1 920**	**46 964**	**14 814**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.								
	203						1 641	
								1 480
–	**203**	**–**	**–**		**–**	**–**	**1 641**	**1 480**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Soutien aux fonctions gouvernementales**				
1. Financement des services gouvernementaux	105 530					105 530
Variation à la baisse de provisions						
2. Financement de certains sinistres	4 625					
3. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	4 985	10				4 665
Permanents(1)	7 059				2 859	3 322
4. Financement des conditions de travail	221 797				221 797	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100					
6. Passif au titre des sites contaminés	19 181					
Variation à la baisse de provisions						
Total	**363 276**	**10**	**–**	**–**	**224 656**	**113 517**
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Commission de la fonction publique**				
1. Commission de la fonction publique	4 174		8	1	3 094	696
Amortissement des immobilisations						
Total	**4 174**	**–**	**8**	**1**	**3 094**	**696**

(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.								
								(34 700)
		4 333					292	
							310	
							878	
							100	
		19 181						
								(106 678)
–	–	**23 514**	–		–	–	**1 579**	**(141 378)**
Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.								
							375	
								36
–	–	–	–		–	–	**375**	**36**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Régimes de retraite et d'assurances**				
1. Régime de retraite des fonctionnaires						
Permanents(1)	25 750				20 590	
2. Régime de retraite de certains enseignants						
Permanents(2)	23 917					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents(3)	167 562				120 210	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	4 000				659	
Permanents(4)	12				12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels						
Permanents(5)	21 075				19 191	
6. Régime de retraite des juges						
Permanents(6)	24 936				23 957	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec						
Permanents(7)	49 626				49 626	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents(8)	131 488				131 488	
Total	**448 366**	**–**	**–**	**–**	**365 732**	**–**

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).
(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).
(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).
(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).
(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).
(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).
(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.								
							5 160	
	23 917							
							47 352	
	1 571						1 770	
							1 884	
							979	
–	**25 488**	**–**	**–**		**–**	**–**	**57 145**	**–**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Fonds de suppléance**				
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes	167 834					
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier						
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements						
Total	**167 834**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	597 756	12	8	1 921	272 515	125 691
Permanents	451 438				367 932	3 337
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**1 049 194**	**12**	**8**	**1 921**	**640 446**	**129 027**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	640 446			640 446
Fonctionnement	129 027	(93 506)		35 521
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	25 691	(46 356)		(20 665)
Affectation à un fonds spécial	23 514			23 514
Service de la dette				
Total	**818 678**	**(139 862)**		**678 816**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux, aux dépenses prévues mais non ventilées dans les portefeuilles ministériels ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2017-2018.								
							167 834	
-	-	-	-		-	-	**167 834**	-
	1 774	23 514					172 322	
	23 917						56 253	
								1 516
								(141 378)
-	**25 691**	**23 514**	-		-	-	**228 575**	**(139 862)**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Soutien au Conseil du trésor			
Votés	73 310		
Permanents	10		
	73 320	-	-
Programme 2 - Soutien aux fonctions gouvernementales			
Votés	208 638		
Permanents	6 700		
	215 338	-	-
Programme 3 - Commission de la fonction publique			
Votés	4 614		
Permanents			
	4 614	-	-
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Votés	4 445		
Permanents	416 283		
	420 728	-	-
Programme 5 - Fonds de suppléance			
Votés	1 579 349		
Permanents			
	1 579 349	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 870 355		
Permanents	422 993		
Total	**2 293 348**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(7 780)				**65 530**
						5		**14**
–	–	–		(7 780)		5		**65 545**
				147 580				**356 217**
						359		**7 059**
–	–	–		147 580		359		**363 276**
				(440)				**4 174**
–	–	–		(440)		–		**4 174**
				(444)				**4 000**
						28 082		**444 366**
–	–	–		(444)		28 082		**448 366**
				(1 411 515)				**167 834**
–	–	–		(1 411 515)		–		**167 834**
				(1 272 599)				**597 756**
						28 446		**451 438**
–	–	–		**(1 272 599)**		**28 446**		**1 049 194**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Soutien au Conseil du trésor			
Autres	203	5	
	203	5	-
Programme 2 - Soutien aux fonctions gouvernementales			
Passif au titre des sites contaminés			973
Autres			
	-	-	973
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 341		1 145
Régime de retraite de certains enseignants	23 917		
	27 258	-	1 145
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**27 461**	**5**	**2 118**

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
3		3		192						**203**	50
3		3		192		–		–		**203**	50
(47 286)								(43)		**(46 356)** (1)	20 716
											18 233
(47 286)		–		–		–		(43)		**(46 356)**	38 949
426										**1 571**	1 773
23 917										**23 917**	21 900
24 343		–		–		–		–		**25 488**	23 673
(22 941)		**3**		**192**		**–**		**(43)**		**(20 665)**	**62 672**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	27 258	25 488	23 673
Fonctionnement		(46 356)[1]	20 716
Support	203	203	18 283
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**27 461**	**(20 665)**	**62 672**

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Fonctionnement	19 181	19 181	(694)
Capital	3 600	3 308	
Intérêt	1 025	1 025	859
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**23 806**	**23 514**	**166**

CONSEIL EXÉCUTIF

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations		212
Divers	1	2
	1	214
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	60	272
Subventions d'années antérieures	943	2 040
	1 003	2 312
Total des revenus divers	**1 004**	**2 526**
Total des revenus autonomes	**1 004**	**2 526**
Total des revenus	**1 004**	**2 526**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	758	707		51	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	758	707	-	51	-
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	87 772	84 324	674	2 774	
Permanents	2 272	2 272			
Ne nécessitant pas de crédits		387			
	90 044	86 983	674	2 774	-
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	12 582	11 956		627	
Permanents	31	31			
Ne nécessitant pas de crédits		10			
	12 613	11 997	-	627	-
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	267 621	261 715		5 906	
Permanents	157	157			
Ne nécessitant pas de crédits		(280)			
	267 778	261 592	-	5 906	-
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	39 347	38 412		936	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	39 347	38 412	-	936	-
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques					
Votés	8 866	8 631	21	214	
Permanents	12	12			
Ne nécessitant pas de crédits		134			
	8 878	8 777	21	214	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Affaires maritimes					
Votés	2 139	1 156		983	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	2 139	1 156	-	983	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**421 557**	**409 623**	**695**	**11 491**	**-**
Votés	419 086	406 900	695	11 491	
Permanents	2 471	2 471			
Ne nécessitant pas de crédits		251			
Total	**421 557**	**409 623**	**695**	**11 491**	**-**
Dépenses	420 689	409 623		11 317	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	107		1	106	
Immobilisations tangibles	70		18	53	
Immobilisations en ressources informationnelles	691		676	15	
Total	**421 557**	**409 623**	**695**	**11 491**	**-**

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Cabinet du lieutenant-gouverneur**				
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	758				698	10
Total	**758**	**–**	**–**	**–**	**698**	**10**
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif**				
1. Cabinet du premier ministre	5 067				3 944	595
Permanents(1)	244					244
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 759				8 839	652
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration	24 227	1	5	668	15 782	7 241
Amortissement des immobilisations						
4. Indemnités de l'exécutif						
Permanents(1)	2 028				2 028	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	46 098				43 735	1 183
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	621					
Total	**90 044**	**1**	**5**	**668**	**74 328**	**9 914**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.								
							51	
–	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**51**	**–**
Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.								
	480						49	
	1 875						393	
							530	
								387
							1 180	
							621	
–	**2 355**	**–**	**–**		**–**	**–**	**2 774**	**387**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Affaires intergouvernementales canadiennes**				
1. Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	870				510	157
Permanents(1)	31					31
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	5 159				3 431	1 179
Amortissement des immobilisations						
3. Représentation du Québec au Canada	1 405				917	351
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 148				755	74
Total	**12 613**	**–**	**–**	**–**	**5 613**	**1 792**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Affaires autochtones**				
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	893				584	215
Permanents(1)	50					50
2. Secrétariat aux affaires autochtones	266 729				3 221	1 639
Permanents(2)	107					
Variation à la baisse de provisions						
Total	**267 778**	**–**	**–**	**–**	**3 805**	**1 904**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.								
	54						149	
	309						240	
								10
							137	
	4 218						100	
–	**4 581**	**–**	**–**		**–**	**–**	**627**	**10**
Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.								
	55						39	
	256 001						5 867	
107								
								(280)
107	**256 056**	**–**	**–**		**–**	**–**	**5 906**	**(280)**

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Jeunesse**				
1. Secrétariat à la jeunesse	39 347				1 728	330
Total	**39 347**	**–**	**–**	**–**	**1 728**	**330**
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques**				
1. Cabinet de la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques	913				618	202
Permanents(1)	12					12
2. Commission d'accès à l'information	5 957		12	8	4 828	982
Amortissement des immobilisations						
3. Réforme des institutions démocratiques	1 240				888	341
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	757				614	104
Total	**8 878**	**–**	**12**	**8**	**6 947**	**1 641**
PROGRAMME 7 Mission : Gouverne et justice		**Affaires maritimes**				
1. Secrétariat aux affaires maritimes	2 139				705	365
Total	**2 139**	**–**	**–**	**–**	**705**	**365**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.								
	36 354				440		496	
–	**36 354**	**–**	**–**		**440**	**–**	**496**	**–**
Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.								
	54						39	
							126	134
							10	
							40	
–	**54**	**–**	**–**		**–**	**–**	**214**	**134**
Ce programme vise à assurer la coordination des actions gouvernementales en matière d'affaires maritimes. Il facilite la concertation entre les partenaires du domaine maritime et s'assure de la mise en oeuvre de la Stratégie maritime du Québec.								
	86						983	
–	**86**	**–**	**–**		**–**	**–**	**983**	**–**

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	419 086	1	18	676	91 796	15 620
Permanents	2 471				2 028	337
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**421 557**	**1**	**18**	**676**	**93 824**	**15 956**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	93 824			93 824
Fonctionnement	15 956	531		16 488
Créances douteuses et autres provisions	107	(280)		(173)
Transfert	299 485			299 485
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**409 372**	**251**		**409 623**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	299 485				440		11 051	
107								531
								(280)
107	**299 485**	**-**	**-**		**440**	**-**	**11 051**	**251**

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Votés	758		
Permanents			
	758	-	-
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Votés	91 888		
Permanents	1 076		
	92 964	-	-
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Votés	12 582		
Permanents	10		
	12 592	-	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Votés	269 246		
Permanents	10		
	269 256	-	-
Programme 5 - Jeunesse			
Votés	39 347		
Permanents			
	39 347	-	-
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
Votés	8 766		
Permanents	10		
	8 776	-	-
Programme 7 - Affaires maritimes			
Votés	1 339		
Permanents			
	1 339	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	423 927		
Permanents	1 105		
Total	**425 032**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								758
–	–	–		–		–		**758**
				(4 116)				**87 772**
						1 196		**2 272**
–	–	–		(4 116)		1 196		**90 044**
								12 582
						21		**31**
–	–	–		–		21		**12 613**
				(1 625)				**267 621**
						147		**157**
–	–	–		(1 625)		147		**267 778**
								39 347
–	–	–		–		–		**39 347**
				100				**8 866**
						2		**12**
–	–	–		100		2		**8 878**
				800				**2 139**
–	–	–		800		–		**2 139**
				(4 841)				**419 086**
						1 366		**2 471**
–	–	–		**(4 841)**		**1 366**		**421 557**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Autres	2 355	3	
	2 355	3	-
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 214	6	
Centre de la francophonie des Amériques	2 093		
Coopération intergouvernementale	924	1	
Soutien à la recherche	350		
Autres	55		
	4 635	7	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie	2 186		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	21 943		
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)	5 000		
Ententes avec la nation crie	122 496	6 883	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	66 431		
Financement global des villages nordiques	16 642		
Fonds de développement pour les autochtones	987	77	
Fonds d'initiatives autochtones	20 781	1 088	
Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain	1 075		
Projets ponctuels autochtones	1 850	35	2
Autres	55	2	
	259 446	8 085	2
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	36 794		
	36 794	-	-
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
Autres	55	1	
	55	1	-
Programme 7 - Affaires maritimes			
Autres	160		
	160	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**303 444**	**8 096**	**2**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
1 881		18		453						**2 355**	479
1 881		18		453		-		-		**2 355**	479
37				1 159		3				**1 204**	1 131
								2 093		**2 093**	2 076
55				863		2				**921**	819
309										**309**	58
1		2		52						**54**	55
401		2		2 074		5		2 093		**4 581**	4 138
		1 070		1 070						**2 140**	2 102
		7 291		14 652						**21 943**	21 477
		5 000								**5 000**	6 250
		115 486		127						**122 496**	119 589
		66 431								**66 431**	63 153
		16 642								**16 642**	15 809
		559		319						**955**	1 148
		10 243		6 200		3				**17 534**	18 787
				1 075						**1 075**	239
69		482		1 190		7				**1 784**	1 573
5		7		41						**55**	55
73		223 212		24 674		10		-		**256 056**	250 182
1 199		440		34 615				100		**36 354**	35 578
1 199		440		34 615		-		100		**36 354**	35 578
5		4		45						**54**	54
5		4		45		-		-		**54**	54
55				6		25				**86**	250
55		-		6		25		-		**86**	250
3 614		**223 675**		**61 866**		**40**		**2 193**		**299 485**	**290 681**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Fonctionnement	2 093	2 093	2 076
Capital	17 866	17 866	20 856
Intérêt	1 710	1 710	1 901
Support	281 776	277 817	265 849
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**303 444**	**299 485**	**290 681**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Examens de films et de demandes de permis	820	722
Présentation de films en public	606	785
	1 426	1 508
Total des droits et permis	**1 426**	**1 508**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel vidéo	2 874	3 533
Location de locaux	1 243	1 134
Divers	2	1
	4 120	4 667
Intérêts		
Prêts		217
	-	217
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	118	2 282
Subventions d'années antérieures	138	40
	256	2 322
Total des revenus divers	**4 376**	**7 206**
Total des revenus autonomes	**5 802**	**8 713**
Total des revenus	**5 802**	**8 713**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	58 188	52 953	1 104	4 131	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 523			
	58 198	57 486	1 104	4 131	-
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	712 434	709 542		2 891	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	712 434	709 542	-	2 891	-
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	28 188	25 349	144	2 695	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		107			
	28 188	25 457	144	2 695	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**798 820**	**792 485**	**1 248**	**9 717**	**-**
Votés	798 810	787 845	1 248	9 717	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 631			
Total	**798 820**	**792 485**	**1 248**	**9 717**	**-**
Dépenses	795 254	792 485		7 399	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1		1		
Immobilisations tangibles	1 041		355	686	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 524		892	1 632	
Total	**798 820**	**792 485**	**1 248**	**9 717**	**-**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Missions : Éducation et culture Service de la dette		**Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec**				
1. Gestion interne et soutien	55 220	1	290	753	26 283	20 318
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
2. Centre de conservation du Québec	2 409		60		1 412	936
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	559				424	125
Total	**58 198**	**1**	**350**	**753**	**28 119**	**21 388**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture	**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**
1. Action culturelle et communications	237 766
2. Musées nationaux	88 663
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	24 215
4. Société de développement des entreprises culturelles	67 946
5. Société de télédiffusion du Québec	64 216
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	123 936
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	75 018

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion et au classement des films présentés au Québec par des distributeurs qui en détiennent les droits et à faire connaître ce classement au public. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.								
			3 456				4 120	
								4 466
								25
							1	
								32
							11	
–	**–**	**–**	**3 456**		**–**	**–**	**4 131**	**4 523**
Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.								
235 361							2 405	
88 663								
24 215								
67 946								
64 216								
123 936								
74 532							486	

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Éducation et culture		**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**				
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 675					
Total	**712 434**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		**Charte de la langue française**				
1. Coordination de la politique linguistique	2 678					
2. Office québécois de la langue française	24 201		5	139	15 991	4 367
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil supérieur de la langue française	1 180				562	367
Amortissement des immobilisations						
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	129					
Total	**28 188**	**–**	**5**	**139**	**16 553**	**4 734**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.								
	30 675							
-	**709 542**	**-**	**-**		**-**	**-**	**2 891**	**-**
Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.								
	2 533						145	
	1 530						2 169	
								105
							251	
								2
							129	
-	**4 063**	**-**	**-**		**-**	**-**	**2 695**	**107**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	798 810	1	355	892	44 671	26 113
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
Total	**798 820**	**1**	**355**	**892**	**44 671**	**26 122**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	44 671			44 671
Fonctionnement	26 122	4 631		30 753
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	713 605			713 605
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette	3 456			3 456
Total	**787 854**	**4 631**		**792 485**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	713 605		3 456				9 717	
								4 605
								25
-	**713 605**	**-**	**3 456**		**-**	**-**	**9 717**	**4 631**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec				
Votés	58 278			
Permanents	10			
	58 288	-	-	
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Votés	602 552			
Permanents				
	602 552	-	-	
Programme 3 - Charte de la langue française				
Votés	29 588			
Permanents				
	29 588	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	690 418			
Permanents	10			
Total	**690 428**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(90)				**58 188**
								10
–	**–**	**–**		(90)		**–**		**58 198**
				109 882				**712 434**
–	**–**	**–**		109 882		**–**		**712 434**
				(1 400)				**28 188**
–	**–**	**–**		(1 400)		**–**		**28 188**
				108 392				**798 810**
								10
–	**–**	**–**		**108 392**		**–**		**798 820**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	42 424		
Aide aux immobilisations	114 062		57
Aide aux initiatives de partenariat	21 711	9 112	
Aide aux projets	5 779	1 481	
Autres interventions particulières en culture et en communications	53 790	3 041	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	73 593		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 424		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	7 040		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	116 896		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 675		
Musée d'Art contemporain de Montréal	12 263		
Musée de la Civilisation	27 162		
Musée des beaux-arts de Montréal	23 872		
Musée national des beaux-arts du Québec	25 365		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 965		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	59 981	47 037	
Société de la Place des Arts de Montréal	16 960		
Société de télédiffusion du Québec	64 216		
Société du Grand Théâtre de Québec	7 255		
	712 434	60 671	57
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	2 957	1	
Réussir ensemble en français	2 800	221	
Autres	17		
	5 773	222	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**718 207**	**60 894**	**57**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
2 481		110		39 833						**42 424**	47 584
1 740		45 947		60 929				2 993		**111 665**	111 994
1 242		9 167		2 191						**21 711**	11 054
43		114		4 105		34				**5 776**	3 020
2 162		438		47 425		218		500		**53 785**	11 342
								73 107		**73 107**	70 737
7		6		1 412						**1 424**	1 004
								7 040		**7 040**	6 729
				104 447		12 449				**116 896**	103 355
								30 675		**30 675**	31 113
								12 263		**12 263**	9 351
								27 162		**27 162**	24 805
				23 872						**23 872**	17 132
								25 365		**25 365**	21 870
								7 965		**7 965**	7 140
				11 036		1 907				**59 981**	54 932
								16 960		**16 960**	12 623
								64 216		**64 216**	61 806
								7 255		**7 255**	5 777
7 673		55 782		295 249		14 609		275 500		**709 542**	613 367
152				2 343		50				**2 547**	2 245
210				1 085						**1 516**	1 693
											4
363		-		3 428		50		-		**4 063**	3 942
8 036		**55 782**		**298 677**		**14 659**		**275 500**		**713 605**	**617 309**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	89 831	89 344	91 050
Fonctionnement	108 959	108 959	96 830
Capital	148 516	146 119	140 200
Intérêt	39 666	39 666	38 000
Support	331 235	329 516	251 228
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**718 207**	**713 605**	**617 309**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	63	49
	63	49
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	158	71
Subventions d'années antérieures	89	
	247	71
Total des revenus divers	**310**	**121**
Total des revenus autonomes	**310**	**121**
Total des revenus	**310**	**121**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	316 164	260 865	27 449	27 850	
Permanents	73	19		54	
Ne nécessitant pas de crédits		16 983			
	316 237	277 866	27 449	27 904	-
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 151	4 786	41	324	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		28			
	5 151	4 814	41	324	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**321 388**	**282 680**	**27 490**	**28 229**	**-**
Votés	321 315	265 650	27 490	28 175	
Permanents	73	19		54	
Ne nécessitant pas de crédits		17 011			
Total	**321 388**	**282 680**	**27 490**	**28 229**	**-**
Dépenses	278 035	282 680		12 366	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	14		14		
Immobilisations tangibles	35 670		19 832	15 838	
Immobilisations en ressources informationnelles	7 670		7 644	26	
Total	**321 388**	**282 680**	**27 490**	**28 229**	**-**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Protection de l'environnement**				
1. Politiques environnementales	49 003				8 113	1 383
2. Développement durable, évaluations et suivi de l'environnement	110 150		741		10 972	646
3. Analyse et expertise régionales	30 313				17 232	477
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	16 666				15 432	1 160
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	7 419		2 030		4 944	364
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	42 129	13	16 815		5 352	1 536
Permanents(3)	1					
7. Direction	16 436				4 441	1 558
Permanents(1)	18					18
8. Services à la gestion	44 049		245	7 605	17 152	14 710
Permanents(2)	30					
Permanents(3)	24					
Amortissement des immobilisations						
Total	**316 237**	**14**	**19 831**	**7 605**	**83 637**	**21 851**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**				
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 151		1	39	3 795	991
Amortissement des immobilisations						
Total	**5 151**	**-**	**1**	**39**	**3 795**	**991**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.								
	38 197						1 310	
	95 303						2 489	
	5 389						7 216	
							74	
							82	
	6 900						11 513	
1								
	9 600						836	
	6						4 330	
							30	
							24	
								16 983
1	**155 394**	**–**	**–**		**–**	**–**	**27 904**	**16 983**
Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.								
							324	
								28
–	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**324**	**28**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	321 315	14	19 832	7 644	87 432	22 824
Permanents	73					18
Amortissement des immobilisations						
Total	**321 388**	**14**	**19 832**	**7 644**	**87 432**	**22 842**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	87 432			87 432
Fonctionnement	22 842	17 011		39 853
Créances douteuses et autres provisions	1			1
Transfert	155 394			155 394
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**265 669**	**17 011**		**282 680**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	155 394						28 175	
1							54	
								17 011
1	**155 394**	**-**	**-**		**-**	**-**	**28 229**	**17 011**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Votés	175 061		
Permanents	35		
	175 096	-	-
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			
Votés	5 151		
Permanents			
	5 151	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	180 212		
Permanents	35		
Total	**180 247**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				141 103				**316 164**
	30					8		**73**
–	30	–		141 103		8		**316 237**
								5 151
–	–	–		–		–		**5 151**
				141 103				**321 315**
	30					8		**73**
–	**30**	–		**141 103**		**8**		**321 388**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Assainissement de l'air	3 300		
Programme ClimatSol	5 695		
Programme ClimatSol-Plus	2 740		
Programme d'aide aux entreprises innovantes dans le secteur de la décontamination des sols	700		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	4 133		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	300		
Soutien aux conseils régionaux en environnement	1 697		
Soutien aux organismes de bassin versant	34 680		
Autres	110 969	7 537	
	164 214	7 537	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**164 214**	**7 537**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
		3 300								**3 300**	1 300
		1 590								**1 590**	2 429
		3 798								**3 798**	4 346
				136						**136**	
				1 697						**1 697**	1 697
				34 668						**34 668**	4 668
3		77 047		23 649		5		1 964		**110 205**	16 362
3		85 735		60 149		5		1 964		**155 394**	30 802
3		**85 735**		**60 149**		**5**		**1 964**		**155 394**	**30 802**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Capital	6 795	4 109	5 097
Intérêt	2 643	1 221	1 686
Support	154 776	150 063	24 019
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**164 214**	**155 394**	**30 802**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	2 071	1 945
Visa – Crédit d'impôt pour le design	136	133
Divers	29	31
	2 236	2 108
Total des droits et permis	**2 236**	**2 108**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	
	1	–
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	161	162
Subventions d'années antérieures	2 444	1 548
Divers	3	
	2 608	1 710
Total des revenus divers	**2 609**	**1 710**
Total des revenus autonomes	**4 845**	**3 818**
Total des revenus	**4 845**	**3 818**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation					
Votés	618 614	617 465	1 045	104	
Permanents	29	29			
Ne nécessitant pas de crédits		1 173			
	618 643	618 667	1 045	104	-
PROGRAMME 2					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	254 919	81 791		173 128	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(19 250)			
	254 919	62 540	-	173 128	-
PROGRAMME 3					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	209 055	208 958		97	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	209 055	208 958	-	97	-
PROGRAMME 4					
Condition féminine					
Votés	19 421	18 627	5	789	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		4			
	19 421	18 630	5	789	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 102 038**	**908 796**	**1 050**	**174 119**	**-**
Votés	1 102 009	926 841	1 050	174 118	
Permanents	29	28			
Ne nécessitant pas de crédits		(18 074)			
Total	**1 102 038**	**908 796**	**1 050**	**174 119**	**-**
Dépenses	1 100 972	908 796		174 103	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	8		8		
Immobilisations tangibles	30		25	5	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 027		1 017	10	
Total	**1 102 038**	**908 796**	**1 050**	**174 119**	**-**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation**				
1. Direction et services à la gestion	32 301	4	25	1 012	15 979	14 703
Permanents(1)	29					29
Amortissement des immobilisations						
2. Politiques économiques	84 805				5 760	31 950
3. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	111 857				7 924	4 015
4. Commerce extérieur et Export Québec	31 282	4			4 334	3 824
5. Services aux entreprises, affaires territoriales et entrepreneuriat	112 588				16 780	3 385
Variation à la baisse de provisions						
6. Science et innovation	245 681				7 095	497
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100					
Total	**618 643**	**8**	**25**	**1 012**	**57 871**	**58 402**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique et de développements technologique, régional, social et durable. Plus précisément, il favorise le développement et la compétitivité des entreprises, le transfert et la valorisation des résultats de recherche ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs la diversification et la consolidation des régions, l'essor de l'économie sociale, de même que l'ouverture des marchés et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques et scientifiques.								
	575						4	
								1 178
	47 095							
	99 919							
	23 121							
	92 423							
								(5)
	238 089							
							100	
–	**501 221**	**–**	**–**		**–**	**–**	**104**	**1 173**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Interventions relatives au Fonds du développement économique**				
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes Variation à la baisse de provisions	152 354					
2. Programme ESSOR Variation à la baisse de provisions	88 150					
3. Programme Créativité Québec	14 315					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100					
Total	**254 919**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 3 Mission : Économie et environnement		**Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation**				
1. Fonds de recherche du Québec - Santé	84 572					
2. Fonds de recherche du Québec - Société et culture	53 949					
3. Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	56 001					
4. Centre de recherche industrielle du Québec	13 871					
5. Commission de l'éthique en science et en technologie	662				518	47
Total	**209 055**	**–**	**–**	**–**	**518**	**47**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.								
		40 986			50 000		61 368	
								(16 442)
		27 035					61 115	
								(2 808)
13 357		412					545	
							100	
13 357	**–**	**68 434**	**–**		**50 000**	**–**	**123 128**	**(19 250)**
Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises, et à la Commission de l'éthique en science et en technologie.								
	84 572							
	53 949							
	56 001							
	13 871							
							97	
–	**208 393**	**–**	**–**		**–**	**–**	**97**	**–**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition féminine**				
1. Conseil du statut de la femme	3 308			5	1 822	693
Amortissement des immobilisations						
2. Secrétariat à la condition féminine	16 112				1 575	623
Amortissement des immobilisations						
Total	**19 421**	**–**	**–**	**5**	**3 396**	**1 316**
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	1 102 009	8	25	1 017	61 785	59 736
Permanents	29					29
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**1 102 038**	**8**	**25**	**1 017**	**61 785**	**59 765**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	61 785			61 785
Fonctionnement	59 765	1 181		60 946
Créances douteuses et autres provisions	13 357	(19 255)		(5 898)
Transfert	723 529			723 529
Affectation à un fonds spécial	68 434			68 434
Service de la dette				
Total	**926 869**	**(18 074)**		**908 796**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.								
							789	
								4
	13 915							
–	**13 915**	**–**	**–**		**–**	**–**	**789**	**4**
13 357	723 529	68 434			50 000		124 118	
								1 181
								(19 255)
13 357	**723 529**	**68 434**	**–**		**50 000**	**–**	**124 119**	**(18 074)**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation				
Votés	436 317			
Permanents	29			
	436 346	-	-	
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	283 232			
Permanents				
	283 232	-	-	
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Votés	189 055			
Permanents				
	189 055	-	-	
Programme 4 - Condition féminine				
Votés	8 476			
Permanents				
	8 476	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	917 080			
Permanents	29			
Total	**917 109**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				182 298				**618 614**
								29
-	**-**	**-**		182 298		**-**		**618 643**
				(28 313)				**254 919**
-	**-**	**-**		(28 313)		**-**		**254 919**
				20 000				**209 055**
-	**-**	**-**		20 000		**-**		**209 055**
				10 944				**19 421**
-	**-**	**-**		10 944		**-**		**19 421**
				184 929				**1 102 009**
								29
-	**-**	**-**		**184 929**		**-**		**1 102 038**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation			
Appui à l'innovation			
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	12 462	982	
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté			
Économie sociale	9 664	50	
Exportation	23 010	19 759	
Fonds d'accélération des collaborations en santé	6 000		
Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé	10 000		4 892
Infrastructures de recherche et d'innovation	64 000		2 181
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	960		
PME en action	5 107	5 100	
Projet ENCQOR	11 200		
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique et autres	8 250		
Québec branché	16 282		
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales	30 605	3 326	
Soutien à l'innovation	152 439	15 354	2 622
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal	10 000		
Autres	141 343	148	
	501 321	44 719	9 696
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	13 871		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	56 001		
Fonds de recherche du Québec - Santé	84 572		
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	53 949		
	208 393	-	-
Programme 4 - Condition féminine			
Accords de partenariat pour la concertation régionale en matière de condition féminine	360		
Égalité entre les femmes et les hommes	4 025		48
Programme « À égalité pour décider »			
Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles	1 012		
Autres	8 518	1	
	13 915	1	48
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**723 629**	**44 719**	**9 744**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
											168
321		228		10 930						**12 462**	14 615
											388
45		300		9 269						**9 664**	5 859
		269		2 982						**23 010**	11 784
				6 000						**6 000**	
1 640				3 468						**10 000**	12 300
45 560		1 500		11 195				3 563		**64 000**	64 000
				960						**960**	1 005
				7						**5 107**	3 322
				11 200						**11 200**	
				8 250						**8 250**	11 374
				1 554				14 728		**16 282**	
220		996		26 062						**30 605**	25 379
31 831		21		100 290		220		2 100		**152 439**	280 462
		10 000								**10 000**	
21 759		3 864		113 144				2 327		**141 243**	39 049
101 377		17 179		305 312		220		22 718		**501 221**	469 705
								13 871		**13 871**	13 871
								56 001		**56 001**	49 377
								84 572		**84 572**	77 647
								53 949		**53 949**	47 455
–		–		–		–		208 393		**208 393**	188 349
				360						**360**	360
40		70		3 867						**4 025**	3 017
											500
36				976						**1 012**	513
3		91		8 424						**8 518**	1 761
78		161		13 627		–		–		**13 915**	6 151
101 455		**17 341**		**318 939**		**220**		**231 111**		**723 529**	**664 206**

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	16 773	16 733	16 566
Fonctionnement	8 040	8 040	8 773
Capital	81 365	81 365	59 578
Intérêt	4 859	4 799	5 386
Support	612 590	612 590	573 902
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**723 629**	**723 529**	**664 206**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Support	83 963	68 434	254 706
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**83 963**	**68 434**	**254 706**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Divers	2	1
	2	1
Total des droits et permis	**2**	**1**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	5 746	6 448
Divers	14	46
	5 759	6 494
Intérêts		
Prêts aux étudiants	14 949	12 896
	14 949	12 896
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 913	695
Subventions d'années antérieures	1 409	156
Dépenses sous forme d'indemnités		300
Bourses d'études	11 599	13 027
	14 922	14 178
Total des revenus divers	**35 630**	**33 568**
Total des revenus autonomes	**35 632**	**33 570**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	152 798	146 493
	152 798	146 493
Total des transferts du gouvernement fédéral	**152 798**	**146 493**
Total des revenus	**188 429**	**180 063**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	196 743	177 693	5 381	13 669	
Permanents	29	29			
Ne nécessitant pas de crédits		6 196			
	196 772	183 918	5 381	13 669	-
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	139 181	137 708	25	1 449	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		14			
	139 181	137 722	25	1 449	-
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	874 404	723 999	86 457	63 947	
Permanents	32 932	32 932			
Ne nécessitant pas de crédits					
	907 335	756 931	86 457	63 947	-
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	10 048 037	10 012 931		35 106	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(111 367)			
	10 048 037	9 901 564	-	35 106	-
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	5 612 776	5 531 177		81 599	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(996)			
	5 612 776	5 530 181	-	81 599	-
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	84 742	84 742			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	84 742	84 742	-	-	-

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 406 550	1 377 265		29 285	
Ne nécessitant pas de crédits					
	1 406 550	1 377 265	-	29 285	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**18 395 393**	**17 972 322**	**91 863**	**225 055**	**-**
Votés	16 955 882	16 668 249	91 863	195 770	
Permanents	1 439 511	1 410 226		29 285	
Ne nécessitant pas de crédits		(106 153)			
Total	**18 395 393**	**17 972 322**	**91 863**	**225 055**	**-**
Dépenses	18 251 105	17 972 322		172 630	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	138 600		86 457	52 143	
Immobilisations tangibles	63			63	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 625		5 406	219	
Total	**18 395 393**	**17 972 322**	**91 863**	**225 055**	**-**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Administration**				
1. Direction	15 485				10 123	4 832
Permanents(1)	29					29
2. Gouvernance interne des ressources	70 524			5 381	28 811	31 967
Amortissement des immobilisations						
3. Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire	48 152				14 283	29 058
4. Infrastructures, relations du travail dans les réseaux et partenariats	9 234				7 269	987
5. Services aux anglophones, aux autochtones et à la diversité culturelle	14 523				4 411	3 745
6. Loisir et sport	5 824				2 973	2 495
7. Enseignement supérieur	20 047				11 134	6 288
8. Aide financière aux études	12 953				11 793	671
Total	**196 772**	**–**	**–**	**5 381**	**90 797**	**80 071**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études et du loisir et du sport.								
	409						121	
							4 365	
								6 196
							4 811	
							978	
	6 307						60	
	138						219	
							2 625	
							489	
-	**6 854**	**-**	**-**		**-**	**-**	**13 669**	**6 196**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		**Soutien aux organismes**				
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	28 008					
2. Institut national des mines	970					
3. Soutien à des partenaires en éducation	77 569					
4. Action communautaire	27 351					
5. Conseil supérieur de l'éducation	2 527			22	1 727	355
Amortissement des immobilisations						
6. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	166				79	2
7. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 457			3	1 570	328
Amortissement des immobilisations						
8. Commission consultative de l'enseignement privé	133				95	15
Total	**139 181**	**–**	**–**	**25**	**3 471**	**699**
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		**Aide financière aux études**				
1. Bourses consécutives aux prêts	668 207					
2. Intérêts et remboursements aux banques	193 794	86 457				
Permanents(1)	32 932					
3. Autres bourses	12 402					
Total	**907 335**	**86 457**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il a également pour objectifs de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes oeuvrant en éducation.								
	28 008							
	970							
	77 209						360	
	27 351							
							424	
								10
							86	
							556	
								4
							23	
–	**133 538**	**–**	**–**		**–**	**–**	**1 449**	**14**
Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.								
	657 235				6 757		4 215	
4 581	50 618						52 138	
32 932								
	11 565						837	
37 512	**719 419**	**–**	**–**		**6 757**	**–**	**57 190**	**–**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**				
1. Commissions scolaires	7 995 068					
2. Commissions scolaires à statut particulier	307 275					
3. Service de la dette des commissions scolaires	891 052					
Variation à la baisse de provision pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	.					
4. Enseignement privé	492 120					
5. Aide au transport scolaire	332 464					
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	30 058					
Total	**10 048 037**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 5 Mission : Éducation et culture		**Enseignement supérieur**				
1. Cégeps	1 878 221					
2. Universités	2 965 475					
3. Enseignement privé au collégial	121 392					
4. Service de la dette des cégeps	230 395					
Variation à la baisse de provisions						
5. Service de la dette des universités	377 068					
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	40 225					
Total	**5 612 776**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires et aux établissements privés subventionnés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.								
	7 990 020				5 048			
	307 275							
	891 052							
								(111 367)
	492 120							
	332 464							
							30 058	
-	**10 012 931**	**-**	**-**		**5 048**	**-**	**30 058**	**(111 367)**
Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.								
	1 850 231						27 990	
	2 935 641	25 000			724		4 109	
	117 428						3 965	
	225 817				1 835		2 743	
								(996)
	377 060						8	
							40 225	
-	**5 506 177**	**25 000**	**-**		**2 559**	**-**	**79 040**	**(996)**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 Mission : Éducation et culture		**Développement du loisir et du sport**				
1. Développement du loisir et du sport	84 742					
Total	**84 742**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 7 Mission : Éducation et culture		**Régimes de retraite**				
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	149 311					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	913 014					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	344 226					
Total	**1 406 550**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.								
	84 742							
–	**84 742**	**–**	**–**		**–**	**–**	**–**	**–**
Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.								
	120 026						29 285	
	913 014							
	344 226							
–	**1 377 265**	**–**	**–**		**–**	**–**	**29 285**	**–**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	16 955 882	86 457		5 406	94 268	80 741
Permanents	1 439 511					29
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**18 395 393**	**86 457**	**-**	**5 406**	**94 268**	**80 770**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	94 268			94 268
Fonctionnement	80 770	6 210		86 980
Créances douteuses et autres provisions	37 512			37 512
Transfert	17 840 924	(112 363)		17 728 561
Affectation à un fonds spécial	25 000			25 000
Service de la dette				
Total	**18 078 475**	**(106 153)**		**17 972 322**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
4 581	16 463 659	25 000			14 365		181 405	
32 932	1 377 265						29 285	
								6 210
								(112 363)
37 512	**17 840 924**	**25 000**	**-**		**14 365**	**-**	**210 690**	**(106 153)**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Administration				
Votés	187 149			
Permanents	10			
	187 158	-	-	
Programme 2 - Soutien aux organismes				
Votés	92 757			
Permanents				
	92 757	-	-	
Programme 3 - Aide financière aux études				
Votés	957 454			
Permanents	6 000			
	963 454	-	-	
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	9 940 692			
Permanents				
	9 940 692	-	-	
Programme 5 - Enseignement supérieur				
Votés	5 559 798			
Permanents				
	5 559 798	-	-	
Programme 6 - Développement du loisir et du sport				
Votés	81 756			
Permanents				
	81 756	-	-	
Programme 7 - Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	1 194 088			
	1 194 088	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	16 819 605			
Permanents	1 200 098			
Total	**18 019 703**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				9 594				**196 743**
						19		**29**
–	–	–		9 594		19		**196 772**
				46 424				**139 181**
–	–	–		46 424		–		**139 181**
				(83 050)				**874 404**
						26 932		**32 932**
–	–	–		(83 050)		26 932		**907 335**
				107 345				**10 048 037**
–	–	–		107 345		–		**10 048 037**
				52 978				**5 612 776**
–	–	–		52 978		–		**5 612 776**
				2 985				**84 742**
–	–	–		2 985		–		**84 742**
						212 462		**1 406 550**
–	–	–		–		212 462		**1 406 550**
				136 277				**16 955 882**
						239 413		**1 439 511**
–	–	–		**136 277**		**239 413**		**18 395 393**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Autres	7 016	60	
	7 016	60	-
Programme 2 - Soutien aux organismes			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	28 008		
Institut national des mines	970		
Programme d'action communautaire	27 351		
Autres	77 569	6	
	133 898	6	-
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	668 207		
Intérêts et remboursements aux banques	50 618		
Autres	12 402		
	731 228	-	-
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	6 044		
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	8 296 299		
Enseignement privé	492 120		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	30 058		
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Service de la dette des commissions scolaires	891 052		
Transport scolaire	332 464		
	10 048 037	-	-
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Cégeps	1 878 221		
Enseignement privé au collégial	121 392		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	40 225		
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Service de la dette des cégeps	230 395		
Service de la dette des universités	377 068		
Universités	2 940 475		
	5 587 776	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
3 540		13		3 241						**6 854**	4 490
3 540		13		3 241		-		-		**6 854**	4 490
								28 008		**28 008**	26 842
								970		**970**	970
				27 351						**27 351**	27 351
10 154				65 685				1 364		**77 209**	31 185
10 154		-		93 036		-		30 341		**133 538**	86 347
						657 235				**657 235**	633 176
						50 618				**50 618**	46 075
						11 565				**11 565**	11 511
-		-		-		719 419		-		**719 419**	690 762
				6 044						**6 044**	6 500
8 291 250										**8 291 250**	7 830 540
492 120										**492 120**	479 962
(111 367)										**(111 367)**	(84 874)
891 052										**891 052**	835 337
332 464										**332 464**	319 591
9 895 520		-		6 044		-		-		**9 901 564**	9 387 056
1 847 881				2 350						**1 850 231**	1 806 055
117 428										**117 428**	114 383
(996)										**(996)**	18 411
225 817										**225 817**	220 513
377 060										**377 060**	374 012
2 935 641										**2 935 641**	2 829 926
5 502 831		-		2 350		-		-		**5 505 181**	5 363 299

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 551		
Kino-Québec	2 314		
Promotion du loisir	15 757		5
Promotion du sport	29 845		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	31 665		
Autres	610		
	84 742	–	5
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	913 014		
Régime de retraite des enseignants	149 311		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	344 226		
	1 406 550	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 999 246**	**66**	**5**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
						4 551				**4 551**	4 815
				2 314						**2 314**	3 640
451		381		14 921						**15 757**	15 721
428				29 417						**29 845**	26 367
				31 665						**31 665**	30 122
				610						**610**	463
879		381		78 927		4 551		–		**84 742**	81 126
913 014										**913 014**	894 222
120 026										**120 026**	148 852
344 226										**344 226**	176 549
1 377 265		–		–		–		–		**1 377 265**	1 219 624
16 790 188		**394**		**183 597**		**723 969**		**30 341**		**17 728 561**	**16 832 705**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	14 192 023	13 925 208	13 202 327
Fonctionnement	1 435 731	1 431 862	1 368 682
Capital	1 034 478	1 034 478	1 002 256
Intérêt	391 033	391 033	402 362
Support	945 981	945 981	857 078
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 999 246**	**17 728 561**	**16 832 705**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Support	25 000	25 000	25 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**25 000**	**25 000**	**25 000**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Régimes des eaux	1 691	1 633
	1 691	1 633
Autres		
Études de dossiers	36	78
	36	78
Total des droits et permis	**1 727**	**1 711**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	101	92
Terres de l'État	748	687
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	257	255
Frais de vente et de location de terrains	836	909
Location et concessions	22 642	22 263
Frais d'inscription aux tirages au sort	126	120
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	55	212
Divers	22	51
	24 787	24 590
Intérêts		
Autres revenus	55	45
Paiement de redevances hydrauliques	332	331
	387	377
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	1	
Divers	1	2
	2	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	122	97
	122	97
Total des revenus divers	**25 298**	**25 065**
Total des revenus autonomes	**27 025**	**26 776**
Total des revenus	**27 025**	**26 776**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	100 542	95 910	4 632		
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits		3 335			
	100 563	99 265	4 632	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**100 563**	**99 265**	**4 632**	**-**	**-**
Votés	100 542	95 910	4 632		
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits		3 335			
Total	**100 563**	**99 265**	**4 632**	**-**	**-**
Dépenses	95 930	99 265			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	207		207		
Immobilisations en ressources informationnelles	4 425		4 425		
Total	**100 563**	**99 265**	**4 632**	**-**	**-**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Gestion des ressources naturelles**				
1. Ressources énergétiques	25 740				3 432	556
Permanents(1)	11					
2. Ressources minérales	22 065			294	2 636	9 963
Amortissement des immobilisations						
3. Direction du Ministère et services partagés	39 426			4 132	26 840	8 247
Permanents(2)	10					10
Amortissement des immobilisations						
4. Territoire	13 311		207		8 245	4 659
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**100 563**	**–**	**207**	**4 425**	**41 155**	**23 434**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	100 542		207	4 425	41 155	23 424
Permanents	21					10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**100 563**	**–**	**207**	**4 425**	**41 155**	**23 434**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	41 155		41 155
Fonctionnement	23 434	3 343	26 777
Créances douteuses et autres provisions	11	(8)	3
Transfert	24 440		24 440
Affectation à un fonds spécial	6 891		6 891
Service de la dette			
Total	**95 930**	**3 335**	**99 265**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer le développement, la connaissance et la mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minières dans une perspective de développement durable. Il vise également à offrir les services administratifs dans les domaines de la gestion des ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis sa création le 24 avril 2014.								
	19 533	2 218						
11								
	4 500	4 673						
								151
	207							
								2 755
	200							
								438
								(8)
11	**24 440**	**6 891**	**–**		**–**	**–**	**–**	**3 335**
	24 440	6 891						
11								
								3 343
								(8)
11	**24 440**	**6 891**	**–**		**–**	**–**	**–**	**3 335**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles				
Votés	74 111			
Permanents	10			
	74 121	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	74 111			
Permanents	10			
Total	**74 121**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
733				25 697				**100 542**
						11		**21**
733	–	–		25 697		11		**100 563**
733				25 697				**100 542**
						11		**21**
733	–	–		**25 697**		**11**		**100 563**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques	2 188		
Autres	22 252	5 320	
	24 440	5 320	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**24 440**	**5 320**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
		2 188								**2 188**	2 178
13		205		1 587				15 127		**22 252**	1 820
13		2 393		1 587		-		15 127		**24 440**	3 998
13		**2 393**		**1 587**		-		**15 127**		**24 440**	**3 998**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Capital	1 843	1 843	1 794
Intérêt	345	345	384
Support	22 252	22 252	1 820
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**24 440**	**24 440**	**3 998**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Rémunération	4 990	4 990	4 947
Fonctionnement	1 107	1 107	1 107
Intérêt	794	794	674
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**6 891**	**6 891**	**6 729**

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Émission de permis pour les services de garde	260	283
Renouvellement de permis pour les services de garde	237	362
Honoraires – Dossiers publics	16 523	16 164
Honoraires – Dossiers privés	57	37
	17 076	16 846
Total des droits et permis	**17 076**	**16 846**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	30	2
	30	2
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	50	62
Divers	8	2
	58	65
Amendes et confiscations		
Pénalités	299	357
	299	357
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	294	454
Subventions d'années antérieures	332	1 197
Aide financière de dernier recours	157	
	783	1 651
Total des revenus divers	**1 170**	**2 074**
Total des revenus autonomes	**18 246**	**18 919**
Total des revenus	**18 246**	**18 919**

FAMILLE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	65 919	57 482	2 939	5 498	
Permanents	19	16		3	
Ne nécessitant pas de crédits		2 300			
	65 938	59 798	2 939	5 501	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 404 236	2 393 877		10 359	
Permanents	100	55		45	
Ne nécessitant pas de crédits		(107)			
	2 404 336	2 393 826	-	10 404	-
PROGRAMME 3					
Condition des aînés					
Votés	26 565	20 275		6 291	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	26 565	20 275	-	6 291	-
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	48 298	42 983	3 184	2 131	
Permanents	16 100	16 022		78	
Ne nécessitant pas de crédits		8 485			
	64 398	67 489	3 184	2 209	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 561 237**	**2 541 387**	**6 123**	**24 405**	**-**
Votés	2 545 018	2 514 617	6 123	24 279	
Permanents	16 219	16 093		126	
Ne nécessitant pas de crédits		10 678			
Total	**2 561 237**	**2 541 387**	**6 123**	**24 405**	**-**
Dépenses	2 551 902	2 541 387		21 192	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	2		1	2	
Immobilisations tangibles	200		1	199	
Immobilisations en ressources informationnelles	9 133		6 121	3 012	
Total	**2 561 237**	**2 541 387**	**6 123**	**24 405**	**-**

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Planification, recherche et administration**				
1. Planification, recherche et administration	65 919	1		2 938	34 337	13 762
Permanents(1)	19					16
Amortissement des immobilisations						
Total	**65 938**	**1**	**-**	**2 938**	**34 337**	**13 778**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide à la famille**				
1. Gestion des services à la famille	15 723					1 247
Permanents(1)	53					
2. Entente avec le Gouvernement de la nation Crie	18 285					
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	38 211					
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	90 911					
5. Soutien aux enfants	30 539					30 433
Variation à la baisse de provisions						
6. Organismes communautaires	19 801					
7. Régimes d'assurance collective et de congés de maternité	34 569					
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles, des enfants et des aînés, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère. Enfin, ce programme est responsable de la coordination de la mise en oeuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation.								
	9 383				150		5 348	
							3	
								2 300
–	**9 383**	**–**	**–**		**150**	**–**	**5 351**	**2 300**
Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources nécessaires pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.								
	8 604						5 872	
52							1	
		18 285						
		36 915					1 296	
		90 911						
	14						92	
								(107)
	19 690						111	
		34 569						

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide à la famille**				
8. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 142 086					
Permanents(1)	47					
9. Soutien financier aux garderies	463 602					
10. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial	550 510					
Total	**2 404 336**	**–**	**–**	**–**	**–**	**31 680**
PROGRAMME 3 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition des aînés**				
1. Secrétariat aux aînés	26 565					3 926
Total	**26 565**	**–**	**–**	**–**	**–**	**3 926**
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Curateur public**				
1. Curateur public	48 298		1	3 183	32 513	10 470
Permanents(1)	100					
Permanents(2)	16 000				15 360	640
Amortissement des immobilisations						
Total	**64 398**	**–**	**1**	**3 183**	**47 873**	**11 110**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources nécessaires pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.								
		1 141 296					789	
3							44	
		463 090					512	
		548 823			1 661		26	
55	**28 308**	**2 333 889**	**–**		**1 661**	**–**	**8 743**	**(107)**
Ce programme a pour objectif de favoriser le vieillissement actif au sein de la société québécoise. Il vise à planifier, conseiller, concerter et soutenir des politiques ou mesures propices à combattre les préjugés, à favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes aînées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité. Il a également pour objectif de mettre en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées et de soutenir de façon particulière les personnes aînées plus vulnérables.								
	16 348				210		6 081	
–	**16 348**	**–**	**–**		**210**	**–**	**6 081**	**–**
Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.								
							2 131	
22							78	
								8 485
22	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**2 209**	**8 485**

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	2 545 018	1	1	6 121	66 850	59 838
Permanents	16 219				15 360	656
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**2 561 237**	**1**	**1**	**6 121**	**82 209**	**60 495**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ **Ne nécessitant pas de crédits**	=	**Total**
Rémunération	82 209			82 209
Fonctionnement	60 495	10 784		71 279
Créances douteuses et autres provisions	77	(107)		(29)
Transfert	54 040			54 040
Affectation à un fonds spécial	2 333 889			2 333 889
Service de la dette				
Total	**2 530 710**	**10 678**		**2 541 387**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	54 040	2 333 889			2 021		22 258	
77							126	
								10 784
								(107)
77	**54 040**	**2 333 889**	**-**		**2 021**	**-**	**22 384**	**10 678**

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Votés	67 618		
Permanents	19		
	67 638	-	-
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Votés	2 185 676		213 000
Permanents	100		
	2 185 776	-	213 000
Programme 3 - Condition des aînés			
Votés	29 482		
Permanents			
	29 482	-	-
Programme 4 - Curateur public			
Votés	48 298		
Permanents	100		
	48 398	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 331 074		213 000
Permanents	219		
Total	**2 331 293**	-	**213 000**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 699)				**65 919**
								19
–	–	–		(1 699)		–		**65 938**
				5 560				**2 404 236**
								100
–	–	–		5 560		–		**2 404 336**
				(2 917)				**26 565**
–	–	–		(2 917)		–		**26 565**
								48 298
		16 000						**16 100**
–	–	16 000		–		–		**64 398**
				945				**2 545 018**
		16 000						**16 219**
–	–	**16 000**		**945**		–		**2 561 237**

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +	
Programme 1 - Planification, recherche et administration				
Pédiatrie sociale	5 000			
Autres	5 144	14		
	10 144	14	-	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille				
Autres mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance	673			
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	5 802			
Haltes-garderies	4 000			
Organismes communautaires - famille	19 801			
Autres	2 187	4		
	32 463	4	-	
Programme 3 - Condition des aînés				
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	2 625	10	1 100	
Politique Vieillir et vivre ensemble	19 136	83	286	
Autres	160	4		
	21 920	96	1 386	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**64 527**	**114**	**1 386**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
				5 000						**5 000**	5 000
212		155		4 003						**4 383**	2 920
212		155		9 003		-		-		**9 383**	7 920
											1 459
				2 436		797				**3 234**	2 473
				3 977						**3 977**	5 993
				19 690						**19 690**	37 757
		1 020		370		14				**1 408**	2 718
-		1 020		26 473		812		-		**28 308**	50 399
250				34						**1 394**	964
550		1 837		12 039						**14 795**	31 277
		2		155						**160**	120
800		1 839		12 227		-		-		**16 348**	32 361
1 011		**3 014**		**47 702**		**812**		-		**54 040**	**90 679**

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Fonctionnement	10		
Support	64 517	54 040	90 679
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**64 527**	**54 040**	**90 679**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Capital	28 794	27 564	25 282
Intérêt	11 553	11 387	11 108
Support	2 297 826	2 294 937	2 277 206
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 338 173**	**2 333 889**	**2 313 596**

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	7 233 402	6 943 505
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	273 016	266 461
	7 506 418	7 209 966
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	**7 506 418**	**7 209 966**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	214 712	217 453
Honoraires sur garantie gouvernementale	(1 992)	9 409
Divers		4
	212 720	226 866
Intérêts		
Comptes de banque	344	62
Gains (pertes) de change sur prêts et avances en devises étrangères	(3 319)	1 271
Dividendes	10 593	6 677
	7 618	8 010
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	8 626	2 230
Produits de la criminalité	4 292	2 626
	12 918	4 856
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	32 454	24 321
Subventions d'années antérieures	1 728	1 385
	34 183	25 706
Total des revenus divers	**267 438**	**265 438**

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
Hydro-Québec	1 702 000	1 982 000
Loto-Québec	1 310 467	1 205 551
Société des alcools du Québec	1 113 664	1 085 691
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	**4 126 131** (1)	**4 273 242**
Total des revenus autonomes	**11 899 987**	**11 748 646**
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	11 080 593 (2)	10 029 874
Transferts pour la santé	6 096 267 (A)	5 946 427
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 647 780 (B)	1 634 742
Autres programmes	(246 448) (C)	(410 179)
Total des transferts du gouvernement fédéral	**18 578 191**	**17 200 864**
Total des revenus	**30 478 178**	**28 949 510**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

(1) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 092 342 k$ en 2017-2018 (4 898 992 k$ en 2016-2017). Le détail est présenté à l'annexe 8, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2017-2018. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 433 000 k$ en 2017-2018 (164 000 k$ en 2016-2017) affectée au Fonds des générations.

(2) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la hausse de l'enveloppe canadienne de péréquation, liée à la croissance du PIB nominal canadien, et par la diminution de la part du Québec, parmi les provinces bénéficiaires, aux assiettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, des taxes à la consommation et des impôts fonciers.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	8 426 798	8 277 653
Révisions des années antérieures	975	(6 971)
	8 427 773	8 270 682
Transferts fiscaux		
Révisions des années antérieures		4 907
		4 907
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 476 587)	(2 365 533)
Révisions des années antérieures	76 244	36 371
	(2 400 343)	(2 329 162)
	6 027 430	5 946 427
Fonds ciblés hors TCS	68 836	
	6 096 267	**5 946 427**
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	3 118 597	3 063 401
Révisions des années antérieures	361	(1 108)
	3 118 958	3 062 293
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 517 908)	(1 449 843)
Révisions des années antérieures	46 730	22 292
	(1 471 178)	(1 427 551)
	1 647 780	**1 634 742**

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(852 658)	(829 121)
Programme canadien de prêts aux étudiants	372 949 (1)	303 280
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	68 466	65 128
Droit de retrait des Infrastructures sociales (Petite enfance)	87 447 (2)	
Autres	77 349	50 534
	(246 448)	**(410 179)**

(1) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par les bonifications du gouvernement fédéral annoncées dans son budget de mars 2016, s'appliquant à partir de l'exercice 2017-2018.

(2) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par la signature, en 2017-2018, de l'accord de mise en oeuvre Canada-Québec sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	180 056	179 504	551	1	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(7 926)			
	180 066	171 588	551	1	-
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	107 531	51 531	144	55 856	
Permanents	9 493	7 947		1 546	
Ne nécessitant pas de crédits		66			
	117 023	59 543	144	57 401	-
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	4 000	2 526		1 474	
Permanents	7 818 000	7 191 568		626 432	
Ne nécessitant pas de crédits		(49 423)			
	7 822 000	7 144 670	-	627 907	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**8 119 089**	**7 375 802**	**695**	**685 309**	**-**
Votés	291 587	233 561	695	57 330	
Permanents	7 827 502	7 199 524		627 978	
Ne nécessitant pas de crédits		(57 283)			
Total	**8 119 089**	**7 375 802**	**695**	**685 309**	**-**
Dépenses	8 117 122	7 375 802		684 037	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1 265			1 264	
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles	703		695	7	
Total	**8 119 089**	**7 375 802**	**695**	**685 309**	**-**

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Direction du Ministère**				
1. Direction et services à la gestion	167 468			551	12 806	78 367
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
2. Institut de la statistique du Québec	12 588					
Total	**180 066**	**-**	**-**	**551**	**12 806**	**78 376**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**				
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	15 428				13 917	660
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 253			144	6 305	400
3. Frais de services bancaires						
Permanents(1)	9 493					7 947
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	15 965				12 273	137
Amortissement des immobilisations						
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	18 340					7 061
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	10 546					
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	40 000					
Total	**117 023**	**-**	**-**	**144**	**32 494**	**16 205**
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.								
	75 743						1	
								377
								(8 303)
	12 588							
–	**88 331**	**–**	**–**		**–**	**–**	**1**	**(7 926)**
Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.								
							851	
							404	
							1 546	
							3 555	
								66
	10 779				500			
							10 546	
							40 000	
–	**10 779**	**–**	**–**		**500**	**–**	**56 901**	**66**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Service de la dette		**Service de la dette**				
1. Service de la dette directe Permanents(1)	5 815 000					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents(2)	2 003 000					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants	4 000					
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	**7 822 000**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 971 473 k$ réduit de revenus de 549 293 k$ dont 368 161 k$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 6 137 106 k$ réduit de revenus de 4 367 718 k$ dont 4 285 985 k$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 375 k$ réduit de revenus de 23 849 k$ provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladies accumulés de 27 806 k$ réduit de revenus de 77 229 k$ provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à pourvoir aux paiements des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de survivants et à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés.								
			5 422 180 [3]				392 820	
			1 769 387 [4]				233 613	
			2 526 [5]				1 474	
								(49 423) [6]
–	–	–	**7 194 093**		–	–	**627 907**	**(49 423)**

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	291 587			695	45 300	86 625
Permanents	7 827 502					7 956
Amortissement des immobilisations						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**8 119 089**	**–**	**–**	**695**	**45 300**	**94 581**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ **Ne nécessitant pas de crédits**	=	**Total**
Rémunération	45 300			45 300
Fonctionnement	94 581	443		95 024
Créances douteuses et autres provisions		(8 303)		(8 303)
Transfert	99 110			99 110
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette	7 194 093	(49 423)		7 144 670
Total	**7 433 085**	**(57 283)**		**7 375 802**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	99 110		2 526		500		56 830	
			7 191 568				627 978	
								443
								(49 423)
								(8 303)
–	**99 110**	**–**	**7 194 093**		**500**	**–**	**684 809**	**(57 283)**

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Direction du Ministère				
Votés	42 020			
Permanents	10			
	42 030	-	-	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement				
Votés	150 493			
Permanents	9 493			
	159 986	-	-	
Programme 3 - Service de la dette				
Votés	4 000			
Permanents	7 818 000			
	7 822 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	196 513			
Permanents	7 827 502			
Total	**8 024 016**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				138 036				**180 056**
								10
–	**–**	**–**		138 036		**–**		**180 066**
				(42 963)				**107 531**
								9 493
–	**–**	**–**		(42 963)		**–**		**117 023**
								4 000
								7 818 000
–	**–**	**–**		**–**		**–**		**7 822 000**
				95 073				**291 587**
								7 827 502
–	**–**	**–**		**95 073**		**–**		**8 119 089**

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	12 588		
Autres	75 743	73 150	
	88 332	73 150	-
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	2 580		
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé	40 000		
Autres	11 279	3 884	
	53 859	3 884	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**142 191**	**77 034**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
								12 588		**12 588**	12 411
				293				2 300		**75 743**	11 443
–		–		293		–		14 888		**88 331**	23 854
1 300				5 595						**10 779**	5 982
1 300		–		5 595		–		–		**10 779**	5 982
1 300		–		**5 888**		–		**14 888**		**99 110**	**29 836**

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	10 061	10 061	10 061
Fonctionnement	2 527	2 527	2 350
Support	129 602	86 522	17 425
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**142 191**	**99 110**	**29 836**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	450	
Permis de chasse, pêche et piégeage	38 590	38 418
Permis commerciaux et particuliers	255	255
Droits pour activités commerciales	1 139	1 115
	40 435	39 789
Total des droits et permis	**40 435**	**39 789**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	270	413
Protection des forêts	2 025	3 613
Location et concessions	50	50
Divers	18	1
	2 363	4 078
Intérêts		
Autres revenus	351	535
Divers	38	40
	389	576
Amendes et confiscations		
Pénalités	287	326
Divers	1	1
	288	327
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	79	479
	79	479
Total des revenus divers	**3 119**	**5 459**
Total des revenus autonomes	**43 554**	**45 249**
Total des revenus	**43 554**	**45 249**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Forêts					
Votés	432 492	422 856	9 636		
Permanents	25 030	21 159		3 871	
Ne nécessitant pas de crédits		3 540			
	457 522	447 555	9 636	3 871	-
PROGRAMME 2					
Faune et Parcs					
Votés	160 671	155 857	4 814		
Permanents	75	57		18	
Ne nécessitant pas de crédits		5 923			
	160 746	161 838	4 814	18	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**618 268**	**609 393**	**14 450**	**3 888**	**-**
Votés	593 163	578 714	14 450		
Permanents	25 105	21 216		3 888	
Ne nécessitant pas de crédits		9 463			
Total	**618 268**	**609 393**	**14 450**	**3 888**	**-**
Dépenses	603 818	609 393		3 888	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	8		8		
Immobilisations tangibles	13 762		13 762		
Immobilisations en ressources informationnelles	680		680		
Total	**618 268**	**609 393**	**14 450**	**3 888**	**-**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Forêts**				
1. Ressources forestières	250 238					
Permanents(1)	20					
Permanents(2)	25 000					21 129
Variation à la baisse de provisions						
2. Forestier en chef	4 404		38		3 862	503
Amortissement des immobilisations						
3. Direction du Ministère	18 526			7	4 978	13 191
Permanents(3)	10					10
Amortissement des immobilisations						
4. Opérations régionales	159 323		9 021	570	73 884	13 024
Amortissement des immobilisations						
Total	**457 522**	**-**	**9 059**	**577**	**82 724**	**47 857**

(1) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).
(2) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).
(3) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Faune et Parcs**				
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	112 911	8	2 927	103	48 106	27 358
Permanents(1)	66					
Amortissement des immobilisations						
2. Gestion des parcs	47 760		1 775		1 124	13 730
Permanents(1)	9					
Amortissement des immobilisations						
Total	**160 746**	**8**	**4 703**	**103**	**49 230**	**41 089**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées.								
		250 238						
	20							
							3 871	
								(863)
								2
	350							
								7
	20 406	42 420						
								4 393
-	**20 776**	**292 658**	**-**		**-**	**-**	**3 871**	**3 540**
Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.								
	34 409							
49							18	
								4 102
	31 130							
9								
								1 821
57	**65 539**	**-**	**-**		**-**	**-**	**18**	**5 923**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	593 163	8	13 762	680	131 954	67 807
Permanents	25 105					21 139
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	**618 268**	**8**	**13 762**	**680**	**131 954**	**88 946**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	131 954			131 954
Fonctionnement	88 946	10 326		99 272
Créances douteuses et autres provisions	57	(863)		(806)
Transfert	86 314			86 314
Affectation à un fonds spécial	292 658			292 658
Service de la dette				
Total	**599 930**	**9 463**		**609 393**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	86 294	292 658						
57	20						3 888	
								10 326
								(863)
57	**86 314**	**292 658**	**–**		**–**	**–**	**3 888**	**9 463**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Forêts				
Votés	326 325			
Permanents	25 030			
	351 355	-	-	
Programme 2 - Faune et Parcs				
Votés	127 335			
Permanents	75			
	127 410	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	453 660			
Permanents	25 105			
Total	**478 764**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				106 167				**432 492**
								25 030
-	**-**	**-**		106 167		**-**		**457 522**
10 277				23 059				**160 671**
								75
10 277	**-**	**-**		23 059		**-**		**160 746**
10 277				129 226				**593 163**
								25 105
10 277	**-**	**-**		**129 226**		**-**		**618 268**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Forêts			
Prêts forestiers	20		
Autres	20 756		
	20 776	-	-
Programme 2 - Faune et Parcs			
Société des établissements de plein air du Québec	30 571		
Autres	34 968	132	
	65 539	132	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**86 314**	**132**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
								20		**20**	20
51		10 098		10 604				2		**20 756**	10 600
51		10 098		10 604		-		22		**20 776**	10 620
								30 571		**30 571**	31 100
369		313		32 978		44		1 132		**34 968**	3 350
369		313		32 978		44		31 703		**65 539**	34 450
420		**10 412**		**43 582**		**44**		**31 725**		**86 314**	**45 070**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Capital	19 213	19 213	18 955
Intérêt	5 544	5 544	6 081
Support	61 557	61 557	20 034
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**86 314**	**86 314**	**45 070**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Rémunération	58 266	58 266	57 295
Fonctionnement	77 459	77 459	76 863
Intérêt	2 367	2 367	2 400
Support	154 566	154 566	90 392
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**292 658**	**292 658**	**226 949**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	38 837 [1]	50 269
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	2 602	4 218
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 189	921
Consultant en immigration	174	382
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	3 591	2 955
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	7 183	5 752
	53 577	64 497
Total des droits et permis	**53 577**	**64 497**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 326	1 315
Divers	7	7
	1 333	1 321
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	141	429
Divers	22	31
	163	460
Total des revenus divers	**1 496**	**1 781**
Total des revenus autonomes	**55 074**	**66 278**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	490 253 [2]	378 213
	490 253	378 213
Total des transferts du gouvernement fédéral	**490 253**	**378 213**
Total des revenus	**545 327**	**444 491**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

(1) La diminution des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par le fait qu'aucune période de réception des demandes des ressortissants étrangers n'a été ouverte pour l'exercice 2017-2018 pour la catégorie Travailleurs qualifiés.

(2) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par l'indexation des transferts reçus dans le cadre de l'Accord Canada–Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Immigration, Diversité et Inclusion					
Votés	227 530	216 432	3 948	7 151	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 040			
	227 540	220 481	3 948	7 151	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**227 540**	**220 481**	**3 948**	**7 151**	**-**
Votés	227 530	216 432	3 948	7 151	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 040			
Total	**227 540**	**220 481**	**3 948**	**7 151**	**-**
Dépenses	216 949	220 481		508	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	86			86	
Immobilisations tangibles	300		38	262	
Immobilisations en ressources informationnelles	10 205		3 910	6 295	
Total	**227 540**	**220 481**	**3 948**	**7 151**	**-**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Immigration, Diversité et Inclusion**				
1. Direction et administration	43 103		38	3 910	15 520	16 649
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Services d'immigration, de francisation et de pleine participation	154 075				53 616	27 781
3. Orientations, planification et reddition de comptes	30 352				8 681	2 735
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	**227 540**	**–**	**38**	**3 910**	**77 817**	**47 175**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	227 530		38	3 910	77 817	47 165
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	**227 540**	**–**	**38**	**3 910**	**77 817**	**47 175**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	77 817		77 817
Fonctionnement	47 175	4 040	51 214
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	91 450		91 450
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**216 441**	**4 040**	**220 481**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes.								
	244						6 741	
								4 040
	72 573						105	
	18 633						304	
–	**91 450**	–	–		–	–	**7 151**	**4 040**
	91 450						7 151	
								4 040
–	**91 450**	–	–		–	–	**7 151**	**4 040**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion				
Votés	312 057			
Permanents	10			
	312 067	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	312 057			
Permanents	10			
Total	**312 067**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
45 942				(130 469)				**227 530**
								10
45 942	–	–		(130 469)		–		**227 540**
45 942				(130 469)				**227 530**
								10
45 942	–	–		**(130 469)**		–		**227 540**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion				
Programme Accès aux ordres professionnels	2 712			
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	24 030			
Programme Mobilisation-Diversité	27 462			
Programme Réussir l'intégration	18 967	95		
Programme Soutien à la mission	1 880			
Autres	16 605			
	91 656	95	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**91 656**	**95**	-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
				2 580						**2 580**	1 755
						23 981				**23 981**	19 409
		17 290		10 164						**27 455**	6 688
		23		16 803		2 046				**18 967**	19 733
				1 880						**1 880**	1 287
		23		16 564						**16 587**	948
–		17 336		47 992		26 027		–		**91 450**	49 820
–		**17 336**		**47 992**		**26 027**		–		**91 450**	**49 820**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Support	91 656	91 450	49 820
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**91 656**	**91 450**	**49 820**

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	394	408
Studio de santé	152	121
Commerçants – Véhicules routiers	1 920	1 536
Agences de voyages	632	645
Conseillers en voyage	416	397
Certificat d'exemption	96	115
Divers	60	49
	3 670	3 271
Total des droits et permis	**3 670**	**3 271**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	346	373
Recouvrements de tiers	173	241
Actes judiciaires	42 295	47 708
Actes juridiques	35 525	35 679
Divers	40	46
	78 378	84 046
Intérêts		
Divers	1	44
	1	44
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	248	1 030
Contributions pénales	15 595	10 823
Infractions au Code de la sécurité routière	47 934	51 984
Infractions au Code criminel	14 463	15 081
Infractions à diverses lois	43 644 (1)	33 353
Divers		2
	121 884	112 273
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	977	1 378
Surplus – Fonds spéciaux et organismes	380	438
Divers		2
	1 357	1 818
Total des revenus divers	**201 620**	**198 181**
Total des revenus autonomes	**205 289**	**201 452**

(1) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par l'augmentation des amendes imposées par l'Agence du revenu du Québec à la suite de l'intensification de la lutte à l'évasion fiscale et à la contrebande de cigarettes.

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	28 187	27 949
Conseillers juridiques auprès des autochtones	667	747
Informations concernant les sentences	52	57
Enregistrement des actions en divorce	32	29
Mesures québécoises de justice familiale	2	211
	28 939	28 993
Total des transferts du gouvernement fédéral	**28 939**	**28 993**
Total des revenus	**234 228**	**230 445**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	34 982	33 827	519	636	
Permanents	96 159	96 080		79	
Ne nécessitant pas de crédits					
	131 141	129 907	519	715	-
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	314 578	284 469	10 341	19 767	
Permanents	14 365	14 365			
Ne nécessitant pas de crédits		12 904			
	328 943	311 738	10 341	19 767	-
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	14 342	14 303		40	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	14 342	14 303	-	40	-
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	177 096	177 096			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	177 096	177 096	-	-	-
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	26 198	25 227	17	954	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		330			
	26 198	25 557	17	954	-
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	148 812	141 132	649	7 031	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1 097			
	148 812	142 228	649	7 031	-

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	131 002	124 045		6 958	
Ne nécessitant pas de crédits					
	131 002	124 045	-	6 958	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**957 534**	**924 873**	**11 526**	**35 465**	**-**
Votés	716 008	676 054	11 526	28 428	
Permanents	241 526	234 489		7 037	
Ne nécessitant pas de crédits		14 330			
Total	**957 534**	**924 873**	**11 526**	**35 465**	**-**
Dépenses	936 152	924 873		25 608	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	43		39	4	
Immobilisations tangibles	3 172		794	2 379	
Immobilisations en ressources informationnelles	18 167		10 694	7 473	
Total	**957 534**	**924 873**	**11 526**	**35 465**	**-**

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Activité judiciaire**				
1. Magistrature	3 610		452		2 566	415
Permanents(1)	93 344				89 609	3 735
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges						
Permanents(1)	2 612				382	2 230
3. Soutien à la magistrature	31 372		67		28 662	2 185
4. Comité sur la rémunération des juges						
Permanents(1)	204				27	97
Total	**131 141**	**–**	**519**	**–**	**121 245**	**8 662**
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Administration de la justice**				
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	168 685	39	126	813	56 918	100 870
2. Affaires juridiques et législatives	49 223				45 946	1 958
3. Direction, planification et services à l'organisation	84 292			9 308	42 397	21 222
Permanents(1)	28					28
Permanents(2)	6 330				6 330	
Permanents(3)	8 007					
Amortissement des immobilisations						
4. Traitement des infractions et perception des amendes	12 377			55	9 369	1 505
Total	**328 943**	**39**	**126**	**10 177**	**160 961**	**125 582**

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.								
							178	
							458	
							79	
–	–	–	–		–	–	**715**	–
Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.								
							9 920	
							1 320	
	3 289	995			310		6 771	
8 007								12 904
							1 447	
8 007	**3 289**	**995**	–		**310**	–	**19 457**	**12 904**

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Justice administrative**				
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	13 864					
2. Conseil de la justice administrative	478				288	150
Total	**14 342**	**–**	**–**	**–**	**288**	**150**
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Accessibilité à la justice**				
1. Commission des services juridiques	177 096					
Total	**177 096**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Autres organismes relevant du ministre**				
1. Office de la protection du consommateur	10 884			17	8 069	2 554
Amortissement des immobilisations						
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 314				11 656	2 844
Amortissement des immobilisations						
Total	**26 198**	**–**	**–**	**17**	**19 725**	**5 398**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.								
		13 864						
							40	
–	**–**	**13 864**	**–**		**–**	**–**	**40**	**–**
Ce programme vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice.								
	177 096							
–	**177 096**	**–**	**–**		**–**	**–**	**–**	**–**
Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir, l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).								
	105						139	
								218
							814	
								112
–	**105**	**–**	**–**		**–**	**–**	**954**	**330**

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Poursuites criminelles et pénales**				
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	148 812		149	500	111 080	30 052
Amortissement des immobilisations						
Total	**148 812**	**–**	**149**	**500**	**111 080**	**30 052**
PROGRAMME 7 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Indemnisation et reconnaissance**				
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels						
Permanents(1)	129 755					16 572
2. Loi sur le civisme						
Permanents(2)	1 248					234
Total	**131 002**	**–**	**–**	**–**	**–**	**16 806**

(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.								
							7 031	
								1 097
-	**-**	**-**	**-**		**-**	**-**	**7 031**	**1 097**
Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.								
	106 225						6 958	
	1 014							
-	**107 239**	**-**	**-**		**-**	**-**	**6 958**	**-**

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	716 008	39	794	10 694	316 951	163 753
Permanents	241 526				96 348	22 895
Amortissement des immobilisations						
Total	**957 534**	**39**	**794**	**10 694**	**413 299**	**186 649**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	413 299			413 299
Fonctionnement	186 649	14 330		200 979
Créances douteuses et autres provisions	8 007			8 007
Transfert	287 729			287 729
Affectation à un fonds spécial	14 860			14 860
Service de la dette				
Total	**910 543**	**14 330**		**924 873**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	180 490	14 860			310		28 118	
8 007	107 239						7 037	
								14 330
8 007	**287 729**	**14 860**	**–**		**310**	**–**	**35 155**	**14 330**

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Activité judiciaire			
Votés	34 439		
Permanents	92 502		
	126 940	-	-
Programme 2 - Administration de la justice			
Votés	312 884		
Permanents	11 062		
	323 945	-	-
Programme 3 - Justice administrative			
Votés	14 342		
Permanents			
	14 342	-	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Votés	177 296		
Permanents			
	177 296	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Votés	23 125		
Permanents			
	23 125	-	-
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales			
Votés	144 963		
Permanents			
	144 963	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Votés			
Permanents	130 870		
	130 870	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	707 048		
Permanents	234 434		
Total	**941 482**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				543				**34 982**
						3 657		**96 159**
–	–	–		543		3 657		**131 141**
				1 694				**314 578**
						3 303		**14 365**
–	–	–		1 694		3 303		**328 943**
								14 342
–	–	–		–		–		**14 342**
				(200)				**177 096**
–	–	–		(200)		–		**177 096**
2 916				157				**26 198**
2 916	–	–		157		–		**26 198**
				3 849				**148 812**
–	–	–		3 849		–		**148 812**
						132		**131 002**
–	–	–		–		132		**131 002**
2 916				6 044				**716 008**
						7 092		**241 526**
2 916	–	–		**6 044**		**7 092**		**957 534**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	3 599		
	3 599	-	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	65 690		
Autres services juridiques	2 500		
Commission des services juridiques	108 906		
	177 096	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Bourse d'études	4		
Projets et partenariats stratégiques	126		
	130	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	1 014		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	112 309		
	113 323	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**294 147**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
174		407		2 708						**3 289**	2 884
174		407		2 708		–		–		**3 289**	2 884
						65 690				**65 690**	68 027
						2 500				**2 500**	
								108 906		**108 906**	108 450
–		–		–		68 190		108 906		**177 096**	176 478
4										**4**	4
				101						**101**	110
4		–		101		–		–		**105**	114
						1 014				**1 014**	969
						106 225				**106 225**	107 950
–		–		–		107 239		–		**107 239**	108 919
178		**407**		**2 809**		**175 429**		**108 906**		**287 729**	**288 395**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	89 538	89 538	89 375
Fonctionnement	19 021	19 021	18 728
Capital	347	347	347
Support	185 241	178 823	179 944
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**294 147**	**287 729**	**288 395**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Rémunération	10 506	10 506	10 826
Fonctionnement	3 182	3 182	3 059
Capital	176	176	176
Support	995	995	3 301
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**14 860**	**14 860**	**17 361**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations		1 500
	–	1 500
Intérêts		
Gains sur fluctuation de change	67	5
Divers	4	1
	71	7
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	64	35
Subventions d'années antérieures	90	33
	155	68
Total des revenus divers	**225**	**1 575**
Total des revenus autonomes	**225**	**1 575**
Total des revenus	**225**	**1 575**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	141 532	120 029	3 880	17 623	
Permanents	703	703			
Ne nécessitant pas de crédits		2 898			
	142 235	123 630	3 880	17 623	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**142 235**	**123 630**	**3 880**	**17 623**	**-**
Votés	141 532	120 029	3 880	17 623	
Permanents	703	703			
Ne nécessitant pas de crédits		2 898			
Total	**142 235**	**123 630**	**3 880**	**17 623**	**-**
Dépenses	122 225	123 630		1 492	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	2 611		2 611		
Immobilisations tangibles	16 949		880	16 069	
Immobilisations en ressources informationnelles	450		389	61	
Total	**142 235**	**123 630**	**3 880**	**17 623**	**-**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Affaires internationales**				
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	40 734				2 714	563
2. Représentation du Québec à l'étranger	64 756	2 597	880	24	32 626	12 572
Amortissement des immobilisations						
3. Affaires bilatérales	13 043				4 716	623
4. Protocole et missions	3 159	6			2 240	882
5. Administration	19 839	7		365	10 923	7 819
Permanents(1)	703					703
Amortissement des immobilisations						
Total	**142 235**	**2 611**	**880**	**389**	**53 220**	**23 162**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	141 532	2 611	880	389	53 220	22 459
Permanents	703					703
Amortissement des immobilisations						
Total	**142 235**	**2 611**	**880**	**389**	**53 220**	**23 162**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	Nécessitant des crédits	+	Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	53 220				53 220
Fonctionnement	23 162		2 898		26 060
Créances douteuses et autres provisions					
Transfert	41 249				41 249
Affectation à un fonds spécial	3 102				3 102
Service de la dette					
Total	**120 733**		**2 898**		**123 630**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.								
	33 796	3 102					559	
							16 057	
								2 387
	7 344						360	
							31	
	108						617	
								511
–	**41 249**	**3 102**	**–**		**–**	**–**	**17 623**	**2 898**
	41 249	3 102					17 623	
								2 898
–	**41 249**	**3 102**	**–**		**–**	**–**	**17 623**	**2 898**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Affaires internationales				
Votés	138 991			
Permanents	110			
	139 100	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	138 991			
Permanents	110			
Total	**139 100**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 541				**141 532**
						594		**703**
–	–	–		2 541		594		**142 235**
				2 541				**141 532**
						594		**703**
–	–	–		**2 541**		**594**		**142 235**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Affaires internationales					
Organismes voués à la jeunesse	4 600				
Politiques et affaires francophones et multilatérales	34 218	1 724			
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	2 971	57		2	
Autres	113				
	41 902	1 781		2	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**41 902**	**1 781**		**2**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
				2 084				2 516		**4 600**	4 565
621		20		28 256		296		2 881		**33 796**	19 578
911		16		1 389		49		320		**2 744**	2 474
3		1		97		8				**108**	109
1 535		36		31 826		352		5 717		**41 249**	26 727
1 535		**36**		**31 826**		**352**		**5 717**		**41 249**	**26 727**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Support	41 902	41 249	26 727
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**41 902**	**41 249**	**26 727**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Rémunération	109	109	114
Fonctionnement	20	20	13
Support	2 973	2 973	2 975
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 102**	**3 102**	**3 102**

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	22 869 590	22 691 852
Impôt des sociétés	6 094 107 (1)	5 273 303
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	**28 963 698**	**27 965 155**
Taxes à la consommation		
Ventes	18 128 628	16 890 373
Carburants	15 176	16 836
Tabac	884 022	914 916
Boissons alcooliques	134 378	122 630
Pari mutuel	1 714	1 832
Total des taxes à la consommation	**19 163 918**	**17 946 586**
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	42 267	42 311
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	976	893
Droit supplétif – Mutations immobilières	(57)	(487)
Divers	37	45
	43 223	42 761
Total des droits et permis	**43 223**	**42 761**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	11 496	9 872
Perception – R.Q. – R.R.Q.	31 120	27 481
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	5 825	5 376
	48 441	42 728

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

(1) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la hausse constatée du bénéfice net des sociétés.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	233 700	204 745
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	114 860	120 255
Taxe sur la vente	74 062	74 359
Taxe sur les carburants	6 053	224
Taxe sur le tabac	(3 412)	(5)
Droits sur les profits d'exploitation minière	4 990	11 063
Remise en retard de biens non réclamés	824	904
Divers	14	3
	431 093	411 548
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	121	80
Dépôts judiciaires	538	127
Infractions aux lois fiscales	754	669
Pénalités	215 755	216 898
Frais – Chèques sans provision	1 355	1 478
	218 523	219 253
Recouvrements		
Contributions volontaires	8 515	10 398
	8 515	10 398
Total des revenus divers	**706 572**	**683 928**
Total des revenus autonomes	**48 877 411**	**46 638 431**
Total des revenus	**48 877 411**	**46 638 431**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 952	1 921
Ententes d'inscription avec les fabricants de médicaments	6 502	3 874
	8 454	5 795
Total des droits et permis	**8 454**	**5 795**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités – Internes	437	6 759
Tierces responsabilités – Externes	337	1 305
Assurance-hospitalisation – Étrangers	2 432	1 550
Divers	2	
	3 208	9 614
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 775	783
Subventions d'années antérieures	13	4 544
	2 788	5 327
Donations de tiers		
Commandites et partenariats – Subventions et contributions tiers non apparentés	10	19
	10	19
Total des revenus divers	**6 006**	**14 960**
Total des revenus autonomes	**14 460**	**20 755**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 768	29 752
	29 768	29 752
Total des transferts du gouvernement fédéral	**29 768**	**29 752**
Total des revenus	**44 227**	**50 507**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	151 302	125 167	1 305	24 829	
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		784			
	151 321	125 970	1 305	24 829	-
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	21 307 393	21 067 611		239 782	
Permanents	5 097 626	5 091 575		6 051	
Ne nécessitant pas de crédits		3 595			
	26 405 019	26 162 780	-	245 833	-
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	12 859	12 095	73	690	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		33			
	12 859	12 128	73	690	-
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	10 825 352	10 407 328		418 024	
Ne nécessitant pas de crédits					
	10 825 352	10 407 328	-	418 024	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**37 394 550**	**36 708 207**	**1 379**	**689 376**	**-**
Votés	21 471 553	21 204 874	1 379	265 301	
Permanents	15 922 997	15 498 922		424 075	
Ne nécessitant pas de crédits		4 411			
Total	**37 394 550**	**36 708 207**	**1 379**	**689 376**	**-**
Dépenses	37 390 776	36 708 207		686 980	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	195		18	177	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 579		1 361	2 219	
Total	**37 394 550**	**36 708 207**	**1 379**	**689 376**	**-**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Santé et services sociaux		**Fonctions de coordination**				
1. Direction et gestion ministérielle	126 921			1 305	60 254	43 545
Permanents(1)	19					19
Amortissement des immobilisations						
2. Organisme-conseil	2 764				264	487
3. Activités nationales	21 617					1 513
Total	**151 321**	**-**	**-**	**1 305**	**60 518**	**45 564**
PROGRAMME 2 Mission : Santé et services sociaux		**Services dispensés à la population**				
1. Santé publique	393 077					
Consommation de stocks						
2. Services généraux - Activités cliniques et d'aide	833 882					
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées	3 778 589					
4. Déficience physique	590 126					
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 002 747					
6. Jeunes en difficulté	1 300 006					
7. Dépendances	113 428					
8. Santé mentale	1 206 865					

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à procurer au Ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux.								
							21 817	
								784
	44						1 969	
	19 061						1 043	
-	**19 105**	**-**	**-**		**-**	**-**	**24 829**	**784**
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.								
	393 077							
								19
	833 882							
	3 778 589							
	590 126							
	1 002 747							
	1 300 006							
	113 428							
	1 206 865							

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Santé et services sociaux		**Services dispensés à la population**				
9. Santé physique	4 802 299					
Permanents(1)	3 753 209					
Permanents(2)	10 425					
Permanents(3)	37					
Consommation de stocks						
10. Administration	1 062 583					
11. Soutien aux services	912 434					
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 262 525					
13. Organismes communautaires et autres organismes	607 086					
14. Activités connexes	1 792 898					
Permanents(4)	932 333					
Permanents(5)	401 204					
Permanents(6)	419					
15. Service de la dette	1 515 135					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	127 939					
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	5 774					
Total	**26 405 019**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(4) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(5) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(6) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(7) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.								
	4 802 299							
	3 753 209 [7]							
	5 309						5 115	
							37	
								3 575
	1 062 583							
	912 434							
	1 262 525							
	607 086							
	1 535 313	151 134			1 824		104 627	
	931 652						682	
	401 204							
	201						217	
	1 515 135							
							127 939	
	381						5 392	
–	**26 008 052**	**151 134**	**–**		**1 824**	**–**	**244 009**	**3 595**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Santé et services sociaux		**Office des personnes handicapées du Québec**				
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	12 859		18	55	8 693	2 390
Amortissement des immobilisations						
Total	**12 859**	**–**	**18**	**55**	**8 693**	**2 390**
PROGRAMME 4 Mission : Santé et services sociaux		**Régie de l'assurance maladie du Québec**				
1. Services médicaux						
Permanents(1)	7 482 774					
Permanents(2)	6 146					
2. Services optométriques						
Permanents(1)	67 174					
3. Services dentaires						
Permanents(1)	197 640					
4. Services pharmaceutiques et médicaments						
Permanents(1)	2 740 985					
5. Autres services						
Permanents(1)	204 909					
6. Administration						
Permanents(1)	125 724					
Total	**10 825 352**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Cette somme inclut des dépenses de 3 753 209 k$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).								
	1 011						690	
								33
-	**1 011**	**-**	**-**		**-**	**-**	**690**	**33**
Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.								
	7 480 409						2 365	
	6 146							
	64 277						2 897	
	183 672						13 968	
	2 342 192						398 793	
	204 909							
	125 724							
-	**10 407 328** [3]	**-**	**-**		**-**	**-**	**418 024**	**-**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	21 471 553		18	1 361	69 212	47 935
Permanents	15 922 997					19
Amortissement des immobilisations						
Consommation des stocks						
Total	**37 394 550**	**-**	**18**	**1 361**	**69 212**	**47 954**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	69 212			69 212
Fonctionnement	47 954	817		48 771
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	36 435 497	3 595		36 439 091
Affectation à un fonds spécial	151 134			151 134
Service de la dette				
Total	**36 703 796**	**4 411**		**36 708 207**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	20 936 594	151 134			1 824		263 477	
	15 498 903						424 075	
								817
								3 595
-	**36 435 497**	**151 134**	**-**		**1 824**	**-**	**687 552**	**4 411**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Votés	145 403		
Permanents	19		
	145 422	-	-
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Votés	21 023 539		
Permanents	4 799 826		
	25 823 365	-	-
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Votés	12 859		
Permanents			
	12 859	-	-
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Votés			
Permanents	10 783 939		
	10 783 939	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	21 181 801		
Permanents	15 583 784		
Total	**36 765 584**	-	-

(1) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 122 709 k$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				5 899				**151 302**
								19
–	–	–		5 899		–		**151 321**
				283 854				**21 307 393**
						297 801		**5 097 626**
–	–	–		283 854		297 801		**26 405 019**
								12 859
–	–	–		–		–		**12 859**
						41 413		**10 825 352**
–	–	–		–		41 413		**10 825 352**
				289 752				**21 471 553**
						339 214[(1)]		**15 922 997**
–	–	–		**289 752**		**339 214**		**37 394 550**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Autres	20 079	42	4 896
	20 079	42	4 896
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Achat de vaccins et de produits biologiques	72 473		72 478
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	96 306		96 306
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	1 333 537		1 332 855
Établissements privés	580 874	2	580 862
Établissements publics	19 244 297	42 856	19 124 660
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	127 939		
Variation à la hausse (baisse) de provisions	63 663		63 663
Loyer - établissements du réseau	117 137		117 137
Organismes communautaires et autres organismes	607 086	2 040	1 164
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	87 685	21 921	
Rémunération des résidents en médecine	264 697		264 697
Ressources de type familial	596 295		596 295
Service de la dette	1 334 335		1 333 527
Services hospitaliers hors Québec	243 312		34 756
Services sanitaires aériens	32 079		
Système du sang	420 408		386 416
Transporteurs ambulanciers	535 611	402 788	
Autres	476 693	3 317	235 262
	26 234 427	472 924	24 240 080
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 041		135
	1 041	-	135
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	186 681		
Bourses d'études et de recherche	18 228		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	125 724		
Services dentaires	197 640		
Services médicaux	7 488 920		
Services optométriques	67 174		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 740 985		
	10 825 352	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**37 080 899**	**472 966**	**24 245 111**

(1) Ces sommes incluent des dépenses de 3 595 k$ ne nécessitant pas de crédits. Ces dernières sont liées à la consommation de stocks.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
93		28		3 737		104		10 204		**19 105**	18 510
93		28		3 737		104		10 204		**19 105**	18 510
5				9						**72 492** (1)	102 044
										96 306	96 306
										1 332 855	1 129 587
				10						**580 874**	575 124
3 288		68		52 959		7 428		11 461		**19 242 720** (1)	18 246 565
										63 663	26 528
										117 137	123 989
71		1 288		602 524						**607 086**	579 452
						65 764				**87 685**	81 219
										264 697	262 893
										596 295	586 725
				808						**1 334 335**	1 228 590
								208 556		**243 312**	234 890
								32 079		**32 079**	28 891
				986				33 005		**420 408**	445 236
714				1 500				130 609		**535 611**	551 949
5 106		398		59 463				80 547		**384 092**	365 303
9 183		1 754		718 258		73 191		496 256		**26 011 647** (1)	24 665 291
128				695		4		50		**1 011**	1 023
128		-		695		4		50		**1 011**	1 023
						186 681				**186 681**	176 396
						18 228				**18 228**	14 110
								125 724		**125 724**	113 391
						11 490		172 183		**183 672**	182 608
								7 486 555		**7 486 555**	7 383 797
								64 277		**64 277**	59 466
						1 780 066		562 126		**2 342 192**	2 502 090
-		-		-		1 996 464		8 410 865		**10 407 328**	10 431 859
9 405		**1 783**		**722 690**		**2 069 763**		**8 917 374**		**36 439 091** (1)	**35 116 683**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	23 884 545	23 884 545	23 267 960
Fonctionnement	7 731 041	7 729 217	7 078 579
Capital	881 267	881 267	839 443
Intérêt	348 160	348 160	321 940
Support	4 235 886	3 595 902	3 608 762
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**37 080 899**	**36 439 091**	**35 116 683**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Support	170 593	151 134	160 590
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**170 593**	**151 134**	**160 590**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	21 100	24 080
Production industrielle de boissons	1 294	1 172
	22 394	25 252
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 663	4 841
Appareils d'amusement	1 667	1 766
Bingo	1 120	1 154
Loteries	5 061	5 270
Courses	59	64
	12 570	13 096
Autres		
Études de dossiers	789	801
Organisation – Spectacles sportifs de combat	248	229
Permis d'explosifs	403	368
Divers	30	27
	1 469	1 426
Total des droits et permis	**36 432**	**39 774**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	261	191
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	1 388	436
Location de chambres et pension	3 661	3 261
Conciliation et enquête – Déontologie policière	1 343	774
Divers	24	20
	6 676	4 683
Intérêts		
Divers	27	31
	27	31
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	1 227	1 978
Infractions à diverses lois	179	4
Divers	17	26
	1 423	2 007

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 948	1 239
Subventions d'années antérieures	644	1 394
Recouvrement – Services policiers – Retraite Québec	239	376
Divers	19	13
	4 850	3 022
Donations de tiers		
Subventions et contributions - Autres	53	30
	53	30
Total des revenus divers	**13 028**	**9 773**
Total des revenus autonomes	**49 460**	**49 547**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière – Catastrophes	(1 858)	1 575
	(1 858)	1 575
Total des transferts du gouvernement fédéral	**(1 858)**	**1 575**
Total des revenus	**47 603**	**51 122**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	738 142	731 414	6 727		
Permanents	97 954	97 954			
Ne nécessitant pas de crédits		4 128			
	836 096	833 496	6 727	-	-
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	691 302	675 773	15 524	5	
Permanents	1 229	1 229			
Ne nécessitant pas de crédits		14 963			
	692 531	691 966	15 524	5	-
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	46 709	45 791	919		
Permanents	34	6		28	
Ne nécessitant pas de crédits		63			
	46 744	45 860	919	28	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 575 371**	**1 571 321**	**23 170**	**34**	**-**
Votés	1 476 153	1 452 978	23 170	5	
Permanents	99 217	99 189		28	
Ne nécessitant pas de crédits		19 154			
Total	**1 575 371**	**1 571 321**	**23 170**	**34**	**-**
Dépenses	1 552 201	1 571 321		34	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	9		9		
Immobilisations tangibles	11 903		11 903		
Immobilisations en ressources informationnelles	11 258		11 258		
Total	**1 575 371**	**1 571 321**	**23 170**	**34**	**-**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Sécurité, prévention et gestion interne**				
1. Direction et services supports à la gestion	22 364				18 265	3 935
Permanents(1)	10					10
2. Services correctionnels	353 662	3			275 608	77 418
3. Expertises judiciaires	9 671				8 255	1 416
4. Affaires policières et sécurité-protection	110 763	3			29 899	8 826
5. Sécurité civile et sécurité incendie	36 896				9 399	4 697
Permanents(2)	97 944				4 474	4 958
6. Éléments de gestion centrale	204 784		1 761	4 960	50 738	147 326
Amortissement des immobilisations						
Total	**836 096**	**6**	**1 761**	**4 960**	**396 637**	**248 586**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Sûreté du Québec**				
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	441 757	2			215 913	9 598
Permanents(1)	1 227				1 227	
2. Gestion interne et soutien	249 545		10 134	5 387	47 001	84 121
Permanents(2)	2					
Amortissement des immobilisations						
Total	**692 531**	**2**	**10 134**	**5 387**	**264 140**	**93 720**

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.								
	165							
	632							
	72 036							
	22 799							
	88 512							
								4 128
–	**184 145**	**–**	**–**		**–**	**–**	**–**	**4 128**
Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.								
		216 238					5	
		102 901						
2								
								14 963
2	**–**	**319 140**	**–**		**–**	**–**	**5**	**14 963**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Organismes relevant du ministre**				
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	14 132			911	10 434	2 787
Permanents(1)	31					
Permanents(2)	3					
Amortissement des immobilisations						
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	5 057		1		4 265	790
3. Bureau du coroner	9 000				5 636	3 364
4. Commissaire à la déontologie policière	3 102		5		2 620	478
5. Comité de déontologie policière	1 775				1 271	504
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	8 945		1		6 425	2 518
7. Bureau des enquêtes indépendantes	4 698				3 483	1 215
Total	**46 744**	**–**	**8**	**911**	**34 134**	**11 657**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 476 153	9	11 903	11 258	689 211	348 994
Permanents	99 217				5 700	4 968
Amortissement des immobilisations						
Total	**1 575 371**	**9**	**11 903**	**11 258**	**694 911**	**353 962**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES				
	Nécessitant des crédits	+	Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	694 911				694 911
Fonctionnement	353 962		19 154		373 117
Créances douteuses et autres provisions	8				8
Transfert	184 145				184 145
Affectation à un fonds spécial	319 140				319 140
Service de la dette					
Total	**1 552 167**		**19 154**		**1 571 321**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.								
6							25	
							3	
								63
6	**–**	**–**	**–**		**–**	**–**	**28**	**63**
	95 633	319 140					5	
8	88 512						28	
								19 154
8	**184 145**	**319 140**	**–**		**–**	**–**	**34**	**19 154**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Votés	724 461		
Permanents	27 747		
	752 208	-	-
Programme 2 - Sûreté du Québec			
Votés	644 801		
Permanents			
	644 801	-	-
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Votés	50 371		
Permanents	34		
	50 406	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 419 633		
Permanents	27 781		
Total	**1 447 414**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				13 681				**738 142**
						70 207		**97 954**
-	**-**	**-**		13 681		70 207		**836 096**
1 288				45 214				**691 302**
		1 227				2		**1 229**
1 288	-	1 227		45 214		2		**692 531**
				(3 662)				**46 709**
								34
-	**-**	**-**		(3 662)		**-**		**46 744**
1 288				55 233				**1 476 153**
		1 227				70 209		**99 217**
1 288	**-**	**1 227**		**55 233**		**70 209**		**1 575 371**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre pour la prévention de sinistres	5 458		
Formation des policiers et des pompiers	9 282		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 772		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	25 543		
Sécurité civile	100 594	16 225	
Services policiers en milieu autochtone	34 006		
Autres	2 490		
	184 145	16 225	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**184 145**	**16 225**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
	5 458				**5 458**	279
	3 600			5 682	**9 282**	9 782
	6 740	15		18	**6 772**	6 887
20	7 123	18 354		45	**25 543**	23 535
	28 863	5 420	50 086		**100 594**	10 833
	34 006				**34 006**	32 518
110	1 554	824	2		**2 490**	3 130
130	87 343	24 614	50 088	5 745	**184 145**	86 963
130	**87 343**	**24 614**	**50 088**	**5 745**	**184 145**	**86 963**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Fonctionnement	5 405	5 405	5 405
Capital	1 415	1 415	1 313
Support	177 325	177 325	80 245
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**184 145**	**184 145**	**86 963**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Rémunération	253 534	253 534	249 859
Fonctionnement	59 071	59 071	68 143
Capital	6 534	6 534	6 631
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**319 140**	**319 140**	**324 633**

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	212 889	212 889			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	212 899	212 899	-	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**212 899**	**212 899**	**-**	**-**	**-**
Votés	212 889	212 889			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	**212 899**	**212 899**	**-**	**-**	**-**
Dépenses	212 899	212 899			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	**212 899**	**212 899**	**-**	0	**-**

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement du tourisme**				
1. Tourisme Québec	124 717					
Permanents(1)	10					
2. Société du Centre des congrès de Québec	16 914					
3. Société du Palais des congrès de Montréal	33 827					
4. Régie des installations olympiques	37 432					
Total	**212 899**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	212 889					
Permanents	10					
Total	**212 899**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération				
Fonctionnement				
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	88 172			88 172
Affectation à un fonds spécial	124 727			124 727
Service de la dette				
Total	**212 899**	**–**		**212 899**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.								
		124 717						
		10						
	16 914							
	33 827							
	37 432							
-	**88 172**	**124 727**	-		-	-	-	-
	88 172	124 717						
		10						
-	**88 172**	**124 727**	-		-	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme				
Votés	147 712			
Permanents	10			
	147 721	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	147 712			
Permanents	10			
Total	**147 721**	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				65 178				**212 889**
								10
–	**–**	**–**		65 178		**–**		**212 899**
				65 178				**212 889**
								10
–	**–**	**–**		**65 178**		**–**		**212 899**

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme					
Régie des installations olympiques	37 432				
Société du Centre des congrès de Québec	16 914				
Société du Palais des congrès de Montréal	33 827				
	88 172	-		-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**88 172**	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
								37 432		**37 432**	37 935
								16 914		**16 914**	16 529
								33 827		**33 827**	34 049
–		–		–		–		88 172		**88 172**	88 513
–		–		–		–		**88 172**		**88 172**	**88 513**

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	18 109	18 109	18 148
Fonctionnement	19 902	19 902	23 312
Capital	39 591	39 591	35 957
Intérêt	10 570	10 570	11 096
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**88 172**	**88 172**	**88 513**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Rémunération	10 963	10 963	11 773
Fonctionnement	4 822	4 822	4 977
Capital	4 784	4 784	5 443
Intérêt	1 298	1 298	1 016
Support	102 861	102 861	35 372
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**124 727**	**124 727**	**58 580**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	35 678	34 702
Transport commercial public	385	337
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 612	2 680
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 795	2 779
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	184	182
	41 653	40 679
Autres		
Transfert de permis	237	908
	237	908
Total des droits et permis	**41 890**	**41 587**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	37	81
Location de terrains et bâtisses	799	723
Frais de publication – Demandes de permis	116	100
Analyse en laboratoire	103	122
Divers	85	120
	1 140	1 146
Intérêts		
Divers	6	4
	6	4
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	52	11
Alcofrein	817	699
Divers	1	
	870	710
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 102	7 046
Subventions d'années antérieures	508	2 081
Dépenses sous forme d'indemnités	(6)	(55)
	2 604	9 072
Total des revenus divers	**4 620**	**10 932**
Total des revenus autonomes	**46 510**	**52 519**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	154	302
	154	302
Total des transferts du gouvernement fédéral	**154**	**302**
Total des revenus	**46 664**	**52 821**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	651 504	607 725	34 795	8 984	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		13 590			
	651 504	621 315	34 795	8 984	-
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	59 222	55 040	3 141	1 042	
Permanents	38	34		4	
Ne nécessitant pas de crédits		8 608			
	59 260	63 681	3 141	1 046	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**710 764**	**684 997**	**37 936**	**10 029**	**-**
Votés	710 726	662 765	37 936	10 025	
Permanents	38	34		4	
Ne nécessitant pas de crédits		22 198			
Total	**710 764**	**684 997**	**37 936**	**10 029**	**-**
Dépenses	665 511	684 997		2 713	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	719		719		
Immobilisations tangibles	37 834		32 348	5 485	
Immobilisations en ressources informationnelles	6 700		4 869	1 831	
Total	**710 764**	**684 997**	**37 936**	**10 029**	**-**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Infrastructures et systèmes de transport**				
1. Transport terrestre	488 770	719 (1)	8 631	1 575	45 869	309 838
Amortissement des immobilisations						
2. Transport maritime	117 173		53		733	77
Amortissement des immobilisations						
3. Transport aérien	35 076		23 665		917	5 020
Amortissement des immobilisations						
4. Commission des transports du Québec	10 485			152	7 709	1 807
Amortissement des immobilisations						
Total	**651 504**	**719**	**32 348**	**1 728**	**55 228**	**316 741**

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Administration et services corporatifs**				
1. Direction	9 814				8 843	642
Permanents(1)	10					6
Amortissement des immobilisations						
2. Services corporatifs	42 928			3 141	27 260	11 561
Permanents(2)	28					
Amortissement des immobilisations						
3. Planification, recherche et développement	6 480				5 771	577
Amortissement des immobilisations						
Total	**59 260**	**–**	**–**	**3 141**	**41 873**	**12 785**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.								
	115 026						7 113	
								2 452
	115 811						500	
								113
	4 919						554	
								9 977
							816	
								1 049
–	**235 756**	**–**	**–**		**–**	**–**	**8 984**	**13 590**
Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.								
	297						33	
							4	
								1
							966	
28								
								8 605
	90						43	
								2
28	**387**	**–**	**–**		**–**	**–**	**1 046**	**8 608**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	710 726	719	32 348	4 869	97 101	329 520
Permanents	38					6
Amortissement des immobilisations						
Total	**710 764**	**719**	**32 348**	**4 869**	**97 101**	**329 526**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	97 101			97 101
Fonctionnement	329 526	22 198		351 724
Créances douteuses et autres provisions	28			28
Transfert	236 143			236 143
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**662 798**	**22 198**		**684 997**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	236 143						10 025	
28							4	
								22 198
28	**236 143**	**-**	**-**		**-**	**-**	**10 029**	**22 198**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Votés	654 827		
Permanents			
	654 827	-	-
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Votés	55 899		
Permanents	35		
	55 934	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	710 726		
Permanents	35		
Total	**710 761**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(3 323)				**651 504**
–	–	–		(3 323)		–		**651 504**
				3 323				**59 222**
						3		**38**
–	–	–		3 323		3		**59 260**
								710 726
						3		**38**
–	–	–		–		**3**		**710 764**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	2 550	597	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	11 111		
Aide aux chemins d'accès isolés	944		
Aide spécifique pour le transport adapté	85 102		
Société des Traversiers du Québec	111 070		
Soutien au déploiement des autobus scolaires électriques			
Transport aérien	4 919		
Transport ferroviaire	350		
Transport maritime	4 741	1 755	
Transport terrestre	15 711		
	236 499	2 353	-
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport	90		
Autres	297	11	
	387	11	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**236 886**	**2 364**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
						1 902				**2 499**	1 488
								11 111		**11 111**	9 432
		944								**944**	713
		84 410		1						**84 410**	76 416
								111 070		**111 070**	100 782
											3 000
		51		4 010		858				**4 919**	6 145
				350						**350**	2 500
		2 876		110						**4 741**	5 535
		2 709		13 002						**15 711**	1 335
-		90 990		17 473		2 760		122 181		**235 756**	207 345
				90						**90**	50
30		13		243						**297**	210
30		13		333		-		-		**387**	260
30		**91 003**		**17 806**		**2 760**		**122 181**		**236 143**	**207 605**

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	42 128	42 128	40 978
Fonctionnement	51 533	51 533	40 684
Capital	29 726	29 726	26 725
Intérêt	10 584	10 584	12 361
Support	102 915	102 173	86 856
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**236 886**	**236 143**	**207 605**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	13 287	13 295
Publicité légale des entreprises	14 794	14 080
Divers	2	
	28 083	27 376
Total des droits et permis	**28 083**	**27 376**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	770	
Frais de perception	2 133	1 865
Divers	4	6
	2 907	1 871
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	23 807	21 359
Divers	12	11
	23 819	21 370
Amendes et confiscations		
Frais – Chèques sans provision	234	215
	234	215
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	560	548
Subventions d'années antérieures	52	86
Aide financière de dernier recours	78 147	79 926
Aide financière de dernier recours – R.Q. – R.R.Q.	14	117
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	14 693	15 291
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	1 738	1 640
Divers	11	(7)
	95 214	97 600
Total des revenus divers	**122 173**	**121 056**
Total des revenus autonomes	**150 256**	**148 432**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Entente relative au marché du travail	633 682	635 785
Entente sur le marché du travail – Pacte pour l'emploi	113 992	114 383
	793 567	796 061
Total des transferts du gouvernement fédéral	**793 567**	**796 061**
Total des revenus	**943 823**	**944 493**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	842 183	842 183			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	842 183	842 183	-	-	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	2 932 571	2 930 931		1 640	
Permanents	19 022	19 022			
Ne nécessitant pas de crédits					
	2 951 593	2 949 953	-	1 640	-
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	516 385	515 579	27	779	
Permanents	33	33			
Ne nécessitant pas de crédits		295			
	516 418	515 907	27	779	-
PROGRAMME 4					
Travail					
Votés	25 342	25 158		184	
Permanents	10	10		1	
Ne nécessitant pas de crédits					
	25 353	25 168	-	185	-
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	77 744	77 360		384	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	77 744	77 360	-	384	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 413 291**	**4 410 571**	**27**	**2 989**	**-**
Votés	4 394 226	4 391 211	27	2 988	
Permanents	19 065	19 065		1	
Ne nécessitant pas de crédits		295			
Total	**4 413 291**	**4 410 571**	**27**	**2 989**	**-**
Dépenses	4 410 835	4 410 571		559	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1 681		1	1 680	
Immobilisations tangibles	775		26	749	
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	**4 413 291**	**4 410 571**	**27**	**2 989**	**-**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Mesures d'aide à l'emploi**				
1. Mesures d'aide à l'emploi	842 183					
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre de l'Entente sur le marché du travail						
Total	**842 183**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide financière**				
1. Aide aux personnes et aux familles	2 882 859					
Permanents(1)	19 022					
2. Action communautaire	23 793					
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	25 919					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi						
Total	**2 951 593**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais de l'Entente sur le marché du travail.								
	12 000	830 183						
-	**12 000**	**830 183**	**-**		**-**	**-**	**-**	**-**
Ce programme vise à rendre accessibles à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre les ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer, à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires le financement en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise aussi à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière de dernier recours en mesures d'aide à l'emploi.								
	2 857 679	23 539					1 640	
19 022								
	4 075	19 718						
	25 919							
19 022	**2 887 674**	**43 257**	**-**		**-**	**-**	**1 640**	**-**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Administration**				
1. Gouvernance et services à l'organisation	178 898		26		46 272	66 103
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Relations avec la clientèle et services aux citoyens et aux entreprises	337 487	1			130 255	19 839
Permanents(2)	23					23
Total	**516 418**	**1**	**26**	**–**	**176 528**	**85 975**
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Travail**				
1. Relations du travail	19 072				7 529	1 009
Permanents(1)	10					10
Permanents(2)	1					
2. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Tribunal administratif du travail	6 270					
Total	**25 353**	**–**	**–**	**–**	**7 529**	**1 019**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les cours reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.								
	338	65 380					779	
								295
		187 392						
–	**338**	**252 772**	**–**		**–**	**–**	**779**	**295**
Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail.								
	10 384						150	
							1	
		6 236					35	
–	**10 384**	**6 236**	**–**		**–**	**–**	**185**	**–**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la Capitale-Nationale**				
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	59 389				1 260	256
2. Commission de la capitale nationale du Québec	18 355					
Total	**77 744**	**–**	**–**	**–**	**1 260**	**256**

(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 394 226	1	26		185 316	87 207
Permanents	19 065					42
Amortissement des immobilisations						
Total	**4 413 291**	**1**	**26**	**–**	**185 316**	**87 249**

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	185 316			185 316
Fonctionnement	87 249	295		87 544
Créances douteuses et autres provisions	19 022			19 022
Transfert	2 971 240			2 971 240
Affectation à un fonds spécial	1 147 448			1 147 448
Service de la dette				
Total	**4 410 276**	**295**		**4 410 571**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.								
	42 490	15 000					384	
	18 355							
–	**60 844**	**15 000**	**–**		**–**	**–**	**384**	**–**
	2 971 240	1 147 448					2 988	
19 022							1	
								295
19 022	**2 971 240**	**1 147 448**	**–**		**–**	**–**	**2 989**	**295**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		+
	Votés et permanents	**Votés au cours d'années antérieures**	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Votés	799 939		
Permanents			
	799 939	-	-
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Votés	2 914 088		
Permanents	5 500		
	2 919 588	-	-
Programme 3 - Administration			
Votés	492 560		
Permanents	10		
	492 569	-	-
Programme 4 - Travail			
Votés	17 437		
Permanents	10		
	17 447	-	-
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Votés	55 744		
Permanents			
	55 744	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	4 279 768		
Permanents	5 520		
Total	**4 285 288**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				42 244				**842 183**
–	–	–		42 244		–		**842 183**
				18 483				**2 932 571**
						13 522		**19 022**
–	–	–		18 483		13 522		**2 951 593**
7 250				16 575				**516 385**
						23		**33**
7 250	–	–		16 575		23		**516 418**
				7 905				**25 342**
								10
–	–	–		7 905		–		**25 353**
				22 000				**77 744**
–	–	–		22 000		–		**77 744**
7 250				107 208				**4 394 226**
						13 545		**19 065**
7 250	–	–		**107 208**		**13 545**		**4 413 291**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	12 000	12 000	
	12 000	12 000	-
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Aide aux personnes et aux familles	2 857 679	27	
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	25 919		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	201		
Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement			
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire	3 874		
	2 887 674	27	-
Programme 3 - Administration			
Autres	338		
	338	-	-
Programme 4 - Travail			
Autres	10 515		
	10 515	-	-
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	36 800		
Commission de la capitale nationale du Québec	18 355		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 791	7	
Autres			
	60 946	7	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 971 472**	**12 034**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2018	Total 2017
										12 000	12 000
–		–		–		–		–		**12 000**	12 000
				4 636		2 853 017				**2 857 679**	2 881 732
						24 091		1 829		**25 919**	26 071
				201						**201**	413
											627
				3 874						**3 874**	3 874
–		–		8 711		2 877 107		1 829		**2 887 674**	2 912 717
				337				1		**338**	1 338
–		–		337		–		1		**338**	1 338
				102				10 282		**10 384**	6 004
–		–		102		–		10 282		**10 384**	6 004
		31 800						5 000		**36 800**	38 800
								18 355		**18 355**	19 375
3		177		5 301		201				**5 690**	7 291
											203
3		31 977		5 301		201		23 355		**60 844**	65 669
3		**31 977**		**14 451**		**2 877 308**		**35 466**		**2 971 240**	**2 997 728**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Rémunération	14 925	14 925	10 675
Fonctionnement	6 631	6 631	6 897
Capital	6 197	6 197	7 463
Intérêt	2 713	2 713	3 065
Support	2 941 006	2 940 774	2 969 628
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 971 472**	**2 971 240**	**2 997 728**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Rémunération	162 877	162 851	153 302
Fonctionnement	84 933	84 925	85 237
Capital	10 615	10 615	9 997
Intérêt	616	616	692
Support	888 441	888 441	858 445
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 147 483**	**1 147 448**	**1 107 672**

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017
ASSEMBLÉE NATIONALE						
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	19 195				**19 195**	13 418
Total du portefeuille	**19 195**		**–**		**19 195**	**13 418**
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE						
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées			182 460		**182 460** (1)	317
Infrastructures 2008			125 016		**125 016** (2)	60 152
Programme d'infrastructures 2015			9 061		**9 061**	4 432
Total du portefeuille	**–**		**316 537**		**316 537**	**64 901**
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION						
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	124				**124**	433
Financement des programmes de gestion des risques agricoles			108 064		**108 064** (3)	93 259
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	2 325				**2 325**	1 885
Total du portefeuille	**2 450**		**108 064**		**110 514**	**95 577**
CONSEIL EXÉCUTIF						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	13 034				**13 034**	12 072
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	4				**4**	2
Total du portefeuille	**13 038**		**–**		**13 038**	**12 074**
CULTURE ET COMMUNICATIONS						
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 104				**1 104**	1 181
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 229				**1 229**	809
Financement des unités autonomes de service	1 144				**1 144**	1 466
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	25				**25**	
Infrastructures 2008			1 756		**1 756**	3 782
Total du portefeuille	**3 501**		**1 756**		**5 257**	**7 239**
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES						
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	2 417		495		**2 911**	3 028
Total du portefeuille	**2 417**		**495**		**2 911**	**3 028**

(1) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par la création du compte à fin déterminée en 2016-2017 dont les principales activités ont débuté en 2017-2018.

(2) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la réalisation des travaux plus intensive que prévu dans le cadre de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds Chantier Canada volet Grands projets.

(3) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la nouvelle contribution relative à l'Initiative Canada-Québec d'aide aux entreprises agricoles affectées par les épisodes exceptionnels de grêle en 2017 dans le cadre du programme Agri-relance et par la hausse des réclamations des producteurs agricoles relative au programme Agri-stabilité.

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord						90
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires			25 763		**25 763** (4)	
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	2 056				**2 056**	1 365
Programme d'infrastructure du savoir			1 087		**1 087**	664
Total du portefeuille	**2 056**		**26 850**		**28 907**	**2 119**
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR						
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			30 091		**30 091**	30 198
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 460				**1 460**	10 623
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis			23 646		**23 646** (5)	11 506
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires			124 426		**124 426** (6)	41 091
Formation dans les pénitenciers fédéraux			4 122		**4 122**	3 094
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	187		735		**922**	1 422
Total du portefeuille	**1 646**		**183 019**		**184 665**	**97 933**
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES						
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	8				**8**	7
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	582				**582**	512
Total du portefeuille	**590**		**-**		**590**	**519**
FINANCES						
Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence			481 130		**481 130**	486 974
Total du portefeuille	**-**		**481 130**		**481 130**	**486 974**
FORÊTS, FAUNE ET PARCS						
Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources						6 345
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	2 656				**2 656**	4 067
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	723		194		**917**	1 679
Total du portefeuille	**3 379**		**194**		**3 573**	**12 091**
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION						
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	1 769				**1 769**	5 846
Total du portefeuille	**1 769**		**-**		**1 769**	**5 846**

(4) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par la création du compte à fin déterminée en 2016-2017 dont les principales activités ont débuté en 2017-2018.

(5) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par des investissements en immobilisations plus élevés en 2017-2018.

(6) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par des travaux en immobilisations plus importants.

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017
JUSTICE						
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions			686		**686**	722
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux			250		**250**	331
Total du portefeuille	**-**		**936**		**936**	**1 053**
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	113				**113**	75
Total du portefeuille	**113**		**-**		**113**	**75**
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 390				**107 390**	103 400
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie						300
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 450				**19 450**	19 687
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires			4 073		**4 073**	
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	584		2 178		**2 762**	4 526
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	11 121				**11 121**	18 082
Total du portefeuille	**138 545**		**6 251**		**144 796**	**145 995**
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Administration de la Loi sur les armes à feu			4 913		**4 913**	4 563
Financement des unités autonomes de service	152		3 500		**3 652**	3 645
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 022				**3 022**	2 583
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	895		166 316		**167 211** (7)	16 017
Total du portefeuille	**4 069**		**174 729**		**178 797**	**26 807**
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS						
Financement des infrastructures ferroviaires						121
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux			33		**33**	
Total du portefeuille	**-**		**33**		**33**	**121**
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE						
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés						5 649
Financement du Bureau d'évaluation médicale	3 811				**3 811**	3 495
Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	360				**360**	1 543
Total du portefeuille	**4 171**		**-**		**4 171**	**10 687**
TOTAL	**196 939**		**1 299 992**		**1 496 932**	**986 458**

(7) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la hausse des dépenses de transferts dans le cadre du Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations printanières de 2017 au Québec.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	ASSEMBLÉE NATIONALE		
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
	Total du portefeuille	–	–
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		
3	Infrastructures 2008		
4	Programme d'infrastructures 2015		
	Total du portefeuille	–	–
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
5	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
6	Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
7	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	CONSEIL EXÉCUTIF		
8	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
9	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	CULTURE ET COMMUNICATIONS		
10	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 104
11	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		1 229
12	Financement des unités autonomes de service		1 144
13	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		25
14	Infrastructures 2008		1 756
	Total du portefeuille	–	**5 257**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
15	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION		
16	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
17	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
18	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
19	Programme d'infrastructure du savoir		
	Total du portefeuille	–	–

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
				19 195		**19 195**	13 418	1
–		**–**		**19 195**		**19 195**	**13 418**	
182 460						**182 460**	317	2
125 016						**125 016**	60 152	3
9 061						**9 061**	4 432	4
316 537		**–**		**–**		**316 537**	**64 901**	
124						**124**	433	5
108 064						**108 064**	93 259	6
2 325						**2 325**	1 885	7
110 514		**–**		**–**		**110 514**	**95 577**	
				13 034		**13 034**	12 072	8
				4		**4**	2	9
–		**–**		**13 038**		**13 038**	**12 074**	
						1 104	1 181	10
						1 229	809	11
						1 144	1 466	12
						25		13
						1 756	3 782	14
–		**–**		**–**		**5 257**	**7 239**	
2 911						**2 911**	3 028	15
2 911		**–**		**–**		**2 911**	**3 028**	
							90	16
25 763						**25 763**		17
2 056						**2 056**	1 365	18
1 087						**1 087**	664	19
28 907		**–**		**–**		**28 907**	**2 119**	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
20	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		30 091
21	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
22	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		23 646
23	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		124 426
24	Formation dans les pénitenciers fédéraux		4 122
25	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		922
	Total du portefeuille	**-**	**183 206**
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
26	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
27	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	FINANCES		
28	Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
29	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources		
30	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
31	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
32	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		1 769
	Total du portefeuille	**-**	**1 769**
	JUSTICE		
33	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
34	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	**-**	**-**
	RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE		
35	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
	Total du portefeuille	**-**	**-**

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
						30 091	30 198	20
1 460						**1 460**	10 623	21
						23 646	11 506	22
						124 426	41 091	23
						4 122	3 094	24
						922	1 422	25
1 460		**–**		**–**		**184 665**	**97 933**	
8						**8**	7	26
582						**582**	512	27
590		**–**		**–**		**590**	**519**	
481 130						**481 130**	486 974	28
481 130		**–**		**–**		**481 130**	**486 974**	
							6 345	29
2 656						**2 656**	4 067	30
917						**917**	1 679	31
3 573		**–**		**–**		**3 573**	**12 091**	
						1 769	5 846	32
–		**–**		**–**		**1 769**	**5 846**	
				686		**686**	722	33
		250				**250**	331	34
–		**250**		**686**		**936**	**1 053**	
113						**113**	75	35
113		**–**		**–**		**113**	**75**	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
36	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 390	
37	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie		
38	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 450	
39	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	4 073	
40	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	2 762	
41	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	11 121	
	Total du portefeuille	**144 796**	**–**
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
42	Administration de la Loi sur les armes à feu		
43	Financement des unités autonomes de service		
44	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
45	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	**–**	**–**
	TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS		
46	Financement des infrastructures ferroviaires		
47	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	**–**	**–**
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
48	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
49	Financement du Bureau d'évaluation médicale		
50	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux		
	Total du portefeuille	**–**	**–**
	TOTAL	**144 796**	**190 231**

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
						107 390	103 400	36
							300	37
						19 450	19 687	38
						4 073		39
						2 762	4 526	40
						11 121	18 082	41
–		**–**		**–**		**144 796**	**145 995**	
				4 913		**4 913**	4 563	42
				3 652		**3 652**	3 645	43
				3 022		**3 022**	2 583	44
				167 211		**167 211**	16 017	45
–		**–**		**178 797**		**178 797**	**26 807**	
							121	46
33						**33**		47
33		**–**		**–**		**33**	**121**	
							5 649	48
				3 811		**3 811**	3 495	49
				360		**360**	1 543	50
–		**–**		**4 171**		**4 171**	**10 687**	
945 767		**250**		**215 888**		**1 496 932**	**986 458**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ASSEMBLÉE NATIONALE	
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
	Total du portefeuille	**–**
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
2	Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	181 747
3	Infrastructures 2008	124 786
4	Programme d'infrastructures 2015	8 752
	Total du portefeuille	**315 285**
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
5	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	124
6	Financement des programmes de gestion des risques agricoles	107 296
7	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	1 129
	Total du portefeuille	**108 549**
	CONSEIL EXÉCUTIF	
8	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	13 000
9	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**13 000**
	CULTURE ET COMMUNICATIONS	
10	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
11	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 229
12	Financement des unités autonomes de service	
13	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
14	Infrastructures 2008	1 756
	Total du portefeuille	**2 984**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
15	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	203
	Total du portefeuille	**203**
	ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION	
16	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
17	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	25 541
18	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
19	Programme d'infrastructure du savoir	1 087
	Total du portefeuille	**26 628**

(1) Ce montant inclut 15 066 k$ en immobilisations pour des travaux effectués à l'hôtel du Parlement du Québec.

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
375		18 820 (1)		**19 195**	13 418	1
375		**18 820**		**19 195**	**13 418**	
514		199		**182 460**	317	2
202		28		**125 016**	60 152	3
198		110		**9 061**	4 432	4
915		**337**		**316 537**	**64 901**	
				124	433	5
327		441		**108 064**	93 259	6
101		1 096		**2 325**	1 885	7
428		**1 537**		**110 514**	**95 577**	
		34		**13 034**	12 072	8
		4		**4**	2	9
–		**38**		**13 038**	**12 074**	
		1 104		**1 104**	1 181	10
				1 229	809	11
405		738		**1 144**	1 466	12
		25		**25**		13
				1 756	3 782	14
405		**1 867**		**5 257**	**7 239**	
842		1 867		**2 911**	3 028	15
842		**1 867**		**2 911**	**3 028**	
					90	16
214		9		**25 763**		17
		2 056		**2 056**	1 365	18
				1 087	664	19
214		**2 065**		**28 907**	**2 119**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
20	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	13 558
21	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	405
22	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	23 646
23	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	124 037
24	Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 122
25	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	735
	Total du portefeuille	**166 503**
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
26	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
27	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**–**
	FINANCES	
28	Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	481 130
	Total du portefeuille	**481 130**
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
29	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources	
30	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	120
31	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	29
	Total du portefeuille	**148**
	IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	
32	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**–**
	JUSTICE	
33	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
34	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**–**
	RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	
35	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
	Total du portefeuille	**–**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
131		16 401		**30 091**	30 198	20
		1 055		**1 460**	10 623	21
				23 646	11 506	22
		389		**124 426**	41 091	23
				4 122	3 094	24
		187		**922**	1 422	25
131		**18 031**		**184 665**	**97 933**	
4		4		**8**	7	26
136		446		**582**	512	27
140		**450**		**590**	**519**	
				481 130	486 974	28
–		**–**		**481 130**	**486 974**	
					6 345	29
595		1 941		**2 656**	4 067	30
368		521		**917**	1 679	31
963		**2 462**		**3 573**	**12 091**	
		1 769		**1 769**	5 846	32
–		**1 769**		**1 769**	**5 846**	
		686		**686**	722	33
186		64		**250**	331	34
186		**750**		**936**	**1 053**	
		113		**113**	75	35
–		**113**		**113**	**75**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
36	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 390
37	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	
38	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	18 187
39	Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	4 073
40	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	2 562
41	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	11 121
	Total du portefeuille	**143 332**
	SÉCURITÉ PUBLIQUE	
42	Administration de la Loi sur les armes à feu	
43	Financement des unités autonomes de service	
44	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
45	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	129 562
	Total du portefeuille	**129 562**
	TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS	
46	Financement des infrastructures ferroviaires	
47	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**–**
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
48	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	
49	Financement du Bureau d'évaluation médicale	
50	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**–**
	TOTAL	**1 387 324**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
				107 390	103 400	36
					300	37
		1 264		**19 450**	19 687	38
				4 073		39
		200		**2 762**	4 526	40
				11 121	18 082	41
–		**1 464**		**144 796**	**145 995**	
4 250		663		**4 913**	4 563	42
2 556		1 095		**3 652**	3 645	43
2 613		409		**3 022**	2 583	44
10 671		26 978		**167 211**	16 017	45
20 090		**29 144**		**178 797**	**26 807**	
					121	46
3		30		**33**		47
3		**30**		**33**	**121**	
					5 649	48
1 969		1 842		**3 811**	3 495	49
220		140		**360**	1 543	50
2 189		**1 982**		**4 171**	**10 687**	
26 881		**82 726**		**1 496 932**	**986 458**	

Partie B

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au crédit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements réellement effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2018, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Excédents des dépenses**	**Excédents des investissements**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	1 809	—
Fonds vert	—	364 755
Économie, Science et Innovation		
Capital Mines Hydrocarbures	6 801	—
Fonds du développement économique	—	264 464
Éducation et Enseignement supérieur		
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	—	813

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Excédents des dépenses**	**Excédents des investissements**
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds d'information sur le territoire	—	17 301
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	32 076	—
Finances		
Fonds du Plan Nord	11 285	—
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	—	1 274
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	26 197	—
Sécurité publique		
Fonds des services de police	46 880	—
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	44 274	—
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		
Fonds de gestion de l'équipement roulant	2 792	8 527
Fonds des réseaux de transport terrestre	1 295 460	—
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de développement du marché du travail	25 737	—

Le sous-ministre des Finances,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 28 septembre 2018

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de développement des territoires	109 002	99 495	-
	109 002	**99 495**	-
Investissements			
Fonds de développement des territoires	-	-	-
	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	102 339	102 339	102 339
Autres revenus	–	–	–
Total des revenus	**102 339**	**102 339**	**102 339**
Dépenses			
Dépenses	109 002	99 495	104 685
Total des dépenses	**109 002**	**99 495**	**104 685**
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 663)	2 844	(2 346)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 663	16 930	19 277
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**19 774**	**16 930**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	–	–	–

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	5 419	5 127	-
	5 419	**5 127**	-
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres	-	-	-
	-	-	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	4 625	4 333	859
Autres revenus	794	794	674
Total des revenus	**5 419**	**5 127**	**1 534**
Dépenses			
Dépenses	5 419	5 127	1 534
Total des dépenses	**5 419**	**5 127**	**1 534**
Surplus (déficit) de l'exercice	**–**	**–**	**–**
Surplus (déficit) cumulé au début	**–**	**–**	**–**
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**–**	**–**	**–**
Investissements			
Immobilisations	**–**	**–**	215
Prêts et placements	**–**	**–**	**–** (1)
Total des investissements	**–**	**–**	**215**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 006	4 810	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	18 974	17 184	-
	23 980	**21 994**	-
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture	-	-	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	-	-	-
	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	5 006	5 010 (1)	5 007
Total des revenus	**5 006**	**5 010**	**5 007**
Dépenses			
Dépenses	5 006	4 810	4 547
Total des dépenses	**5 006**	**4 810**	**4 547**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	200	460
Surplus (déficit) cumulé au début	1 052	1 220	760
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**1 052**	**1 421**	**1 220**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (2)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Cette somme inclut 5 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (5 000 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 654	15 740 (1)	15 647
Total des revenus	**15 654**	**15 740**	**15 647**
Dépenses			
Dépenses	18 974	17 184	13 468
Total des dépenses	**18 974**	**17 184**	**13 468**
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 321)	(1 444)	2 178
Surplus (déficit) cumulé au début	25 926	29 719	27 541
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**22 605**	**28 275**	**29 719**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (2)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Cette somme inclut 15 500 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 500 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	22 782	24 592	(1 809)
Fonds vert	775 277	731 867	-
	798 059	**756 459**	**(1 809)**
Investissements			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	5 400	1 209	-
Fonds vert	9 474	374 229	(364 755)
	14 874	**375 437**	**(364 755)**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018 [1][2]	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	25 688	37 725 [3]	–
Total des revenus	**25 688**	**37 725**	–
Dépenses			
Dépenses	22 782	24 592	–
Total des dépenses	**22 782**	**24 592**	–
Surplus (déficit) de l'exercice	2 905	13 133	–
Surplus (déficit) cumulé au début	33 914	41 537 [4]	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**36 820**	**54 670**	–
Investissements			
Immobilisations	5 400	1 209	–
Prêts et placements	–	–	– [5]
Total des investissements	**5 400**	**1 209**	–

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Ces informations ont été harmonisées selon les conventions comptables du gouvernement.

(3) Cette somme inclut 2 297 k$ provenant de droits et permis de ressources hydrauliques, 20 336 k$ provenant d'autres droits et permis et 5 673 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral.

(4) Le fonds a commencé ses activités en 2017-2018. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration d'actifs et de passifs du Fonds vert.

(5) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018 [1][2]	RÉELS 2017 [3]
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	683 979	931 795 [4]	436 365
Total des revenus	**683 979**	**931 795**	**436 365**
Dépenses			
Dépenses	–	– [5]	767 087
Dépenses par portefeuille ministériel			
Affaires municipales et Occupation du territoire	12 437	1 221	–
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 050	1 049	–
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	210 471	159 726	–
Économie, Science et Innovation	49 078	14 410	–
Énergie et Ressources naturelles	160 864	129 150	–
Finances	40 841	151 143	–
Forêts, Faune et Parcs	5 734	2 642	–
Relations internationales et Francophonie	315	315	–
Santé et Services sociaux	2 815	2 811	–
Sécurité publique	5 676	2 156	–
Tourisme	300	300	–
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	284 067	266 675	–
Travail, Emploi et Solidarité sociale	630	269	–
Total des dépenses	**775 277**	**731 867**	**767 087**
Surplus (déficit) de l'exercice	(91 298)	199 927	(330 722)
Surplus (déficit) cumulé au début	790 934	828 526 [6]	1 168 538
Redressements des années antérieures			
Revenus	–	16 789	3 107
Dépenses	–	(59 003) [7]	(13 075)
Total des redressements des années antérieures	–	(42 214)	(9 968)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	790 934	786 312 [6]	1 158 570
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**699 635**	**986 239**	**827 848**

FONDS VERT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018 [1][2]	RÉELS 2017 [3]
Investissements			
Immobilisations	9 474	717	2 783
Prêts et placements	–	373 512	– [8]
Total des investissements	**9 474**	**374 229**	**2 783**

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Ces informations ont été harmonisées selon les conventions comptables du gouvernement.

(3) Les données de l'année financière 2017 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2018.

(4) Cette somme inclut 785 035 k$ provenant de droits d'émission de gaz à effet de serre (267 316 k$ en 2017), 125 665 k$ provenant d'autres droits et permis (127 426 k$ en 2017) et 10 148 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (8 204 k$ en 2017).

(5) Au budget de dépenses 2017-2018, la présentation des dépenses a été détaillée par portefeuille ministériel.

(6) Le surplus cumulé au début a été diminué de 41 537 k$ pour tenir compte du transfert, en 2017-2018, d'actifs et de passifs au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.

(7) Ce redressement de dépenses ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

(8) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Capital Mines Hydrocarbures	775	7 576 [1]	(6 801)
Fonds du développement économique	452 133	203 803 [1]	–
	452 908	**211 379**	**(6 801)**
Investissements			
Capital Mines Hydrocarbures	182 750	68 212	–
Fonds du développement économique	701 992	966 456	(264 464)
	884 742	**1 034 668**	**(264 464)**

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CAPITAL MINES HYDROCARBURES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018 [1]	RÉELS 2017 [1]
Revenus			
Revenus liés aux quotes-parts des participations	–	–	5
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	1 658	55 020	1 751
Total des revenus	**1 658**	**55 020**	**1 756**
Dépenses			
Dépenses	775	7 576	39 630
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	–	6 845	7 977
Total des dépenses	**775**	**14 421**	**47 607**
Surplus (déficit) de l'exercice	883	40 599	(45 851)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	81 821	(35 920)	9 932
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	82 704	4 679	(35 919)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	–	10 236	83 450
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**82 704**	**14 916**	**47 531**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	182 750	68 212	– [2]
Total des investissements	**182 750**	**68 212**	**–**

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus liés aux quotes-parts des participations	–	–	24
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	283 232	62 477	171 422
Autres revenus	168 901	145 471	117 659
Total des revenus	**452 133**	**207 948**	**289 105**
Dépenses			
Dépenses	452 133	203 803	288 051
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	–	4 145	1 054
Total des dépenses	**452 133**	**207 948**	**289 105**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	145 645	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	145 645	82 984	82 984 (1)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	–	190 878	28 265
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**145 645**	**273 862**	**111 250**
Investissements			
Immobilisations	–	311 897	–
Prêts et placements	701 992	654 560	– (2)
Total des investissements	**701 992**	**966 456**	–

(1) Ce montant inclut un redressement des années antérieures n'ayant aucun impact sur les surplus du fonds.

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	76 130	60 148	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	26 906	25 000	-
	103 036	**85 148**	-
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	121 279	122 092	(813)
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	-	-	-
	121 279	**122 092**	**(813)**

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	67 905	62 588 [1]	62 385
Total des revenus	**67 905**	**62 588**	**62 385**
Dépenses			
Dépenses	76 130	60 148	56 175
Total des dépenses	**76 130**	**60 148**	**56 175**
Surplus (déficit) de l'exercice	(8 225)	2 440	6 210
Surplus (déficit) cumulé au début	190 498	188 127	181 917
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**182 273**	**190 567**	**188 127**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	121 279	122 092	– [2]
Total des investissements	**121 279**	**122 092**	–

(1) Cette somme inclut 60 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (60 000 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	25 000
Autres revenus	–	–	–
Total des revenus	**25 000**	**25 000**	**25 000**
Dépenses			
Dépenses	26 906	25 000	30 758
Total des dépenses	**26 906**	**25 000**	**30 758**
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 906)	–	(5 758)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 906	–	5 758
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	–	–	–

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de transition énergétique	100	-	-
Fonds des ressources naturelles	32 841	29 773	-
Fonds d'information sur le territoire	113 639	101 652	-
	146 580	**131 425**	-
Investissements			
Fonds de transition énergétique	-	-	-
Fonds des ressources naturelles	330	158	-
Fonds d'information sur le territoire	50 313	67 613	(17 301)
	50 643	**67 772**	**(17 301)**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	100	–	–
Total des revenus	**100**	–	–
Dépenses			
Dépenses	100	–	–
Total des dépenses	**100**	–	–
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	–	–	–

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 097	6 097	6 054
Autres revenus	22 805	22 810 (1)	186 776
Total des revenus	**28 901**	**28 907**	**192 830**
Dépenses			
Dépenses	32 841	29 773	206 899
Total des dépenses	**32 841**	**29 773**	**206 899**
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 940)	(866)	(14 069)
Surplus (déficit) cumulé au début	29 992	28 127 (2)	43 834
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**26 052**	**27 261**	**29 765**
Investissements			
Immobilisations	330	158	276
Prêts et placements	–	1	– (3)
Total des investissements	**330**	**158**	**276**

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

(1) Cette somme inclut 21 730 k$ provenant de droits et permis de ressources minières (20 570 k$ en 2017) et 898 k$ provenant de droits et permis sur les hydrocarbures (949 k$ en 2017).

(2) Le surplus cumulé au début a été diminué de 1 638 k$ pour tenir compte du transfert, en 2017-2018, d'actifs et de passifs à Transition énergétique Québec.

(3) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	139 747	139 254	138 152
Total des revenus	**139 747**	**139 254**	**138 152**
Dépenses			
Dépenses	113 639	101 652	107 149
Total des dépenses	**113 639**	**101 652**	**107 149**
Surplus (déficit) de l'exercice	26 108	37 603	31 004
Surplus (déficit) cumulé au début	496 875	498 329	467 326
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**522 983**	**535 932**	**498 329**
Investissements			
Immobilisations	39 667	26 013	32 245
Prêts et placements	10 645	41 600	– (1)
Total des investissements	**50 313**	**67 613**	**32 245**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	14 880	14 880	-
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 332 113	2 364 189	(32 076)
Fonds pour le développement des jeunes enfants	21 250	21 250	-
	2 368 243	**2 400 319**	**(32 076)**
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	-	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	-	-	-
	-	-	-

FAMILLE

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 091	15 330 (1)	15 091
Total des revenus	**15 091**	**15 330**	**15 091**
Dépenses			
Dépenses	14 880	14 880	27 280
Total des dépenses	**14 880**	**14 880**	**27 280**
Surplus (déficit) de l'exercice	211	450	(12 189)
Surplus (déficit) cumulé au début	44 981	44 981	57 170
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**45 192**	**45 431**	**44 981**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (2)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 332 113	2 333 889	2 313 596
Autres revenus	–	–	–
Total des revenus	**2 332 113**	**2 333 889**	**2 313 596**
Dépenses			
Dépenses	2 332 113	2 364 189	2 263 796
Total des dépenses	**2 332 113**	**2 364 189**	**2 263 796**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	(30 300)	49 800
Surplus (déficit) cumulé au début	–	49 800	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**19 500**	**49 800**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	–	–	–

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FAMILLE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 031	15 109 (1)	15 043
Total des revenus	**15 031**	**15 109**	**15 043**
Dépenses			
Dépenses	21 250	21 250	21 250
Total des dépenses	**21 250**	**21 250**	**21 250**
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 219)	(6 141)	(6 207)
Surplus (déficit) cumulé au début	20 459	20 459	26 666
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**14 240**	**14 319**	**20 459**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (2)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement	2 668	2 327 (1)	-
Fonds des générations	-	- (2)	-
Fonds du centre financier de Montréal	1 336	1 336	-
Fonds du Plan Nord	74 489	85 773	(11 285)
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	2 867	2 294	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	926 656	881 591	-
	1 008 015	**973 321**	**(11 285)**
Investissements			
Fonds de financement	-	- (3)	-
Fonds des générations	-	- (2)	-
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du Plan Nord	-	-	-
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	25	1 299	(1 274)
Fonds relatif à l'administration fiscale	-	-	-
	25	**1 299**	**(1 274)**

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

(2) En vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

(3) Conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01), les prévisions de prêts et placements n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	1 533 814	1 559 224	1 463 447
Total des revenus	**1 533 814**	**1 559 224**	**1 463 447**
Dépenses			
Dépenses	2 668	2 327	2 310
Service de la dette	1 516 799	1 509 707	1 435 127
Total des dépenses	**1 519 467**	**1 512 034**	**1 437 436**
Surplus (déficit) de l'exercice	14 347	47 190	26 011
Surplus (déficit) cumulé au début	488 597	493 073	467 062
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**502 944**	**540 263**	**493 073**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	9 025 060	8 452 296	– (1)
Total des investissements	**9 025 060**	**8 452 296**	–

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	2 488 000	2 292 695	2 001 173
Total des revenus	**2 488 000**	**2 292 695**	**2 001 173**
Dépenses			
Dépenses	–	–	–
Total des dépenses	**–**	**–**	**–**
Surplus (déficit) de l'exercice	2 488 000	2 292 695	2 001 173
Surplus (déficit) cumulé au début	10 564 196	10 523 369	8 522 196
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**13 052 196**	**12 816 064**	**10 523 369**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	2 488 000 (1)	2 276 166 (1)	– (2)
Total des investissements	**2 488 000**	**2 276 166**	**–**

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et de placement du Québec.

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	714	682 (1)	682
Total des revenus	**714**	**682**	**682**
Dépenses			
Dépenses	1 336	1 336	1 323
Total des dépenses	**1 336**	**1 336**	**1 323**
Surplus (déficit) de l'exercice	(622)	(654)	(641)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 255	2 253	2 893
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**1 633**	**1 599**	**2 253**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (2)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Cette somme provient de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation (682 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018 [1]	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	96 403	96 760 [2]	92 501
Total des revenus	**96 403**	**96 760**	**92 501**
Dépenses			
Dépenses	74 489	85 773	197 298
Total des dépenses	**74 489**	**85 773**	**197 298**
Surplus (déficit) de l'exercice	21 914	10 987	(104 797)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 158	18 643	123 440
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**24 073**	**29 630**	**18 643**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– [3]
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Cette somme inclut 54 832 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (58 520 k$ en 2017) et 23 774 k$ provenant de l'impôt des sociétés (15 443 k$ en 2017).

(3) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	2 867	2 889 (1)	2 522
Total des revenus	**2 867**	**2 889**	**2 522**
Dépenses			
Dépenses	2 867	2 294	2 202
Total des dépenses	**2 867**	**2 294**	**2 202**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	596	320
Surplus (déficit) cumulé au début	2 748	2 994	2 674
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 748**	**3 590**	**2 994**
Investissements			
Immobilisations	25	7	37
Prêts et placements	–	1 292	– (2)
Total des investissements	**25**	**1 299**	**37**

(1) Cette somme inclut 8 k$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Tribunal administratif des marchés financiers (9 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	926 656	881 591 [1]	840 577
Total des revenus	**926 656**	**881 591**	**840 577**
Dépenses			
Dépenses	926 656	881 591	840 577
Total des dépenses	**926 656**	**881 591**	**840 577**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– [2]
Total des investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 705 273 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (672 462 k$ en 2017) et 176 318 k$ provenant de l'impôt des sociétés (168 115 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	542 333	568 530	(26 197)
	542 333	**568 530**	**(26 197)**
Investissements			
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	10 000	2 813	-
	10 000	**2 813**	**-**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES - VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	196 258	292 098	225 510
Autres revenus	334 895 (1)	283 553 (2)	287 378
Total des revenus	**531 153**	**575 651**	**512 887**
Dépenses			
Dépenses	542 333	568 530	484 070
Total des dépenses	**542 333**	**568 530**	**484 070**
Surplus (déficit) de l'exercice	(11 180)	7 121	28 817
Surplus (déficit) cumulé au début	34 527	61 662	32 845
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**23 347**	**68 783**	**61 662**
Investissements			
Immobilisations	10 000	2 813	2 373
Prêts et placements	**–**	**–**	**–** (3)
Total des investissements	**10 000**	**2 813**	**2 373**

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les données financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

(1) Ce montant inclut 9 650 k$ financé par le portefeuille ministériel.

(2) Cette somme inclut 272 362 k$ provenant de droits et permis de ressources forestières (270 181 k$ en 2017).

(3) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Accès Justice	16 353	14 928	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	27 139	26 210	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	38 691	33 293	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	41 058	37 519	-
Fonds relatif aux contrats publics	2 653	1 279	-
	125 894	**113 229**	-
Investissements			
Fonds Accès Justice	-	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	244	-	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	1 984	662	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	691	-
Fonds relatif aux contrats publics	-	-	-
	3 394	**1 353**	-

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	16 350	15 114 (1)	16 717
Total des revenus	**16 350**	**15 114**	**16 717**
Dépenses			
Dépenses	16 353	14 928	14 552
Total des dépenses	**16 353**	**14 928**	**14 552**
Surplus (déficit) de l'exercice	(3)	185	2 164
Surplus (déficit) cumulé au début	8 050	10 086	7 922
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**8 047**	**10 272**	**10 086**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (2)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Cette somme inclut 2 944 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (2 531 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	107	755	1 586
Autres revenus	25 657	29 404 [1]	30 170
Total des revenus	**25 764**	**30 160**	**31 756**
Dépenses			
Dépenses	27 139	26 210	24 224
Total des dépenses	**27 139**	**26 210**	**24 224**
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 375)	3 950	7 532
Surplus (déficit) cumulé au début	40 573	45 678	38 146
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**39 198**	**49 628**	**45 678**
Investissements			
Immobilisations	244	-	116
Prêts et placements	-	-	- [2]
Total des investissements	**244**	**-**	**116**

(1) Cette somme inclut 861 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (606 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	36 735	40 127	38 333
Total des revenus	**36 735**	**40 127**	**38 333**
Dépenses			
Dépenses	38 691	33 293	31 637
Total des dépenses	**38 691**	**33 293**	**31 637**
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 956)	6 834	6 696
Surplus (déficit) cumulé au début	111 457	114 193	107 497
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**109 501**	**121 026**	**114 193**
Investissements			
Immobilisations	1 984	662	182
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	**1 984**	**662**	**182**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	13 864	13 864	14 060
Autres revenus	26 365	26 657	25 732
Total des revenus	**40 229**	**40 521**	**39 792**
Dépenses			
Dépenses	41 058	37 519	35 123
Total des dépenses	**41 058**	**37 519**	**35 123**
Surplus (déficit) de l'exercice	(829)	3 002	4 669
Surplus (déficit) cumulé au début	11 661	16 850	12 181
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**10 832**	**19 852**	**16 850**
Investissements			
Immobilisations	1 166	691	387
Prêts et placements	**–**	**–**	**–** (1)
Total des investissements	**1 166**	**691**	**387**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	1 500
Autres revenus	4 043	8 624	1 059
Total des revenus	**4 043**	**8 624**	**2 559**
Dépenses			
Dépenses	2 653	1 279	2 405
Total des dépenses	**2 653**	**1 279**	**2 405**
Surplus (déficit) de l'exercice	1 390	7 344	154
Surplus (déficit) cumulé au début	(1 359)	154	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**31**	**7 498**	**154**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	213 007	182 547	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
	213 007	**182 547**	-
Investissements			
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	25 489	17 484	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
	25 489	**17 484**	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	170 593	137 263	152 265
Autres revenus	36 926	41 383	33 883
Total des revenus	**207 519**	**178 646**	**186 148**
Dépenses			
Dépenses	213 007	182 547	182 208
Total des dépenses	**213 007**	**182 547**	**182 208**
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 488)	(3 901)	3 940
Surplus (déficit) cumulé au début	14 138	23 341	19 401
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**8 651**	**19 440**	**23 341**
Investissements			
Immobilisations	25 489	17 484	8 521
Prêts et placements	**–**	**–**	**–** (1)
Total des investissements	**25 489**	**17 484**	**8 521**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	–	20 064 (1)	20 035
Total des revenus	–	**20 064**	**20 035**
Dépenses			
Dépenses	–	–	40 000
Total des dépenses	–	–	**40 000**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	20 064	(19 965)
Surplus (déficit) cumulé au début	–	196	20 161
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**20 260**	**196**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (2)
Total des investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 20 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des services de police	596 549	643 429	(46 880)
	596 549	**643 429**	**(46 880)**
Investissements			
Fonds des services de police	20 958	15 027	-
	20 958	**15 027**	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	295 640	319 140	307 973
Autres revenus	300 909	324 289	297 148
Total des revenus	**596 549**	**643 429**	**605 122**
Dépenses			
Dépenses	596 549	643 429	605 122
Total des dépenses	**596 549**	**643 429**	**605 122**
Surplus (déficit) de l'exercice	**–**	**–**	**–**
Surplus (déficit) cumulé au début	**–**	**–**	**–**
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**–**	**–**	**–**
Investissements			
Immobilisations	20 958	15 027	13 938
Prêts et placements	**–**	**–**	**–** (1)
Total des investissements	**20 958**	**15 027**	**13 938**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	163 509	207 782	(44 274)
	163 509	**207 782**	**(44 274)**
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	255	46	-
	255	**46**	-

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	59 961	95 477	48 702
Autres revenus	101 547	116 314 [1]	95 704
Total des revenus	**161 509**	**211 791**	**144 406**
Dépenses			
Dépenses	163 509	207 782	147 409
Total des dépenses	**163 509**	**207 782**	**147 409**
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 000)	4 009	(3 003)
Surplus (déficit) cumulé au début	7 253	7 250	10 253
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**5 253**	**11 258**	**7 250**
Investissements			
Immobilisations	85	46	38
Prêts et placements	170	–	– [2]
Total des investissements	**255**	**46**	**38**

(1) Cette somme inclut 85 744 k$ provenant de la taxe sur l'hébergement (63 434 k$ en 2017) et 26 500 k$ provenant de la taxe de vente du Québec (26 500 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds aérien	66 958	65 931	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	112 070	114 862	(2 792)
Fonds de la sécurité routière	53 859	23 049	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 267 855 (1)	4 563 316 (1)	(1 295 460)
	3 500 742	**4 767 158**	**(1 298 252)**
Investissements			
Fonds aérien	15 910	217	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	44 928	53 455	(8 527)
Fonds de la sécurité routière	500	19	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	2 047 685	1 732 361	-
	2 109 023	**1 786 052**	**(8 527)**

(1) Ce montant exclut celui lié à la contribution des automobilistes au transport en commun étant donné que les dépenses liées à cette contribution ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 88.5 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017 [1]
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	67 258	67 384	58 934
Total des revenus	**67 258**	**67 384**	**58 934**
Dépenses			
Dépenses	66 958	65 931	58 109
Total des dépenses	**66 958**	**65 931**	**58 109**
Surplus (déficit) de l'exercice	300	1 453	825
Surplus (déficit) cumulé au début	58 297	58 537	57 997
Redressements des années antérieures			
Revenus	–	7 941	11 387
Dépenses	–	(8 321) [2]	(12 052)
Total des redressements des années antérieures	–	(380)	(665)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	58 297	58 157	57 332
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**58 597**	**59 610**	**58 157**
Investissements			
Immobilisations	15 910	213	3 213
Prêts et placements	–	4	– [3]
Total des investissements	**15 910**	**217**	**3 213**

(1) Les données de l'année financière 2017 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2018.

(2) Ce redressement de dépenses ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

(3) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	113 518	116 331	108 609
Total des revenus	**113 518**	**116 331**	**108 609**
Dépenses			
Dépenses	112 070	114 862	107 149
Total des dépenses	**112 070**	**114 862**	**107 149**
Surplus (déficit) de l'exercice	1 448	1 469	1 461
Surplus (déficit) cumulé au début	12 762	12 775	11 314
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**14 210**	**14 244**	**12 775**
Investissements			
Immobilisations	44 928	53 455	31 394
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	**44 928**	**53 455**	**31 394**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	57 155	2 812	25 704
Total des revenus	**57 155**	**2 812**	**25 704**
Dépenses			
Dépenses	53 859	23 049	20 219
Total des dépenses	**53 859**	**23 049**	**20 219**
Surplus (déficit) de l'exercice	3 296	(20 238)	5 486
Surplus (déficit) cumulé au début	34 334	34 394	28 908
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**37 630**	**14 156**	**34 394**
Investissements			
Immobilisations	500	19	4 611
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	**500**	**19**	**4 611**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	3 816 500	3 890 499 (1)	3 694 788
Total des revenus	**3 816 500**	**3 890 499**	**3 694 788**
Dépenses			
Dépenses	3 267 855	4 563 316	3 271 509
Contribution des automobilistes au transport en commun	87 038	84 170	85 145
Total des dépenses	**3 354 894**	**4 647 485**	**3 356 654**
Surplus (déficit) de l'exercice	461 606	(756 986)	338 134
Surplus (déficit) cumulé au début	2 885 989	2 943 141	2 605 007
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**3 347 595**	**2 186 154**	**2 943 141**
Investissements			
Immobilisations	2 047 685	1 706 658	1 775 836
Prêts et placements	–	25 702	– (2)
Total des investissements	**2 047 685**	**1 732 361**	**1 775 836**

(1) Cette somme inclut 2 200 550 k$ provenant de la taxe sur les carburants (2 224 361 k$ en 2017), 1 099 469 k$ provenant de droits et permis relatifs aux véhicules automobiles (1 031 228 k$ en 2017) et 233 008 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (49 734 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 253	22 553	-
Fonds de développement du marché du travail	1 054 794	1 080 531	(25 737)
Fonds de la capitale nationale et de sa région (*) (**)	15 000	150	-
Fonds des biens et des services	102 320	92 990	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	22 626	14 773	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	84 271	69 457	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	21 578	13 027	-
	1 323 842	**1 293 480**	**(25 737)**
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds de la capitale nationale et de sa région (*) (**)	-	-	-
Fonds des biens et des services	2 394	1 149	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 000	11 637	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	5 260	1 355	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
	25 654	**14 140**	-

(*) Depuis le 16 juin 2017, en vertu de l'article 184 de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (L.Q. 2017, chapitre 13), les mots « capitale nationale et de sa région » sont remplacés par « région de la Capitale-nationale ».

(**) La responsabilité de ce fonds est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	19 718	19 718	19 718
Autres revenus	3 102	3 344	3 317
Total des revenus	**22 820**	**23 062**	**23 035**
Dépenses			
Dépenses	23 253	22 553	22 377
Total des dépenses	**23 253**	**22 553**	**22 377**
Surplus (déficit) de l'exercice	(433)	509	658
Surplus (déficit) cumulé au début	2 580	3 706	3 048
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 147**	**4 215**	**3 706**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	914 017	997 907	996 156
Autres revenus	133 918	72 107 (1)	63 290
Total des revenus	**1 047 935**	**1 070 014**	**1 059 446**
Dépenses			
Dépenses	1 054 794	1 080 531	1 056 985
Total des dépenses	**1 054 794**	**1 080 531**	**1 056 985**
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 859)	(10 517)	2 461
Surplus (déficit) cumulé au début	45 615	53 705	51 243
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**38 756**	**43 188**	**53 705**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (2)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Cette somme inclut 60 063 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (52 720 k$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE SA RÉGION (*) (**)
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	15 000	15 000	-
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	**15 000**	**15 000**	-
Dépenses			
Dépenses	15 000	150	-
Total des dépenses	**15 000**	**150**	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	14 850	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	**14 850**	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	-

(*) Depuis le 16 juin 2017, en vertu de l'article 184 de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (L.Q. 2017, chapitre 13), les mots « capitale nationale et de sa région » sont remplacés par « région de la Capitale-nationale ».

(**) La responsabilité de ce fonds est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	63 291	64 882	33 140
Autres revenus	35 029	40 877	48 096
Total des revenus	**98 320**	**105 759**	**81 236**
Dépenses			
Dépenses	102 320	92 990	69 204
Total des dépenses	**102 320**	**92 990**	**69 204**
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 000)	12 769	12 032
Surplus (déficit) cumulé au début	21 446	33 477	21 446
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**17 446**	**46 246**	**33 477**
Investissements			
Immobilisations	2 394	1 149	268
Prêts et placements	**–**	**–**	**–** (1)
Total des investissements	**2 394**	**1 149**	**268**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	11 218	10 465
Autres revenus	5 000	3 554	2 048
Total des revenus	**22 626**	**14 773**	**12 514**
Dépenses			
Dépenses	22 626	14 773	12 514
Total des dépenses	**22 626**	**14 773**	**12 514**
Surplus (déficit) de l'exercice	**–**	**–**	**–**
Surplus (déficit) cumulé au début	**–**	**–**	**–**
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**–**	**–**	**–**
Investissements			
Immobilisations	18 000	11 637	13 100
Prêts et placements	**–**	**–**	**–** (1)
Total des investissements	**18 000**	**11 637**	**13 100**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 270	6 269	7 019
Autres revenus	78 001	63 187	69 022
Total des revenus	**84 271**	**69 457**	**76 041**
Dépenses			
Dépenses	84 271	69 457	70 934
Total des dépenses	**84 271**	**69 457**	**70 934**
Surplus (déficit) de l'exercice	**–**	**–**	5 108
Surplus (déficit) cumulé au début	2 280	11 488	6 380
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 280**	**11 488**	**11 488**
Investissements			
Immobilisations	5 260	1 355	325
Prêts et placements	**–**	**–**	**–** (1)
Total des investissements	**5 260**	**1 355**	**325**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	21 539	23 539	10 639
Autres revenus	–	188	495
Total des revenus	**21 539**	**23 727**	**11 134**
Dépenses			
Dépenses	21 578	13 027	11 428
Total des dépenses	**21 578**	**13 027**	**11 428**
Surplus (déficit) de l'exercice	(39)	10 701	(293)
Surplus (déficit) cumulé au début	329	972	1 265
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**290**	**11 672**	**972**
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	**–**	**–**	**–**

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	FONDS SPÉCIAUX	Revenus	-	Dépenses	=
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
1	Fonds de développement des territoires	102 339		99 495	
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
2	Fonds relatif à certains sinistres	5 127		5 127	
	CULTURE ET COMMUNICATIONS				
3	Fonds Avenir Mécénat Culture	5 010		4 810	
4	Fonds du patrimoine culturel québécois	15 740		17 184	
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES				
5	Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État (*)	37 725		24 592	
6	Fonds vert (*)	931 795		731 867	
	ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION				
7	Capital Mines Hydrocarbures (*)	55 020		14 421	
8	Fonds du développement économique	207 948		207 948	
	ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR				
9	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	62 588		60 148	
10	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000		25 000	
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES				
11	Fonds de transition énergétique				
12	Fonds des ressources naturelles	28 907		29 773	
13	Fonds d'information sur le territoire	139 254		101 652	
	FAMILLE				
14	Fonds de soutien aux proches aidants	15 330		14 880	
15	Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 333 889		2 364 189	
16	Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 109		21 250	
	FINANCES				
17	Fonds de financement	1 559 224		1 512 034	
18	Fonds des générations	2 292 695			
19	Fonds du centre financier de Montréal	682		1 336	
20	Fonds du Plan Nord (*)	96 760		85 773	
21	Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	2 889		2 294	
22	Fonds relatif à l'administration fiscale	881 591		881 591	
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS				
23	Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	575 651		568 530	
	JUSTICE				
24	Fonds Accès Justice	15 114		14 928	
25	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	30 160		26 210	
26	Fonds des registres du ministère de la Justice	40 127		33 293	
27	Fonds du Tribunal administratif du Québec	40 521		37 519	
28	Fonds relatif aux contrats publics	8 624		1 279	

(*) Ces informations sont sur la base de résultats préliminaires du fonds.

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 102 k$ au Fonds des ressources naturelles;
- Avance de 448 k$ au Fonds d'information sur le territoire;
- Avance de 18 114 k$ au Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier.

Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2017-2018.

	ACTIFS		PASSIFS			
Surplus (déficit) de l'exercice	**Avances au Fonds général** +	**Autres actifs** -	**Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général** -	**Autres passifs** =	**Solde du fonds**	
2 844	22 847			3 073	**19 774**	1
						2
200	1 699			279	**1 421**	3
(1 444)	13 978	14 912		616	**28 275**	4
13 133	6 364	84 114		35 808	**54 670**	5
199 927	58 974	1 286 577		359 312	**986 239**	6
40 599	92 180	425 831	500 000	3 096	**14 916**	7
		5 067 793	4 167 111	626 819	**273 862**	8
2 440	15 190	178 580		3 203	**190 567**	9
	25 000			25 000		10
						11
(866)		32 431	2 285 (1)	2 885	**27 261**	12
37 603	781	566 366	448 (1)	30 766	**535 932**	13
450	45 294	136			**45 431**	14
(30 300)		265 333	144 086	101 746	**19 500**	15
(6 141)	14 274	44			**14 319**	16
47 190		55 625 771	54 700 254	385 254	**540 263**	17
2 292 695		12 816 064			**12 816 064**	18
(654)	1 432	167			**1 599**	19
10 987	94 380	41 621	70 144	36 228	**29 630**	20
596		4 225		635	**3 590**	21
		1 673	1 673			22
7 121	98 531	91 675	18 114 (1)	103 310	**68 783**	23
185	10 674	2 842		3 245	**10 272**	24
3 950	48 785	1 756		912	**49 628**	25
6 834	128 085	4 137		11 195	**121 026**	26
3 002		27 913		8 061	**19 852**	27
7 344	83 168	43		75 713	**7 498**	28

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	FONDS SPÉCIAUX	Revenus	-	Dépenses	=
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
29	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	178 646		182 547	
30	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 064			
	SÉCURITÉ PUBLIQUE				
31	Fonds des services de police	643 429		643 429	
	TOURISME				
32	Fonds de partenariat touristique	211 791		207 782	
	TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS				
33	Fonds aérien	67 384		65 931	
34	Fonds de gestion de l'équipement roulant	116 331		114 862	
35	Fonds de la sécurité routière	2 812		23 049	
36	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 890 499		4 647 485	
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE				
37	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 062		22 553	
38	Fonds de développement du marché du travail	1 070 014		1 080 531	
39	Fonds de la capitale nationale et de sa région (**)	15 000		150	
40	Fonds des biens et des services	105 759		92 990	
41	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	14 773		14 773	
42	Fonds du Tribunal administratif du travail	69 457		69 457	
43	Fonds québécois d'initiatives sociales	23 727		13 027	
	Total fonds spéciaux	**15 977 569**		**14 065 690**	
	Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2017-2018				
	Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(962 408)		(962 408)	
	Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(2 292 695)			
	Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	(35 573)		14 759	
	Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux	**12 686 892**		**13 118 042**	

(**) Depuis le 16 juin 2017, en vertu de l'article 184 de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (L.Q. 2017, chapitre 13), les mots «capitale nationale et de sa région» sont remplacés par «région de la Capitale-nationale».

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 9 382 k$ au Fonds des services de police;
- Avance de 43 033 k$ au Fonds aérien.

Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2017-2018.

	ACTIFS			PASSIFS				
Surplus (déficit) de l'exercice	**Avances au Fonds général**	+	**Autres actifs**	-	**Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général**	-	**Autres passifs**	=	**Solde du fonds**	
(3 901)	65 197		55 640		16 283		85 113		**19 440**	29
20 064	20 239		21						**20 260**	30
			164 531		99 413 [(1)]		65 118			31
4 009	103 591		19 865		1 667		110 530		**11 258**	32
1 453	26 873		128 923		91 113 [(1)]		5 073		**59 610**	33
1 469	1 752		239 437		207 856		19 090		**14 244**	34
(20 238)	7 934		16 235		1 003		9 010		**14 156**	35
(756 986)	9 538		26 402 184		19 014 943		5 210 624		**2 186 154**	36
509	4 518		257				560		**4 215**	37
(10 517)	66 000		75 412				98 225		**43 188**	38
14 850	14 850								**14 850**	39
12 769	7 078		50 075		1 040		9 866		**46 246**	40
	2 112		52 307		52 119		2 300			41
	23 694		34 216				46 423		**11 488**	42
10 701	11 678		47				52		**11 672**	43
1 911 879	**1 126 691**		**103 779 156**		**79 089 554**		**7 479 140**		**18 337 152**	
(2 292 695)										
(50 333)										
(431 149)										

LES *COMPTES PUBLICS 2017-2018* PRÉSENTENT LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.

Volume 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés à chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Finances Québec